

## Africains sans papiers : les appels à la négociation se multiplient

LES TROIS CENTS Africains sans papiers, réfugiés depuis le 28 juin dans l'église Saint-Bernard, à Paris, redoutent une expulsion prochaine par les forces de l'ordre. Bon nombre d'entre eux, sous le coup d'un arrêté de reconduite à la frontière, ont jusqu'au 17 août pour quitter le territoire alors que le gouvernement ne paraît pas vouloir dévier de sa ligne de fermeté. Jeudi 15 août, une messe de solidarité devait être célébrée en l'église. Le curé de la paroisse a refusé de signer les ordres de réquisition demandés par la préfecture de police. Comme de nombreuses personnalités et associations, il appelle le gouvernement à rouvrir des négociations.

Lire page 6

## M. Juppé a été contraint d'intervenir pour rassurer les marchés financiers

Le gouvernement peine à réduire le déficit budgétaire

LE PREMIER MINISTRE a interrompu ses vacances, mercredi 14 août, pour calmer l'agitation dont le franc pâtit depuis plusieurs jours. Les marchés financiers s'étant inquiétés de la perspective d'une enquête judiciaire contre les anciens dirigeants du Crédit lyonnais, interprétée comme une manœuvre de déstabilisation de Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France, Alain Juppé a assuré qu'il « n'existe aucun conflit entre le gouvernement et la Banque de France ». Il a aussi affirmé qu'il avait pas l'intention, malgré la mauvaise conjoncture et les critiques de sa majorité, d'indéfinir sa politique économique. Pour autant, fin juin, le déficit du budget de l'Etat était en réduction de seulement 1,5 milliard de francs par rapport à 1995, alors que le gouvernement a promis une baisse de 35 milliards pour l'année 1996.

Lire pages 5 et 20



## Les Chypriotes grecs en état de choc

Un policier turc a tiré sur la foule

LA TENSION est très vive à Chypre où le sang a coulé, pour la deuxième fois en quatre jours, sur la « ligne verte » qui sépare depuis 1974 le sud de l'île du nord occupé par la Turquie. Un Chypriote grec âgé de 26 ans, Solomon Solomon, a été tué mercredi 14 août par un policier chypriote turc qui a ensuite ouvert le feu sur la foule, blessant deux « casques bleus » britanniques et neuf autres personnes dont une femme, grièvement atteinte, qui se trouvait à cinq cent mètres de là, côté grec, rapporte notre envoyée spéciale, Françoise Chippaux.

La scène s'est passée à Dherynia, au sud-est de Nicosie, à l'endroit même où, dimanche 11 août, un autre Chypriote grec, Tassos Isaac, avait été battu à mort par des Chypriotes turcs lors d'une manifestation contre la division de l'île. C'est en sortant de son enterrement qu'une partie de l'assistance s'est dirigée vers Dherynia afin de se recueillir. Echappant aux « casques bleus » censés empêcher le passage de la ligne de démarcation, Solomon Solomon a pénétré en zone turque et a été tué alors qu'il grimait au mât où flottait le drapeau chypriote turc.

Les représentants des Nations-Unies à Chypre ont qualifié ces tirs de « totalement injustifiés » et ont protesté officiellement auprès des autorités militaires turques. Les appels au calme du président chypriote Glafcos Cléridis suffiront-ils à éviter d'autres incidents sur cette ligne de démarcation qui matérialise la division illégale du pays ? Les « casques bleus », stationnés à Chypre depuis les violences intercommunautaires de 1964 et qui, à partir de 1974, ont été déployés sur la « ligne verte », sont accusés au mieux d'inefficacité, au pire de complicité par les Chypriotes grecs.

Lire page 3 et notre éditorial page 8

## Une lettre mystérieuse, le jour de la profanation de Carpentras

LA LETTRE avait été postée à Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes), le 9 mai 1990 à 17 h 30, à l'attention de la section du Front national (FN) de cette ville. Sur l'enveloppe, l'adresse avait été inscrite à la main. Le texte, sans signature, était dactylographié : « Le Français doit savoir : le juif est antichriste quand il s'agit de son intérêt. Dans le cimetière français, il a son carré qui lui appartient... interdit aux étrangers. » Suivait la mention : « Faire suivre à l'ouvrage ». Le lendemain, la France apprenait avec horreur la profanation du cimetière juif de Carpentras.

Intrigué, un responsable de la section FN de Cagnes transmet le courrier à la police judiciaire de Nice, qui alerta aussitôt le juge d'instruction de Grasse, Jean-Pierre Murciano. Ce dernier était alors en charge de l'enquête sur les attentats commis contre des foyers Sonacotra de la Côte d'Azur par de jeunes néonazis, sympathisants du Parti nationaliste français européen (PNFE). Et les policiers, justement, avaient été frappés par les similitudes de cette lettre avec certains tracts diffusés par les poseurs de bombes, en guise de diversion, au nom d'un groupe juif imaginaire, baptisé Masada.

L'auteur de la lettre était-il au courant de la profanation de Carpentras ? Découverte au matin du 10 mai 1990, la profanation avait été perpétrée dans la nuit du 8 au 9 mai. A l'heure où fut postée l'enveloppe, personne n'était donc censé savoir ce qui s'était passé à Carpentras. Même imprécise, l'allusion à un « cimetière » dans ce libelle antisémite avait de quoi troubler. Le juge Murciano confia la lettre - et surtout l'enveloppe - à un expert graphologue, qui, à la manière d'un Sherlock Holmes dressa de l'auteur inconnu un portrait-robot d'une stupéfiante précision. « Autodidacte » au tempérament « colérique », il devait, assurait l'expert, avoir une « mauvaise vue » et souffrir de « maux de dos ».

Pragmatique, le juge relut aussi, une à une, les dizaines de lettres que lui adressaient alors les militants du PNFE, dont il avait fait incarner les chefs. La chance le servit : l'une d'elles semblait être de la même main que l'enveloppe postée à Cagnes-sur-Mer. L'expert-graphologue le certifia. L'auteur était un vigile cannois de quarante-deux ans, mis en examen pour « détention d'armes et d'explosifs » dans le cours de l'enquête sur les attentats de la Côte d'Azur. Il avait, semble-t-il, vainement tenté de dissuader les jeunes militants du PNFE, qu'il fréquentait, de basculer dans le terrorisme.

L'homme confirma, trait pour trait, le « portrait » dessiné par l'expert, mais il nia avoir écrit la lettre - en dépit d'une seconde expertise confortant la première. Transmis à la direction centrale de la police judiciaire le 28 mai 1990, le mystérieux courrier fut classé au fond du dossier de Carpentras. Là, il tomba dans l'oubli, en même temps que la piste de profanateurs d'extrême droite était, peu à peu, délaissée. On sait aujourd'hui qui étaient les membres du commando de Carpentras. Cinq jeunes néonazis désireux de « faire un grand coup » pour célébrer Hitler, dont deux militèrent dans les rangs du PNFE, et tous originaires de la région d'Avignon - où le fils de l'auteur de la lettre, alors militaire, était affecté.

L'un d'eux avait-il rompu, il y a six ans, le pacte de silence scellé après la profanation ? Le secret s'était-il répandu parmi la mouvance néonazie jusqu'à Cagnes-sur-Mer ? Ou s'agit-il simplement, si l'on ose dire, d'une macabre coïncidence ? La réponse à cette question ne sera sans doute jamais connue, laissant planer sur l'affaire de Carpentras comme un ultime mystère.

Hervé Gattegno

Lire page 2

## La dernière bataille de Bob Dole

OFFICIELLEMENT adoubé pour défendre les couleurs du Parti républicain lors de l'élection présidentielle du 5 novembre, Robert Dole devait prononcer, jeudi 15 août, son « discours d'investiture ». A soixante-trois ans, au terme d'un demi-siècle de vie parlementaire, l'ancien sénateur du Kansas entendait se faire le porte-parole d'une droite modérée. Il s'agit pour lui de séduire un électoral qu'effraie souvent le conservatisme radical de la plate-forme adoptée par la convention de San Diego. Au terme d'une campagne qu'il a jusqu'à présent menée mollement et sans conviction, M. Dole est contraint de prendre un nouveau départ afin de rattraper son adversaire démocrate, le président sortant Bill Clinton, qui le devance toujours dans les sondages.

## Une excentrique chez Dior ?



VIVIENNE WESTWOOD

VIVIENNE WESTWOOD va-t-elle succéder à Gianfranco Ferré à la tête de Dior, fleuron du groupe LVMH ? La rumour, lancée par un journal américain, *Womenswear Daily*, agit le monde de la mode. Si cette nomination était confirmée, la « Reine du punk » rejoindrait sur le continent John Galiano, autre grand excentrique britannique, déjà nommé à la tête de Givenchy par les responsables de LVMH.

Lire page 20

## Le jeu dangereux de la Bundesbank

GLOBALEMENT respecté pendant plus de dix mois, le cessez-le-feu monétaire en Europe fait l'objet depuis dix jours de violations répétées. Le franc est attaqué, les devises d'Europe du Sud vacillent, les taux d'intérêt remontent. Le spectre d'une crise généralisée, répétant celles de septembre 1992, d'août 1993 et de mars 1995, ressurgit. Une fois encore, la politique monétaire allemande se retrouve sur la sellette, accusée d'être largement responsable des tensions actuelles.

Lors de son intervention télévisée du 14 juillet, Jacques Chirac avait déploré, fait sans précédent dans l'histoire des relations monétaires franco-allemandes, le niveau nettement trop élevé des taux d'intérêt en France « mais aussi en Allemagne ». La Banque d'Espagne, de son côté, brisant le tabou qui veut qu'une banque centrale ne critique jamais publiquement l'action d'un autre institut d'émission, vient d'exprimer, dans son dernier rapport mensuel, son irritation. Disant tout haut ce que chacun pense tout bas, elle a estimé que les récentes décisions de la Bundesbank ont « augmenté l'instabilité » sur les marchés de change européens.

Alors que l'économie allemande traverse une des périodes les plus

délicates de son histoire, que le chômage atteint des sommets historiques, alors que les tensions inflationnistes sont totalement inexistantes outre-Rhin et que le gouvernement d'Helmut Kohl met en œuvre une politique de rigueur budgétaire sans précédent, la Bundesbank n'a pas, depuis le début du mois de février, consenti le moindre geste sur son taux directeur Repo, le plus important pour l'évolution des rendements monétaires.

Pour justifier son immobilisme, la Bundesbank ne manque pas de solides arguments techniques. Le premier tient à la progression trop rapide de l'agrégat de monnaie M3, instrument de référence de sa politique car il représente un indicateur avancé de l'inflation. Mais cette justification laisse plus d'un économiste sceptique. D'une part, la Bundesbank a déjà à maintes reprises, dans le passé, pris le risque d'abaïser ses taux alors que la masse monétaire augmentait trop fortement. D'autre part, les membres du conseil de la Bundesbank ne cessent de répéter que la croissance de M3 ralentira au cours des prochains mois.

Pierre-Antoine Delhommas

Lire la suite page 8

Difficile de retrouver une tête coupée. Surtout pendant la Révolution...

TÊTE DE NÈGRE  
Une Série Noire inédite de Daniel Picouly. A déguster demain dans Le Monde

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 25 ATS ; Espagne, 220 PTA ; France, 7 F ; Grèce, 360 DR ; Italie, 2.000 L ; Luxembourg, 40 F ; Pays-Bas, 10 Gld ; Portugal, 200 Escudo ; Royaume-Uni, 9 F ; Suède, 200 F ; Suisse, 2 S ; USA, 1 Dollar ; USA (Hawaï), 2,50 D.

M 0147 - 816 - 7,00 F



FRAMATOME

Les sans-papiers grévistes le la faim en appellent à M. Chirac

**ÉTATS-UNIS** La convention républicaine de San Diego a officiellement investi, mercredi 14 août, l'ancien sénateur du Kansas Robert Dole (soixante-trois ans) comme candidat

du parti pour l'élection présidentielle du 5 novembre. M. Dole - dont le colistier et candidat au poste de vice-président sera Jack Kemp (soixante et un ans) - a aisément obtenu les

suffrages des 1 990 délégués réunis à San Diego. ● **PRAGMATIQUE**, plus centrée sur bien des sujets que nombre de militants du parti, Robert Dole, grand blessé de la seconde

guerre mondiale, entend défier le président sortant, le démocrate Bill Clinton (cinquante ans), sur les thèmes de l'expérience, du « caractère » et de la détermination à faire

respecter les intérêts de l'Amérique. ● **LE DISCOURS D'INVESTITURE** que M. Dole devait prononcer, jeudi, serait plus modéré que la plate-forme adoptée par la convention.

## Robert Dole part à la conquête de la Maison Blanche

Conservateur pragmatique et secret, le candidat investi, mercredi 14 août à San Diego, par le Parti républicain a été désigné sans surprise au terme d'une réunion, organisée comme un show télévisé, au cours de laquelle la droite américaine a voulu masquer ses divergences

**SAN DIEGO** de notre envoyé spécial

Au début de la campagne pour les élections primaires républicaines, en décembre 1995, le quartier général de Robert Dole affichait un immense portrait d'un GI de la seconde guerre mondiale. Cette photo, c'était lui, bien sûr, comme pour rappeler aux visiteurs que l'hôte des lieux n'avait jamais rompu le cordon ombilical qui le liait à cette guerre qui le meurtrit sa chair. Aujourd'hui encore, il arrive à Bob Dole de se laisser envahir par les souvenirs de ces années de sang. L'émotion alors le submerge, sa voix tremble et les larmes lui montent aux yeux.

La guerre, si présente dans ses menus gestes du quotidien, avec ce bras droit qui ne lui obéit plus, fut, d'une certaine manière, la véritable naissance de Bob Dole. Ces terribles combats d'avril 1945, du côté de Bologne, en Italie, ces éclats d'obus qui le laissèrent à moitié paralysé, ce sont ses racines, le ressort de son impressionnante volonté et de cette détermination qui marquent sa carrière d'homme public.

Si les plaies se sont depuis longtemps refermées, la blessure de la mémoire est, elle, toujours vivace. Mais Bob Dole a appris à la domesticité, s'en servant même comme d'un fonds de commerce électoral. Tous ses films de propagande poli-

tique évoquent d'abord le soldat meurtri. Après des électeurs américains, cela ne peut guère faire de mal, surtout lorsque quelques caciques du Grand Old Party rappellent que Bill Clinton s'est, lui, arrangé pour échapper à la guerre du Vietnam.

Bob Dole est né le 22 juillet 1923, à Russell, une bourgade poussiéreuse de quatre mille sept cents âmes. Elle est située au milieu de la grande prairie du Kansas, dont Bob Dole est le fils prodige. Revenu du front, le jeune homme passera près de trois ans ballotté d'hôpital en hôpital. Mais les maigres revenus de l'épicerie familiale ne suffisent pas à assurer sa guérison. Russell va donc se mobiliser pour le grand blessé, collectant quelque 18 000 dollars, ce qui, en 1947, représente une belle somme. Grâce à cette générosité, Robert Dole recouvrera sa mobilité, à défaut de l'usage de son bras.

● **UN HOMME QUI AGIT**

Il n'oubliera jamais « ceux de Russell », auprès de qui, durant près d'un demi-siècle, il reviendra régulièrement. Ses visites se sont depuis espacées, mais c'est là qu'il se ressourait, réfléchit, avant de prendre une décision qui engage l'avenir. Ainsi fut fait avant chaque campagne électorale, comme avant de se lancer dans la course à la Maison Blanche, avant d'annoncer sa démission du Sénat, avant, enfin, de désigner Jack Kemp comme colistier du « ticket » présidentiel.

Ce besoin de retrouver ses racines obéit aussi à un impératif



d'ordre tactique : après trente-cinq ans de mandat parlementaire, Bob Dole apparaît comme le prototype de l'« initié de Washington », ce qui ne constitue pas son meilleur argument électoral dans une Amérique d'instinct méfiant à l'égard des institutions de l'Etat fédéral. Or toute sa réputation politique repose sur ses talents de politicien du capitole. L'hémicycle parlementaire est son élément naturel. Lorsqu'il en sort pour rencontrer l'Amérique, il est mal à l'aise, dépourvu de cette convivialité qui fait merveille avec ses chers collègues. Alors il retrouve son verbe en staccato, les slogans et les clichés se bousculent sur ses lèvres. L'auditoire, souvent, s'ennuie, et la comparaison avec Bill Clinton, dont l'éloquence sait utiliser à merveille le langage du corps, est dévastatrice. C'est pour cela qu'il a

besoin de Russell : pour affirmer ses liens avec la « Middle America » - l'Amérique des gens ordinaires -, ce qu'il réussit sans peine.

Car Bob Dole, dont les valeurs vibrent à l'unisson de celles qui ont bâti le rêve américain, est d'abord un homme aux origines sociales modestes et aux goûts simples. Il croit au travail, à la rigueur, à la persévérance, au respect dû à l'ancienneté et à la parole donnée, se méfie des idéologues et de la rhétorique.

● **UN MAÎTRE DU COMPROMIS**

« Je suis un homme qui agit, pas un causeur », cette quasi-devise, cent fois répétée durant la campagne électorale, c'est son autoportrait. C'est aussi le reflet de son éducation. Bob Dole en a tiré une sorte d'hygiène de vie, avançant en surmontant ses handicaps physiques et ses lacunes, survolant superficiellement la littérature, boudant les grandes réflexions intellectuelles.

Dans ce fief du républicanisme qu'est le Kansas, il va, dès 1951, entrer naturellement en politique, étendant peu à peu ses relations et ses soutiens financiers. Plus tard, le « système Dole », vaste réseau d'amitiés et de services rendus aux riches familles de l'Etat, lui permettra de financer ses campagnes électorales. Même si, par instinct politique, il « colle » toujours au courant dominant, Bob Dole est un conservateur modéré, non un idéologue. Son pragmatisme naturel et sa détermination à faire avancer les choses le font toujours choisir la solution du juste milieu. Cet art du possible va faire merveille au Sénat, lieu de tous les compromis, où il entre en 1961.

Trente-cinq années de mandat parlementaire, onze ans de leadership républicain, deux tentatives infructueuses, en 1980 et 1988,

pour obtenir l'investiture présidentielle, un essai malheureux comme candidat à la vice-présidence de Gerald Ford battu en 1976 par Jimmy Carter, Richard Nixon et Ronald Reagan comme mentors politiques... Que découvrir de neuf dans un tel cursus ? Faute d'être un grand communicateur, Bob Dole

● **Le prochain président...**

L'ancien sénateur du Kansas, Robert Dole, soixante-trois ans, a été officiellement investi, mercredi 14 août, candidat du Parti républicain à la Maison Blanche par la convention nationale réunie à San Diego (Californie). Le « ticket » républicain composé de Bob Dole et de Jack Kemp, un ancien ministre du président George Bush, affrontera, le 5 novembre, le président démocrate Bill Clinton et le vice-président Albert Gore. Tour à tour, les 1 990 délégués des 50 Etats de l'Union ont voté par ordre alphabétique en faveur du « prochain président des Etats-Unis ». Bob Dole devait faire sa première apparition devant la convention de San Diego, jeudi, pour accepter sa nomination dans un discours retransmis sur toutes les chaînes de télévision du pays.

excellent dans l'art d'écouter amis comme ennemis. Il rapproche les uns et les autres, s'efface, atténue les barrières partisans, laisse le temps faire son œuvre. En retrait, mais de manière décisive, il aura ainsi joué son rôle dans l'élaboration des lois étendant le bénéfice des bons d'alimentation et des repas dans les écoles, aura poussé à la ratification des accords du GATT ou à la législation sur le Welfare.

Curieusement, cet homme si public reste à bien des égards mystérieux. Personne ne sait comment chemine son esprit. Il n'écrit pas ou peu - les séquelles de la guerre, encore -, mais sa mémoire enregistre tout et la solution s'impose à lui, avec - ou plutôt sans - l'aide de ses conseillers. Car Bob Dole, homme foncièrement indépendant qui supporte mal les moules, les concessions à l'image médiatique et les discours savamment préparés par ses collaborateurs, est naturelle-

ment rétif à l'idée de se plier aux scénarios qu'il n'a pas personnellement envisagés.

A soixante-trois ans, Bob Dole est un trop vieux routier de la vie et de la politique pour se laisser manipuler. Imprévisible aux autres comme aux siens, il va son chemin avec une fâcheuse tendance à multiplier les bourdes politiques. Il serait pourtant erroné de croire qu'il est buté et pétri de certitudes. L'homme hésite longuement, se décide à l'instinct, quitte à revenir sur ses décisions.

L'avortement, la législation sur les armes, la politique fiscale, autant de volte-face, de virages négociés à l'opportunité, parce qu'il a senti que l'Amérique avait eu peur du programme trop extrémiste du Grand Old Party. Ce sont les qualités d'un grand législateur, d'un maître du compromis. On y reconnaît plus difficilement la marque d'un homme de principes, qui choisit l'intérêt national avant les arrangements circonstanciels. Or le chef de la Maison Blanche ne

### Les principales propositions d'un programme conservateur

Voici les principaux points du programme du Parti républicain, dont Bob Dole, après avoir avoué ne l'avoir pas lu, ajoute qu'elle ne le « lie » pas.

- **Défense et OTAN.** « La paix ne peut être assurée que par la force », les républicains s'engagent ainsi à augmenter le budget de la défense et à mettre en place, d'ici à 2003, un système de défense antimissiles. Ils appellent à « une extension immédiate de l'OTAN », avec l'intégration, dès 1998, de la Pologne, de la République tchèque et de la Hongrie, et soutiennent « l'entrée de la Russie dans la G 7 après que ses réformes auront été achevées ».
- **Chine-Taiwan.** Les républicains « réaffirment l'engagement des Etats-Unis envers la sécurité de Taiwan », considérant « toute menace de modifier son statut par la force comme une menace contre [ses] propres intérêts de sécurité ».
- **ONU.** Les républicains sont opposés « à l'engagement de troupes américaines dans des opérations de maintien de la paix » sous des commandements étrangers.
- **Cuba.** Maintien et renforcement de la « politique d'isolement du régime de Castro ».
- **Proche-Orient.** Réaffirmation de l'engagement républicain « à maintenir l'avantage militaire qualitatif d'Israël » et transfert, d'ici à mai 1999, de l'ambassade américaine de Tel Aviv à Jérusalem.
- **Politique intérieure.** Les républicains entendent lutter contre le crime, qui a transformé « nos rues et nos écoles en champs de bataille » ; ils combattent les immigrants illégaux en supprimant

toute prestation publique à leur endroit ou à celui de leurs enfants. Ces derniers, même s'ils sont nés aux Etats-Unis, ne seront plus automatiquement citoyens américains ; l'anglais doit devenir « la langue commune ».

- **Economie.** Réduction d'impôt de 15 % et amendement constitutionnel « pour un budget en équilibre, par étapes sur une courte période ».
- **Gouvernement.** Suppression des départements du commerce, du logement, du développement urbain, de l'éducation et de l'énergie.
- **Avortement.** Adoption d'un amendement constitutionnel « en faveur de la vie humaine », appelant à la protection « judiciaire et législative (...) contre ceux qui procèdent à des avortements ».

### La CIA accuse la France d'espionnage économique

ENTRE LA CIA et deux des principaux alliés des Etats-Unis, la France et Israël, la petite guerre de l'espionnage se poursuit. Une fois de plus, un rapport de la CIA, publié en mai et tout récemment présenté au Congrès, épingle les Français, notamment accusés par l'agence de renseignements américaine de pratiquer « l'espionnage économique ». « Nous n'avons identifié qu'une demi-douzaine de gouvernements qui, de notre point de vue, se livrent à de l'espionnage économique à grande échelle », affirme le rapport. Ces gouvernements comprennent la France, Israël, la Chine, la Russie, l'Iran et Cuba. Ce n'est pas la première fois qu'un rapport de la CIA formule ouvertement de telles accusations - notamment à l'encontre d'Israël et de la France.

Et, comme chaque fois, les ambassades de France et d'Israël ont démenti. « C'est absolument faux et nous récusons de telles accusations », a déclaré un porte-parole de l'ambassade de France à Washington. « Israël n'est impliqué dans aucune sorte d'activité d'es-

pionnage à l'intérieur des Etats-Unis ou contre les Etats-Unis », a assuré l'ambassade de l'Etat hébreu.

● **VEILLE TECHNOLOGIQUE**

Comme beaucoup d'autres, Français et Israéliens affirment ne pratiquer que la veille technologique. Pour sa part, la CIA souligne qu'elle ne qualifie d'espionnage économique que des « opérations dirigées par un gouvernement, clandestines ou non, pour s'emparer de secrets économiques américains ».

Si elle range la France et Israël aux côtés de l'Iran et de la Chine, par exemple, la centrale de renseignements exonère en revanche un pays comme le Japon, grand concurrent économique et commercial des Etats-Unis. « Le Japon ainsi que plusieurs autres pays collectent des informations de nature économique, mais nous pensons que leurs efforts sont, pour la plupart, conformes aux lois et qu'ils se contentent de chercher des données disponibles au grand jour ou d'engager les services de consultants bien placés. »

**SAN DIEGO** de notre envoyé spécial

Dans leur toute-puissance, les chaînes de télévision américaines s'étaient habituées à maîtriser totalement la couverture des grands événements. Mais, à San Diego, une nouvelle venue vient d'ouvrir une brèche dans ce bel ordonnance : elle s'appelle GOP-TV et assure à la convention du Parti républicain, le Grand Old Party, dont elle a adopté les initiales, une couverture télévisée sur mesure, vierge de toute intervention extérieure.

GOP-TV est l'une des deux innovations de cette convention mises en place par les stratèges du parti pour court-circuiter les chaînes de télévision que les dirigeants républicains jugent hostiles à leur cause. Pour les téléspectateurs qui souhaitent voir la convention avec les yeux du Parti républicain, les amis de Robert Dole ont acheté à deux chaînes de télévision par câble, Family Channel et USA Network, plusieurs heures d'antenne quotidienne pendant lesquelles sont diffusés, en direct, discours et interviews filmés et réalisés par les vingt-six caméras et les deux cent dix collaborateurs de GOP-TV. L'autre innovation porte sur la mise en scène elle-même de la convention, manifestation conçue comme un show télévisé livré aux networks quasiment clés en mains.

Paul Manafort, directeur de la convention et cerveau de ce tournant, a calculé le temps que les chaînes devaient consacrer, dans un créneau d'une heure au moment de grande

### Le Grand Old Party show

écoute, aux pauses-publicité et aux plateaux des journalistes. Il a organisé en conséquence les moments creux et les temps forts de la convention, forçant les chaînes à s'aligner sur son déroulement. L'objectif avoué de cette tactique est de réduire au minimum les interventions des journalistes qui ne sont pas maison.

● **LA MORT D'UNE INSTITUTION**

Pour ne pas dépasser la capacité de concentration moyenne des téléspectateurs, qui est, comme chacun sait, de courte durée, les discours des politiciens ont été limités à quelques minutes (le plus long, jusqu'ici, a été celui de Colin Powell : dix-neuf minutes, dont un tiers d'applaudissements). Soigneusement préparées, contrôlées, répétées et lues sur téléprompteur, les interventions sont rythmées par la diffusion de clips vidéo éducatifs sur des citoyens ordinaires et méritants. De l'aveu même de l'un de ses organisateurs, l'expert des relations publiques Michael Deaver, la convention républicaine est « écrite pour la télévision ». Résultat : une manifestation qui relève plus de la nuit des Oscars, le suspense en moins, que d'un événement politique, ce qui permet au San Diego Union Tribune de crier à la « télé-télé », celle qui attache peu les regards et encore moins les idées.

Pris à leur propre piège, les chaînes de télévision réagissent très mal. Elles refusent que la mise en scène leur soit imposée. Il

en va, disent-elles, de leur indépendance. En outre, la volonté du Parti républicain de contrôler les moindres détails de la convention, jusqu'aux réactions des délégués, pour ne pas étaler sur la place publique de possibles divisions, prive l'affaire de toute surprise et de toute spontanéité. La nomination de Bob Dole bouclée dès les primaires du printemps, le choix de son second annoncé à l'avance et, le général Powell mis à part, les dissidents empêchés de parler n'ont rien fait pour rehausser l'intérêt du spectacle. Du coup, l'audience s'en est ressentie. Ted Koppel, responsable sur ABC de l'une des meilleures émissions d'information, « Nightline », a plié bagages dès le deuxième soir : « Cette convention est plus un public-reportage qu'un événement d'actualité, a-t-il lâché en rembarquant tout son petit monde pour Washington. Il n'y a pas de surprises et il n'y en aura pas ».

Pour parfaire l'image d'unité d'un parti qui garde un souvenir cuisant des empoignades de la convention de Houston, en 1992, il a fallu sacrifier la substance, privilégier la forme sur le fond. Attribué, le New Yorker voit là l'aboutissement d'une tendance qui remonte au début des années 80. La convention républicaine de 1996, écrit le grand magazine new-yorkais, aura « consacré la mort d'une institution politique américaine : celle des conventions électorales, où l'on se bat pour la direction et la philosophie du parti ».

Sylvie Kauffmann

مكتبة من الأصل

La colère monte d'un coup

Par la décision...

La colère monte d'un coup... La décision...

Deux...

La situation...

Le débat sur...

LONDRES... Cinq mois après...



## La colère monte à Chypre après le meurtre d'un deuxième manifestant

Un policier turc a tiré sur la foule massée près de la ligne de démarcation

Pour la deuxième fois en trois jours, un jeune chypriote grec a été tué pour avoir franchi la ligne séparée par les Nations unies qui sépare la

République de Chypre de la zone occupée par l'armée turque. Un policier chypriote turc n'a pas hésité à tirer sur une foule désarmée de ma-

nifestants et de « casques bleus ». L'ONU a protesté contre ces tirs « totalement injustifiés » (lire aussi notre éditorial page 8).

### NICOSIE

de notre envoyé spécial  
La colère gronde à Chypre, où la mort - quasiment filmée en direct - du deuxième manifestant tué par les forces de sécurité chypriotes turques en moins de trois jours a profondément traumatisé la population.

Ce nouvel et grave incident s'est produit alors que plusieurs centaines de personnes qui venaient d'assister aux obsèques de Tassos Isaac, vingt-quatre ans, battu à mort dimanche par des Chypriotes turcs lors d'une précédente manifestation, venaient déposer une gerbe sur le lieu du drame, dans la zone-tampon séparant, depuis l'invasion turque de 1974, les parties turque au nord et grecque au sud. Echappant à la police chypriote grecque qui tentait avec l'aide des soldats de l'ONU de contenir la foule, Solomos Solomos, vingt-six ans, avait pénétré de quelques mètres dans la partie nord de l'île occupée par l'armée turque et s'apprêtait à arracher un drapeau turc quand il a été atteint au cou et à la tête de trois balles tirées par un membre des forces de sécurité chypriotes turques. Ce dernier, visible sur les images abondamment diffusées par la télévision, a alors arrosé la foule de balles, provoquant une panique indescriptible.

Une femme de cinquante-neuf ans qui se trouvait à quelque 500 mètres des lieux de l'affrontement a été atteinte grièvement à l'abdomen. Onze autres manifestants ainsi que deux « casques bleus » britanniques, dont l'état

n'inspire pas d'inquiétude, ont ainsi été blessés par balles. Comme cela s'était passé dimanche, la scène s'est déroulée sous les caméras de télévision, aggravant la rancœur d'une population mal remise déjà des images très dures du lynchage de Tassos Isaac. La police chypriote grecque ainsi que les soldats de l'ONU qui s'étaient massivement déployés pour tenter d'empêcher la foule de pénétrer dans la zone-tampon ont été, encore une fois, débordés par les manifestants en colère. Quelques trois mille personnes venaient d'assister, en présence du président de la République chypriote, Glafcos Cléofides, aux funérailles de Tassos Isaac. Et c'est un de ses cousins qui a été tué.

### L'ONU EN ACCUSATION

Se gardant cette fois de renvoyer la responsabilité de ces nouveaux incidents sur les autorités des deux communautés, le représentant spécial de l'ONU à Chypre, Gustave Feissel, a déclaré « totalement injustifiés » les tirs des forces chypriotes turques. Il a affirmé que le commandant de la force de l'ONU à Chypre, le général finlandais Ahti Vartiainen, s'était rendu dans la partie nord de l'île pour protester auprès du commandant des troupes turques, Hasan Kundakci. Dans une déclaration à New-York, le président en exercice du Conseil de sécurité de l'ONU a pour sa part indiqué que les quinze membres du conseil ont mis en garde contre « toute escalade de la situation aux alentours de la zone-tampon et de mandent à toutes les parties d'exer-

cer de la retenue et en particulier de respecter la zone-tampon ». « Si le conseil constatait que ces avertissements ne sont pas pris en considération, une action plus vigoureuse serait décidée », a ajouté Tono Ekel.

Ces gestes de l'ONU risquent d'être jugés bien timides par les Chypriotes grecs, dont beaucoup accusent les soldats de l'ONU de passivité, sinon de complicité. Vingt-deux ans après la division de l'île, beaucoup de Chypriotes grecs ont le sentiment que la présence de l'ONU a contribué au maintien d'un statu quo qui satisfait la Turquie, consacrant ainsi la partition de facto de l'île. Le renvoi des deux communautés est de plus en plus mal accepté par les Chypriotes grecs, qui y voient une reconnaissance tacite de l'injustice commise à leur égard lors de l'occupation de l'île par l'armée turque, consécutive à un coup d'Etat à Nicosie inspiré par le régime des colonels alors au pouvoir à Athènes (lire ci-dessous).

Devant l'aggravation de la situation, le président Glafcos Cléofides a appelé mercredi soir la population « au calme et à la retenue », tout en admettant « son amertume et son indignation ». « Les actes irresponsables pouvant conduire à une confrontation militaire ne peuvent plus être tolérés, vu les vives expansions de la Turquie », a-t-il affirmé, dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion du Conseil national de sécurité. La marge de manœuvre du gouvernement est limitée sur un sujet hypersensible pour une population au nationalisme exacerbé. Le mi-

nistre grec de la défense, Gerassimos Arsenis, a lui aussi appelé les Grecs à « garder leur sang-froid, être responsables et déterminés ». Le premier ministre grec, Costas Karamanlis, a annoncé qu'il se rendrait à Chypre pour assister aux obsèques de Solomos Solomos, qui risquent une nouvelle fois de provoquer des incidents.

Traditionnelle lors des commémorations annuelles de l'invasion turque, la montée de la tension à Chypre a pris cette année une tournure exceptionnelle en raison, semble-t-il, des craintes nées des perspectives de règlement qui ne satisfait pas la population chypriote grecque. A la veille de la manifestation à l'origine des troubles actuels - des motards qui voulaient rejoindre la ville de Kyrenia, occupée, pour manifester leur droit à se déplacer librement -, l'éditorialiste du *Cyprus Weekly* écrivait : « La détermination des motocyclistes (...) est un signe évident que la frustration a atteint un niveau dangereux, sinon explosif. Celle-ci se nourrit des indications que les Etats-Unis et autres bien-pensants essaient d'imposer un règlement qui ignorerait les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU sur Chypre et bafouerait les éléments droits de l'homme. » « La frustration grandit, poursuivit-il de façon prémonitrice, en raison du perpétuel refus des principales puissances occidentales de faire pression sur la Turquie pour l'obliger à respecter la loi internationale et les résolutions de l'ONU. »

Françoise Chiquaux

## Les présidents serbe, croate et bosniaque renouvellent les engagements de Dayton

Inquiétudes pour les élections en Bosnie

### GENÈVE

de notre envoyé spécial  
A un mois des élections en Bosnie, le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher se devait de maintenir la pression sur les signataires de l'accord de Dayton, pour les rappeler à leurs engagements. Il avait convoqué les présidents bosniaque, Alija Izetbegovic, croate, Franjo Tudjman, et serbe, Slobodan Milosevic, mercredi 14 août, à Genève, afin de s'assurer de la bonne préparation du scrutin et d'évoquer les problèmes en suspens.

Les trois présidents ont écouté la leçon et se sont apparemment rangés, sans broncher, aux injonctions du secrétaire d'Etat américain. A l'issue d'entretiens individuels avec M. Christopher et d'un déjeuner commun, ils ont renouvelé leur engagement dans le processus de paix et sont convenus d'une série de mesures pour se conformer à l'accord de Dayton. Dans un document de quatre pages remis à la presse, ils réitérent leur volonté d'assurer des élections libres et de respecter

enregistrées sur le territoire de Bosnie-Herzégovine ». Ils rappellent que les personnes poursuivies pour crimes de guerre ne participeront en aucune façon au processus électoral. Le document affirme que « l'arrestation de toutes les personnes inculpées demeure un objectif important » et qu'elle est décisive pour l'application du plan de paix et la reconstruction du pays.

M. Christopher a convaincu le président Tudjman de signer un texte, co-signé par Alija Izetbegovic, prévoyant le démantèlement de l'entité séparatiste croate de Bosnie pour la fin du mois d'août. En contrepartie, le gouvernement bosniaque a accepté de se fonder dans les institutions communes de la fédération croato-musulmane dans les mêmes délais. En outre, Franjo Tudjman a réaffirmé qu'un protocole d'accord serait signé le 23 août entre la Croatie et la Yougoslavie (Serbie, Monténégro), « en vue de la normalisation et de l'établissement de relations diplomatiques ».

Les engagements confirmés à Genève répondent en partie aux « préoccupations » exprimées le même jour par le président en exercice de l'OSCE, le Suisse Flavio Cotti, qui avait mis en doute la possibilité de tenir en Bosnie, d'ici un mois, des élections véritablement libres et démocratiques. Reste à savoir dans quelle mesure, une fois rentrés chez eux, les trois présidents mettront leurs bonnes résolutions en pratique.

Jean-Claude Buhner

## Grand banditisme en Belgique

### BRUXELLES

de notre correspondant  
L'émotion est considérable chez les convoyeurs de fonds belges après une nouvelle attaque sanglante de fourgon blindé. Mercredi 14 août, à quelques kilomètres de Charleroi, sur une route nationale, des gangsters ont pris en naïf le véhicule d'une société spécialisée à l'aide de deux camions. Le premier camion l'a plaqué contre une glissière de sécurité, puis le second camion l'a éventré. Il était équipé pour cela d'un butoir de chemin de fer soudé à l'avant et servant de bélier. Le convoyeur a été tué et le conducteur du fourgon grièvement blessé. Les bandits ont pris la fuite en voiture avec un butin de quelque cinq millions de francs français. Cela s'est passé à 8 heures du matin, à un moment où le trafic était dense.

Dans la nuit du 30 juillet, près de Verdier, toujours en Wallonie, des gangsters avaient attaqué un autre fourgon à la Kalachnikov, tuant le chauffeur et blessant le convoyeur. Cette attaque, venant après plusieurs autres, également sanglantes, avait suscité une grève générale des 1 500 convoyeurs belges. Les autorités interdirent alors les transports nocturnes jusqu'en septembre et promirent et de renforcer les mesures de protection. En principe, de nombreuses patrouilles circulaient dans la région de Charleroi au moment de l'attaque et, sans les nuages, un hélicoptère aurait dû surveiller la zone. Cela n'a pas empêché la circulation du camion équipé de son voyant bélier.

Les syndicats de convoyeurs demandent maintenant une escorte par l'armée. Le ministre de l'Intérieur, Johan Vande Lanotte, s'y est opposé, estimant que la discrétion et l'effet de surprise des patrouilles sont préférables aux grands déploiements armés. « Vu la nature de cette bande, on aurait bientôt la guerre civile sur la voie publique », a estimé le ministre. La colère des convoyeurs est telle que les Belges risquent de trouver des distributeurs de billets vides à leur retour de vacances.

Patrice de Beer

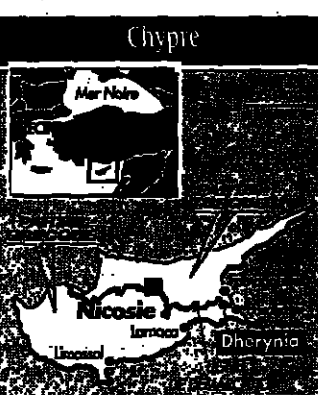
Jean de la Guérivière

## Deux communautés dans une île divisée depuis 1974

CHOISIR une date pour le début du conflit à Chypre est déjà un casse-tête. 1974 ? 1963 ? 1955 ? La conquête ottomane en 1571 ? Pour s'en tenir au dernier demi-siècle, le conflit qui déchire cette île de la Méditerranée orientale, proche des côtes turques et syriennes, a plusieurs fois changé de nature, et de cible.

La situation actuelle remonte au 24 août 1974 : ce jour-là, l'armée turque, débarquée le 19 juillet précédent, s'arrête après avoir occupé militairement 37 % du territoire nord de Chypre. Elle s'y trouve toujours aujourd'hui, forte d'environ 30 000 hommes, en toute illégalité. Mais quels sont les événements qui ont conduit à faire de Nicosie la dernière capitale divisée d'Europe ? D'abord, les conditions de la décolonisation.

La violence a commencé le 31 mars 1955, par une série de bombes contre l'autorité britannique, posées par l'EOKA (Organisation nationale des combattants chypriotes) au nom d'une vieille idée chère à la majorité helléno-chypriote de l'île, l'ennemi, le rattachement à la Grèce. Pour prolonger une présence qu'elle jugeait indispensable en Méditerranée orientale, la Grande-Bretagne s'est alors appuyée sur la population



turcophone et a joué des divisions des hellénophones entre communistes et nationalistes. L'indépendance, officielle, le 16 août 1960, est empoisonnée et incomplète : la jeune République a trois « garants » encombrants, la Grande-Bretagne, la Grèce et la Turquie. Les institutions paritaires dont elle est dotée n'empêchent pas des violences intercommunautaires (1963-1964) largement au détriment de la minorité turcophone, qui entraînent le déploiement des soldats de la paix de l'ONU. A la médiation qui s'est instaurée entre les Grecs (80 % de la population) et les Turcs (20 %) s'ajoute une méfiance de l'Occident envers

l'ethnarque Makarios, le chef de l'Eglise orthodoxe devenu président élu de Chypre, qui s'est rapproché des pays non alignés et passe pour prosoviétique. C'est la déposition de Mgr Makarios lors d'un coup d'Etat fomenté par les colonels grecs avec le soutien tacite des Etats-Unis, le 15 juillet 1974, qui a conduit la Turquie à intervenir militairement pour protéger la minorité turcophone et réaliser au passage une vieille ambition, le *taksim*, la division de Chypre.

QUATRE MILLE MORTS. Cette guerre éclair - menée par le gouvernement de Bulent Ecevit, auquel participait déjà Necmettin Erbakan, l'actuel premier ministre islamiste turc - a fait parmi les chypriotes grecs près de 4 000 morts, 1 600 disparus et 180 000 réfugiés.

Le retour rapide à la légalité démocratique dans le sud de l'île n'y a rien changé, pas plus que la chute de la dictature des colonels à Athènes : Ankara a maintenu son occupation. Plus, elle a suscité la création, en 1983, d'une « République turque du nord de Chypre » qui n'est reconnue par aucun autre pays, et mené une politique de peuplement en attirant sur l'île des

Turcs de souche à qui on a donné des terres et des maisons - mais pas de titres de propriété... Espérons-elle faire à la longue exister cette « République » sans statut juridique, soumise à un embargo commercial, postal, sportif à peu près complet, et que dirige Rauf Denktaş, leader historique de la communauté turque chypriote ?

Les Nations unies ont joué à Chypre un rôle ingrat. Elles y ont jusqu'à 6 400 soldats, à leur arrivée en mars 1964, pour maintenir la paix entre les deux communautés de l'île. Redéployés le long de la ligne de démarcation après l'invasion turque du Nord, les « casques bleus » ne sont plus désormais que 1 320. L'ONU n'a jamais réussi à faire progresser un processus de paix crédible.

Outre les Etats-Unis qui cherchent à réconcilier leurs alliés turc et grec, l'Union européenne espère jouer un rôle dans une possible solution. La promesse qu'elle a faite à Chypre d'entamer des négociations pour son adhésion six mois après la fin de la Conférence intergouvernementale sur la révision des institutions de l'Union pourrait contribuer à secouer le statu quo.

Sophie Gherardi

## Le débat sur la détention d'armes rebondit en Grande-Bretagne

### LONDRES

de notre correspondant  
Cinq mois après le massacre de trente et un enfants et adultes à Dunblane par un déséquilibré (Le Monde du 15 mars), la polémique sur les armes a rebondi en Grande-Bretagne avec la publication d'un rapport de la commission des affaires intérieures de la Chambre des communes. La nation tout entière, traumatisée par une tuerie qui faisait suite à celle de Hungerford, quelques années auparavant, attendait des mesures très strictes contre les détenteurs d'armes à feu.

Allant à contre-courant d'une opinion soutenue par les médias, les six commissaires conservateurs ont adopté un texte libérant, rejeté par les cinq travaillistes qui ont publié leurs propres propositions. Le rapport est clair : non à une interdiction de posséder des armes à

feu, « qui irait trop loin », non à celle d'armes de gros calibre (au-dessus du calibre 22) « qui n'empêcherait pas les tueries en série » ; non à la garde des armes par les clubs de tir ; non à l'interdiction de détenu d'armes en état de marche ou des munitions en raison de « difficultés multiples qui ne sont pas faciles à surmonter » ; non à une limitation du nombre d'armes qu'un individu peut posséder. Mais d'accord pour « contrôler plus strictement » les armes, autoriser la police à mieux surveiller les activités des clubs de tir et mieux réprimer l'importation illégale d'armes à feu.

Les commissaires tories justifient ainsi leur position : « Nous ne pensons pas qu'une telle interdiction aiderait à prévenir l'usage d'armes à feu par les criminels, en particulier parce qu'il est très rare qu'ils utilisent des armes autorisées

(...) Nous ne voyons pas en quoi une telle interdiction résoudrait quoi que ce soit, ni qu'elle justifierait le coût d'une compensation » accordée aux possesseurs d'armes. Elle frapperait l'emploi et le chiffre d'affaires de l'industrie d'armement et « empêcherait nos citoyens de participer à toute compétition sportive ». Sir Ivan Lawrence, président de la commission, ne croit pas avoir la majorité de l'opinion contre lui.

### CENTRE-PROPOSITION

Ces conclusions ont permis aux travaillistes de reprendre l'offensive. Dénonçant la soumission des tories au lobby des armes, le numéro deux du parti, John Prescott, a affirmé que ceux-ci « n'ont tiré aucune leçon de la tragédie de mars dernier (...) et s'entêtent face au courant irrésistible de l'opinion ». Les commissaires du Labour ont

présenté une contre-proposition fondée sur le postulat que « presque tous les pistolets et fusils sont destinés à tuer des êtres humains » et que « ceux qui pratiquent un hobby ont l'obligation de s'assurer qu'ils ne font pas courir de risques inacceptables au public ».

C'est pourquoi ils veulent interdire la détention d'armes à feu, y compris à air comprimé, sauf dans quelques exceptions strictement déterminées, comme pour les paysans. Rien ne justifie la possession d'un grand nombre d'armes - comme c'était le cas du tueur fou de Dunblane - ou de gros calibres, ou d'armes de chasse en ville... La police doit avoir le droit de refuser de délivrer un port d'armes, ce qui n'est actuellement le cas que pour un pour cent des demandes. Et s'il faut dédommager le million ou plus de possesseurs de fusils et de pistolets, tant pis.

Le Labour a senti le vent et s'est positionné comme le parti du maintien de l'ordre, parlant sur le même ton que la presse, les médecins ou la police, qui a exprimé son opposition aux conclusions du rapport. Les parents de victimes de Dunblane ont fait connaître leur colère ; une institutrice blessée lors du drame a déclaré : « Je ne puis comprendre pourquoi quelqu'un aurait le droit d'avoir une arme. Quels étaient nos droits, ce matin-là à Dunblane ? » Seules les associations de tireurs et de chasseurs soutiennent la commission.

Les réactions hostiles ont incité le cabinet conservateur à se démarquer : un secrétaire d'Etat à l'Intérieur a déclaré que « le gouvernement n'est pas la commission et le rapport n'est pas la politique du gouvernement ».

Patrice de Beer

# Le veto de l'Inde voue à l'échec le projet de traité interdisant les essais nucléaires

Les Occidentaux renvoient le débat à l'Assemblée générale de l'ONU

Le consensus n'a pu être obtenu à la conférence de l'ONU sur le désarmement au sujet du projet de traité d'interdiction des essais nucléaires

LES ÉTATS-UNIS et les quatre autres grandes puissances nucléaires cherchaient toujours jeudi 15 août à sauver le projet de traité interdisant les essais nucléaires, malgré le veto que l'Inde oppose à ce texte au sein de la conférence de l'ONU sur le désarmement, à Genève. En principe, le texte n'aurait dû être transmis à New York qu'une fois adopté par consensus par les soixante et un membres de la conférence de Genève.

Les Américains, estimant que le consensus n'était pas réalisable à Genève, ont fait savoir mercredi qu'ils recherchaient avec les quatre autres grandes puissances nucléaires une formule permettant de transmettre malgré tout le projet de traité à l'Assemblée générale de l'ONU qui s'ouvrira en septembre à New York, nous indique notre cor-

respondante Isabelle Viciniac. Les négociateurs ont décidé dans la nuit de mercredi à jeudi que le texte du traité dans sa forme actuelle serait transmis à l'Assemblée générale avec en annexe un rapport contenant les positions et les critiques de tous les États. Cette formule proposée par la France permet que le projet de traité soit communiqué à l'Assemblée générale sans subir de modifications, auxquelles les Occidentaux étaient fermement opposés.

**DISCRIMINATOIRE** Le porte-parole du département d'État américain, Nicholas Burns, a déclaré que les États-Unis espèrent que le projet de traité soit adopté par un vote à l'Assemblée générale de l'ONU puis « signé par les chefs d'État ». On peut s'interro-

ger cependant sur la portée d'un traité que certaines puissances nucléaires refusent de signer.

Il est peu vraisemblable en effet que l'Inde revienne sur son opposition à ce texte. Le premier ministre H.D. Deve Gowda a affirmé jeudi qu'il n'était pas question pour son pays de changer de position. « Nous nous opposerons à un traité qui est discriminatoire et met en cause la sécurité nationale indienne », a déclaré M. Gowda dans un discours télévisé prononcé du haut des remparts du « Fort Rouge » de Delhi, à l'occasion du 49<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance indienne.

« Nous ne pouvons faire de compromis sur notre sécurité. Nous ne signerons qu'un traité qui ne soit pas discriminatoire, mais les puissances nucléaires ne veulent pas abandonner leur avantage », a-t-il

encore fait valoir. L'Inde estime que le traité dans sa forme actuelle consacre le monopole nucléaire des cinq puissances atomiques déclarées, les États-Unis, la Russie, la France, la Grande-Bretagne et la Chine.

Elle réclame qu'il comprenne un calendrier de désarmement nucléaire des cinq Grands. Le premier ministre a également souligné que son pays devait garder à l'esprit les activités nucléaires de ses « voisins immédiats », allusion au Pakistan, ainsi qu'au fait que la Chine est une puissance nucléaire. Il a ajouté que, face à « l'accumulation d'armes sophistiquées dans les pays voisins », l'Inde assurerait ses besoins de sécurité et poursuivrait ses programmes en cours, notamment dans le domaine de la fabrication de missiles. (AFP)

## Le pouvoir burundais tente de rassurer les pays étrangers

LUC RUKINGAMA, le nouveau chef de la diplomatie burundaise, ne s'explique toujours pas l'étonnante fermeté des États de la région qui, pour sanctionner comme il dit pudiquement « le changement du 25 juillet », ont mis son pays en quarantaine.

« Nous ne comprenons strictement rien à l'attitude de nos voisins africains », a-t-il déclaré, mercredi 14 août, alors qu'il était de passage à Paris où il a été reçu au Quai d'Orsay. « La surprise a été d'autant plus forte, raconte-t-il, que, le 30 juillet, à la veille même du sommet d'Arusha qui a décidé l'embargo, l'ancien président tanzanien Julius Nyerere avait reçu à déjeuner, dans son village de Butiama, le major Pierre Buyoya », venu en catimini l'éclaircir sur le pourquoi du putsch.

« Les choses s'étaient très bien passées », assure M. Rukingama. Sans approuver le coup d'État, le vieux « sage » africain avait semblé comprendre les motivations qui avaient poussé le major Buyoya à interrompre le processus démocratique.

Sans vouloir polémique, le chef de la diplomatie écarte la mauvaise foi pour privilégier le malentendu, et ne veut retenir qu'« un grave problème d'information » lié au fait que le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie n'ont pas d'ambassade à Bujumbura, et ne disposaient donc que de « données parcellaires » sur la situation. Et de souhaiter que « ces mesures de rétorsion économique soient rapportées à temps de sorte que soient préservées l'honorabilité et la crédibilité de M. Nyerere ».

Comment régler cette crise, une fois franchi le cap des intimidations ? M. Rukingama ne voit d'autre issue, « pour engager un dialogue serein avec nos voisins », que de « solliciter des pays amis, africains ou non, qui ont la tête froide, ne sont pas directement impliqués dans cette affaire et ont déjà apporté des contributions positives au règlement de conflits régionaux ». Et d'insister : « Nous ne pourrions pas nous sortir, tout seuls, de l'embargo ». La France, lui a-t-il été dit à Paris, attend du nouveau

pouvoir des « gages de confiance ». M. Rukingama précise ainsi que la durée de la période de transition pourrait être ramenée de trois à deux ans, qu'un « débat national » serait lancé dès octobre, que les factions armées seraient invitées à y participer « à condition de déposer les armes et de renoncer à la violence », que serait alors défini le mode de fonctionnement des partis politiques, aujourd'hui suspendus, et qu'enfin l'Assemblée nationale de transition composée de tous les députés du Parlement dissous serait élargie aux représentants de la société civile et assistée d'un « conseil des sages ».

« SÉCURITÉ TOTALE ». S'agissant des dignitaires du précédent régime, le chef de la diplomatie indique que le nouveau pouvoir « s'emploierait à leur assurer une « sécurité totale ». Et de préciser que « beaucoup sont retournés chez eux » après avoir trouvé refuge dans des ambassades étrangères. Quant au président destitué, Sylvestre Ntibantunganya, « il a reçu,

à la résidence de l'ambassadeur des États-Unis, de nombreux émissaires du nouveau régime qui cherchent à connaître ses intentions », affirme M. Rukingama. La villa qui lui est réservée en tant qu'ancien chef d'État, est prête à l'accueillir.

M. Rukingama n'est ni désabusé ni découragé. Malgré le cours fâcheux et imprévu pris par les événements, il n'en démont pas : « Mieux valait sauver le peuple burundais de l'extermination plutôt que de sauver les formes démocratiques ». Et de souligner que « six ministres de l'ancien gouvernement font partie de la nouvelle équipe : il leur a suffi de dire oui ». Reste à faire le plus dur pour restaurer la paix civile : convaincre la communauté internationale « qu'il n'y aura plus de bons et de mauvais criminels, comme le promet le chef de la diplomatie, que tout individu qui tue, sera considéré comme un criminel ».

Jacques de Barrin

(Lire aussi page 8)

## Des officiers mis en cause dans le putsch manqué de 1993

DANS SON RAPPORT dont l'Agence France-Presse (AFP) a obtenu des extraits et que le Conseil de sécurité des Nations unies a décidé de publier, la commission de l'ONU, qui a enquêté sur le putsch manqué du 21 octobre 1993 et les massacres qui s'en sont suivis, conclut « que l'assassinat du président Ndadaye avait été planifié d'avance, comme partie intégrante du coup qui l'a renversé, et que la planification et l'exécution du coup sont le fait d'officiers haut placés ». Elle estime toutefois « ne pas être en position d'identifier les personnes qui devraient être déférées en justice pour ce crime ».

La commission met aussi en

cause le Front pour la démocratie au Burundi (Frodebu), le principal parti hutu, ainsi que des « autorités du gouvernement hutu » pour les « actes de génocide » perpétrés contre les Tutsis après cet assassinat.

### INCITATIONS

Mais, elle assure « ne pas avoir suffisamment de preuves pour déterminer si ces actes de génocide ont été planifiés ou commandés par des leaders à un haut niveau ». Elle ajoute cependant que des « membres haut placés du Frodebu », arrivés au pouvoir lors des premières élections démocratiques en juin 1993, avaient « planifié d'avance une réponse à la

très réelle éventualité d'un coup de l'armée », dominée par les Tutsis.

Cette réponse, ajoute le rapport, incluait la coupe des routes, l'armement des Hutus et la prise en otages de Tutsis mâles, adultes et jeunes, qui seraient ensuite tués à travers tout le pays par des paysans hutus qui ont été « incités et ont suivi l'exemple de leurs leaders ». Il précise : « Quand le massacre des Tutsis a eu lieu, ce n'était pas seulement une initiative hostile d'un groupe politique ou ethnique contre un autre, mais c'était un effort pour détruire complètement le groupe ethnique tutsi. Les Tutsis ont été systématiquement traqués ». Ces massacres – plus de 50 000 morts – ont été sui-

vis, selon la commission, par des « tueries sans discrimination d'hommes, de femmes et d'enfants hutus, perpétrées par des membres de l'armée burundaise et de civils tutsis ».

Contrairement aux accusations de ses adversaires politiques qui le soupçonnent d'avoir été « derrière le putsch » de 1993, le rapport de l'ONU ne met pas en cause le major tutsi Pierre Buyoya. Il consacre, en revanche, des développements sévères à l'encontre d'officiers qui occupent toujours des positions de commandement, dont le chef d'état-major des forces armées – à l'époque et aujourd'hui –, le colonel Jean Bikomagu. (AFP)

## Les chasseurs ivoiriens, de la brousse à la jungle urbaine

ABIDJAN de notre correspondant en Afrique de l'Ouest

Chaque soir, aux environs de minuit, à l'entrée du secteur d'Abobo qui lui a été confié, Siaka Camara brandit un fusil antique et immense, et tire en l'air dans un bruit assourdissant. « C'est pour dire que nous avons commencé notre travail, qu'il faut que les gens rentrent chez eux ». Originaire du nord de la Côte d'Ivoire, Siaka a été appelé dans ce gigantesque – 600 000 habitants – faubourg populaire d'Abidjan par la confrérie de chasseurs à laquelle il appartient. « Notre but, c'est de chasser les bandits d'Abobo, d'ici à 1997 ».

Vêtus de costumes traditionnels en toile brute décorés de fétiches, cœurs et miroirs, armés de leurs pétroliers artisanaux qui se chargent par le canon, les chasseurs patrouillent de minuit à 6 heures dans les rues de terre ravagées par les pluies. Ils interpellent sans ménagement les passants, les fouillent, exigent des pièces d'identité, font respecter un couvre-feu de nuit. René Kouassi, un notambule, se soumet de bonne grâce au contrôle. « Le dernier semestre, on ne pouvait plus marcher sans se faire braquer, se souvient-il. Les bandits ont toujours fumé de l'herbe. Quand tu as de l'argent, ils le prennent, les bijoux aussi. Et

si tu n'as rien, ils te punissent d'être pauvre en te blessant à coups de couteau ».

Salif Diallo, septuagénaire né au Mali, habitait Abobo depuis 1961. Fils de chasseur – les dozos se rencontrent aussi bien au Mali qu'au Burkina et dans le nord de la Côte d'Ivoire –, c'est lui qui a fait appel à la confrérie. « On ne dormait plus, on avait peur jusqu'au bruit des chets sur la tête du toit, raconte-t-il. Les bandits frappaient à la porte, rentraient dans les cours, volaient tout, volaient nos filles ».

### RÉSISTER AUX BALLES

Il s'est adressé à Sirigui Koné, président de l'Association des chasseurs d'Abidjan et de sa banlieue (Achab). Ce vieil homme est arrivé dans la capitale ivoirienne au début des années 60, au temps où l'on avait encore besoin de chasseurs pour éliminer le gibier des surfaces à défricher. Avec quelques anciens, il est le garant d'une tradition initiatique complexe, dans laquelle les fétiches et la magie jouent un grand rôle. Siaka Camara a été initié pendant trois ans, « le plus long est de devenir résistant aux balles », explique-t-il. Convaincus de leur invulnérabilité, les dozos font preuve, face aux délinquants, d'une assurance qui manque parfois aux forces de l'ordre.

Avant de prendre leur service, les dozos, au

nombre d'une quinzaine, se présentent à l'un des trois commissariats de police d'Abobo. Le sergent de permanence reconnaît que la situation s'est un peu améliorée depuis quatre mois, depuis l'arrivée des dozos. Dans la journée, ses supérieurs sont plus discrets, affirmant contre toute évidence ignorer jusqu'à la présence de la confrérie.

Pourtant les chasseurs sont là avec l'approbation du nouveau maire de la commune. Ils ont même formé une garde d'honneur lors de l'inauguration de la nouvelle mairie d'Abobo. Leur réputation d'invulnérabilité et la modicité de leurs tarifs les ont rendus plutôt populaires. Les particuliers paient 300 francs CFA (3 francs français) par mois pour être protégés, les artisans et commerçants 500 francs CFA, les propriétaires de cours qui groupent plusieurs habitations 1000 francs CFA.

Dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, où les autorités coutumières ont fait appel à eux pour lutter contre les incursions de bandes libériennes, les dozos ont été accusés de racket. Mais à Abobo, ils jurent tous n'avoir qu'une envie, voir l'ordre rétabli et pouvoir retourner à la chasse, même s'il faut aller de plus en plus loin d'Abidjan pour trouver du gibier.

Thomas Sottinel

## Les Etats-Unis critiquent les projets de colonisation israéliens

WASHINGTON. Les Etats-Unis ont désapprouvé, mercredi 14 août, les nouveaux projets de colonisation juive dans les territoires palestiniens de Gaza et de Cisjordanie. « Nous sommes en pourparlers avec le gouvernement d'Israël à ce sujet », a déclaré un porte-parole du département d'État, Glynn Davies. La continuation de la colonisation « crée des tensions et complique les négociations de paix entre Israéliens et Palestiniens. Nous pensons qu'il est important maintenant pour les deux parties de créer le meilleur environnement possible pour prendre les négociations », a ajouté M. Davies. Nicholas Burns, porte-parole du secrétaire d'État, Warren Christopher, a affirmé qu'il n'était pas encore certain que le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, ait lui-même approuvé le projet. Le délégué permanent de l'Égypte auprès de la Ligue arabe a estimé que la décision israélienne « confirme que l'État juif a pratiquement tourné le dos au processus de paix et porte une atteinte grave à ce processus, voire l'annule ». (AFP)

### PROCHE-ORIENT

■ ISRAËL : le gouvernement a demandé, mercredi 14 août, une réunion d'urgence du Groupe de surveillance du cessez-le-feu en Liban sud, après la mort d'un civil libanais, dans une attaque du Hezbollah contre la « zone de sécurité », occupée par l'État juif dans cette région. Ledit Groupe, qui comprend Israël, le Liban, la Syrie, la France et les États-Unis devait se réunir jeudi, selon la radio israélienne. (AFP)

■ YÉMEN-ÉRYTHÉE : des tentatives de médiation ont été entreprises mercredi 14 août, par les Nations unies, entre le Yémen et l'Erythrée, après que Sana'a ait accusé Asmara d'avoir occupé l'île de la petite Hanish, en mer Rouge. L'Erythrée a rejeté les accusations yéménites « qui ne visent qu'à accroître la tension et perturber les progrès réalisés dans la recherche d'une solution pacifique », au conflit entre les deux pays sur un archipel dont ils se disputent la souveraineté. (AFP)

### AFRIQUE

■ ALGÉRIE : six islamistes armés, impliqués dans l'assassinat de la bombe de l'évêque d'Oran, M. Pierre Claverie, le 1<sup>er</sup> août, ont été tués dimanche par les forces de sécurité, a rapporté mercredi 14 août, le quotidien El Watan. Cinq d'entre eux ont été tués lors de l'assaut donné par les forces de sécurité à une maison en ruines, où ils s'étaient réfugiés à la sortie d'Oran et le sixième dans le centre d'Oran, a précisé le journal. (AFP)

■ CÔTE D'IVOIRE : le général Robert Guéi, ancien chef d'état-major des forces armées, limogé samedi 10 août de son poste de ministre des sports, a été placé en résidence surveillée à Abidjan, a indiqué mercredi 14 août une source militaire. Il sera interrogé sur son rôle dans un coup d'État présumé tramé à la veille de l'élection présidentielle de 1995. (Reuters)

■ GAMBIE : les partis politiques sont à nouveau autorisés en vertu d'un décret présidentiel publié mercredi 14 août. Cette décision fait suite à l'adoption par référendum d'une nouvelle Constitution. Les activités politiques avaient été interdites au lendemain du coup d'État militaire du 22 juillet 1994, qui a porté au pouvoir l'actuel président, le capitaine Yahya Jammeh. (AFP)

■ NIGERIA : les administrateurs militaires des trente États du Nigeria ont été limogés par le président Sani Abacha et aussitôt remplacés, selon un communiqué officiel publié mercredi 14 août, pour des raisons non précisées. Les remplaçants, « vingt de l'armée de terre, quatre de l'aviation, quatre de la marine et deux de la police » doivent prêter serment le 21 août. (AFP)

### ASIE

■ INDE : vingt personnes ont été tuées, mercredi 14 août, au Cachemire tandis que l'Inde donnait le coup d'envoi des élections provinciales de septembre, les premières depuis neuf ans dans cette région troublée. Le scrutin se déroulera en cinq étapes : les 7, 16, 21 et 30 septembre. (AFP)

■ PHILIPPINES : trois « femmes de réconfort », contraintes à la prostitution par l'armée japonaise pendant la seconde guerre mondiale, ont accepté, mercredi 14 août à Manille, une compensation financière de 18 500 dollars chacune (92 500 francs environ), puisées sur un fonds « privé », créé l'an dernier à l'initiative du gouvernement japonais. Ce sont les premières de trois cents « femmes de plaisir » sélectionnées en Corée du Sud, à Taïwan et aux Philippines par le fonds japonais qui acceptent de recevoir cette indemnisation, assortie d'une lettre d'excuse du premier ministre japonais. (AFP)

### ÉCONOMIE

■ ALGÉRIE : la récolte céréalière 1995-1996 a atteint le « niveau record » de 46 millions de quintaux (dont 28 millions de blé), soit plus du double de la précédente, a annoncé mercredi 14 août, le ministre de l'Agriculture. Le premier ministre Ahmed Ouyahia a souligné que cette récolte « contribuera à réduire la facture d'importations alimentaires » et « aura des effets positifs sur les conditions de vie de très larges couches de la population ». (AFP)

■ ALLEMAGNE : le PIB a progressé de 0,5 % au deuxième trimestre par rapport à la même période de 1995 a indiqué jeudi 14 août l'institut de conjoncture berlinois DIW, rejoignant la projection de l'institut minichois IFO. Au troisième trimestre, selon DIW, la croissance dépendra des exportations. Sur mai, l'excédent commercial a atteint 9,5 milliards de DM, contre 8,4 milliards pour le même mois de 1995, mais la différence est due surtout à la baisse (-1,9 %) des importations, les exportations n'ayant augmenté que de 0,1 %. (AFP)

■ ISRAËL : l'activité économique s'est ralentie depuis le début de l'année : selon les données publiées jeudi 15 août par l'institut national des statistiques, au premier semestre 1996, en rythme annuel, la croissance a été de 3,5 % (contre 7,1 % sur l'ensemble de 1996). (AFP)

■ SINGAPOUR : le ministre du commerce et de l'Industrie, Yeo Cheow Tong a déclaré « espérer de 6 % à 8 % de croissance annuelle sur la prochaine décennie (au lieu des 9 % sur les trois dernières), mais ce ne sera pas facile ». Au deuxième trimestre 1996, la croissance s'est ralentie à 7 %. (AFP)

■ BRÉSIL : la croissance du produit intérieur brut devrait atteindre 5 % au deuxième semestre, a estimé le ministre du plan Antonio Kandir, qui prévoit une croissance moyenne du PIB de 4 % par an à partir de 1997. (AFP)

## Nouvelle baisse importante du chômage en Grande-Bretagne

LONDRES. Le nombre des chômeurs a encore diminué en Grande-Bretagne en juillet, a annoncé mercredi 14 août l'Office des statistiques nationales. La baisse, de 24 100 personnes, en données corrigées des variations saisonnières, ramène le taux de chômage à 7,6 % de la population active, soit le plus bas niveau depuis cinq ans. Toutefois elle est jugée « exceptionnelle » par le secrétaire à l'emploi et à l'éducation, Eric Forth. D'autre part, selon une étude réalisée par le même service, le nombre de travailleurs temporaires cherchant un emploi permanent a augmenté de 50 % depuis 1992, touchant aujourd'hui 672 000 personnes sur 1,59 million. (AFP)

### MONNAIE

« Monnaie » : les taux de change ont augmenté de 15 points au 15 août, dont intervenu mardi.

## Le premier ministre

Le franc a commencé à ne changer de cas de

### MERCREDI 14 AOÛT

Monnaie : les taux de change ont augmenté de 15 points au 15 août, dont intervenu mardi.

### Une tempête

ALAN JUPPE : le ministre de l'Énergie, de l'Industrie et du Commerce, a déclaré que la France était prête à discuter de la détermination de la

Monnaie : les taux de change ont augmenté de 15 points au 15 août, dont intervenu mardi.

### LE STATU QUO

La version officielle : l'ancien ministre de l'Énergie, de l'Industrie et du Commerce, a déclaré que la France était prête à discuter de la détermination de la

Monnaie : les taux de change ont augmenté de 15 points au 15 août, dont intervenu mardi.

### ANALYSE

Monnaie : les taux de change ont augmenté de 15 points au 15 août, dont intervenu mardi.

### LE STATU QUO

La version officielle : l'ancien ministre de l'Énergie, de l'Industrie et du Commerce, a déclaré que la France était prête à discuter de la détermination de la

### ANALYSE

Monnaie : les taux de change ont augmenté de 15 points au 15 août, dont intervenu mardi.

هكذا من الأصل



**MONNAIE** Le gouvernement a redouté que les tensions sur le franc ne s'amplifient au cours du long « pont » du 15 août. Alain Juppé est donc intervenu, mercredi 14, pour

assurer qu'il ne changerait pas de politique économique et financière et pour confirmer que le budget de 1997 permettrait une baisse des impôts et du déficit de l'Etat. ● TOUT

**CONFLIT** entre le pouvoir politique et la Banque de France a aussi été nié par le premier ministre, ses collaborateurs faisant remarquer qu'il n'y avait qu'un débat normal

puisque la banque centrale est dorénavant totalement indépendante. ● DES ALTERNATIVES à la stratégie du premier ministre sont pourtant proposées dans certaines sphères de

la majorité, quelques économistes proches de Philippe Séguin se demandant même si une crise monétaire ou sociale n'aurait pas une « vertu curative ».

## Le premier ministre cherche à apaiser les marchés financiers

Le franc a commencé à se redresser mercredi 14 août, avant et après une intervention surprise d'Alain Juppé, qui a confirmé que le gouvernement ne changerait pas de politique économique et financière et partageait la position de la Banque de France sur la nécessaire stabilité monétaire

MERCREDI 14 AOÛT, milieu de matinée : les services de Matignon, inopinément, demandent aux représentants de trois agences de presse de venir interviewer le premier ministre. Lorsque les trois journalistes entrent dans son bureau, Alain Juppé leur parle quelques instants, répond ensuite brièvement à quelques questions et leur remet enfin un texte écrit (lire ci-dessous) qui résume son propos. Le message que tient à faire passer le chef du gouvernement est simple : il n'entend pas changer de politique économique et financière ; il n'a aucun conflit avec la Banque de France.

Le franc était-il sérieusement menacé pour que M. Juppé interrompe ses vacances pour venir à son secours ? Depuis quelques semaines effectivement son cours tanguait et chute sensiblement de

plusieurs jours. Mais, mercredi, avant même cette déclaration officielle, il avait regagné 0,5 centime par rapport au deutsche mark ; il en reprendra exactement autant dans l'après-midi. Ses collaborateurs assurent donc que ce n'était pas parce qu'il y avait un danger en la matière que le premier ministre est intervenu. Simplement, assurent-ils, de passage à Paris entre deux lieux de vacances, il a jugé opportun de mettre fin aux rumeurs qui inquiètent les marchés financiers.

Dans d'autres sphères du pouvoir concernées par le dossier, l'explication est quelque peu différente : Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, se serait rendu compte que la manière dont il avait expliqué sa décision de demander au ministre de la Justice de faire ouvrir une informa-

tion judiciaire contre les anciens dirigeants du Crédit lyonnais avait été interprétée comme un nouvel élément du conflit entre le pouvoir politique et Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France, qui, du temps où il était directeur du Trésor, était chargé de surveiller la banque publique.

**AVANT LE « PONT »**

Les marchés, sous la conduite de quelques grands fonds d'investissement américains, y ont vu un risque de remise en question de la politique du franc fort et ont donc joué à la baisse. La situation devient suffisamment grave pour décider la Banque de France à intervenir et son gouverneur à rentrer à Paris. M. Arthuis comprend qu'il faut corriger le tir. D'où son entretien accordé à Paris Match où il assure que M. Trichet n'est pas « mis

en cause dans le dossier » du Lyonnais (Le Monde du 15 août). Mais il sait que cela ne va pas suffire. Lundi 12 août, il s'en entretient au téléphone avec le président de la République. C'est au cours d'un échange téléphonique entre Jacques Chirac et son premier ministre, assurent les mêmes sources, que le principe d'une déclaration de M. Juppé est décidé.

Mercredi apparaît vite comme le jour opportun. Des hommes qui ont eu à gérer ce dossier expliquent : la Bourse de Paris allait être fermée pour le long pont du 15 août, mais les marchés étrangers restent ouverts ; les transactions y portant sur des sommes relativement faibles, elles risquent d'être fort sensibles à la moindre attaque contre le franc, d'autant que le creux estival est traditionnellement propice à la spéculation.

Il convenait donc de redire haut et fort que le gouvernement n'entendait pas revenir sur sa décision de réduire le déficit budgétaire. D'autant que mardi soir, les experts monétaires du gouvernement redoutaient que le franc ne continue à chuter mercredi matin. Ils n'avaient pas prévu que le jeu entre le mark et le dollar allait profiter au franc.

**DÉDRAMATISATION**

Pas question, pour autant de dramatiser. Ni à l'Elysée ni à Matignon, le programme des vacances n'est modifié, mais les téléphones ont beaucoup sonné. Heureusement, c'est Jean de Courcel, directeur adjoint du cabinet du premier ministre chargé des affaires économiques et financières, qui assure la permanence à Matignon. C'est lui qui, en liaison per-

manente avec le directeur de cabinet de M. Arthuis et, bien entendu, avec le gouverneur de la Banque de France, gère ce dossier.

Matignon, au demeurant, tient à calmer le jeu. On y explique qu'il ne faut pas transformer en conflit de personnes un débat et même des désaccords entre le gouvernement et la Banque de France, aujourd'hui indépendante. On y assure qu'il s'agit simplement du fonctionnement normal d'une démocratie où chacun remplit la mission particulière qui lui est confiée. On y fait remarquer que de tels désaccords ne sont pas rares dans des pays comparables, comme les Etats-Unis ou l'Allemagne, mais sans que cela entraîne de crise monétaire. Il faut simplement que la France intègre cette tradition.

Thierry Bréhier

### « Une tempête dans un verre d'eau »

ALAIN JUPPÉ, qui a convié mercredi 14 août à Matignon trois agences de presse, a réaffirmé, lors de cet entretien, sa « confiance dans les possibilités de l'économie française ». Il a estimé qu'il n'y avait pas de déflation mais une stabilité des prix en France et a précisé que l'objectif de contenir les déficits budgétaires à 3 % du PIB en 1997 serait atteint.

Il a remis aux agences le texte écrit ci-dessous :

« Nous venons d'assister à une tempête dans un verre d'eau sur les marchés, il ne faut pas que la trêve estivale masque un certain nombre d'évidences :

- Sur les données de base de l'économie française, tout d'abord, les excédents du commerce extérieur [...] montrent que notre économie est très compétitive et qu'il n'y a aucun problème de parité [...].

- Notre détermination à remettre de l'ordre dans nos finances publiques est sans faille [...]. La préparation du volet dépenses du budget 1997 est un réel

succès : nous avons, conformément à l'objectif que nous nous étions fixé, maintenu la dépense en francs courants au niveau de 1996 [...].

- Notre objectif est bien double : réduire les dépenses et baisser les impôts. [...] Baisser les dépenses pour baisser les impôts, c'est s'engager sur la voie d'une croissance saine [...].

- Notre détermination à respecter les engagements contractés de la France est aussi sans faille [...]. La politique de change du gouvernement est claire et constante : nous voulons la stabilité du franc vis-à-vis des autres monnaies fortes du SME et ainsi bénéficier des taux d'intérêt les plus favorables possibles [...]. Les résultats très positifs enregistrés au cours des derniers mois démontrent l'efficacité de cette politique. Il n'est pas question d'en changer.

- Il n'existe aucun conflit entre le gouvernement et la Banque de France. Chacun joue son rôle. La Banque de France est indépendante et veille à la stabilité de la monnaie. Le gouvernement [...] est évidemment attentif à ce que la détente monétaire accompagne l'effort de réduction des déficits. »

## Le statu quo face aux politiques alternatives

LA VERSION OFFICIELLE de l'entretien inopiné du premier ministre ne concorde pas totalement avec la réalité. Elle laisse d'abord entendre qu'Alain Juppé s'est borné à calmer des esprits - ceux, naturellement, des opérateurs sur les marchés financiers. Or ce n'est pas précisément ce qui s'est passé. Si le franc fait depuis quelques jours l'objet de nouvelles pressions, c'est d'abord parce qu'en haut lieu - à l'Elysée sinon à Matignon - on a commis un indélicat faux pas, en laissant entendre qu'en engageant des poursuites contre les anciens dirigeants du Crédit lyonnais, c'était indirectement Jean-Claude Trichet, l'actuel gouverneur de la Banque de France, en charge autrefois de la tutelle de la banque en qualité de directeur du Trésor, qui était visé. Ce qui a passablement inquiété les marchés, déjà préoccupés par l'état de la conjoncture économique française.

M. Juppé a donc dû réparer une première maladresse en faisant une déclaration inattendue et étrangement précipitée. Mais, ce faisant, le premier ministre n'a-t-il pas pressenti qu'une telle sortie intriguerait encore plus qu'elle ne rassurerait ? Ses propos agissent, en tout cas, comme un révélateur. Ils soulignent, en creux, que le gouvernement a conscience de la gravité de la situation économique et cherche, au-delà de l'affaire du Crédit lyonnais, à multiplier les messages d'apaisement.

En effet, si les marchés financiers sont de nouveau nerveux, c'est d'abord parce qu'ils pressentent que l'économie française tourne de travers. Longtemps, le gouvernement a tenté de convaincre le pays qu'un tel pes-

sisme n'était pas de mise et qu'une reprise économique interviendrait au cours du second semestre 1996. Or rien ne vient confirmer le pronostic. Non seulement l'activité a sans doute baissé au deuxième trimestre (de 0,3 % selon l'Insee), mais, de plus, tous les premiers indicateurs de juillet font apparaître que la tendance ne s'inverse pas. Le chômage, lui-même, est brutalement reparti à la hausse en mai et juin et pourrait continuer de progresser au cours des prochains mois, soit une hausse, selon l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), qui pourrait atteindre 160 000 personnes sur l'ensemble de l'année.

**Certains économistes se résignent à penser qu'une crise pourrait avoir une « vertu curative »**

Le gouvernement sait donc que la rentrée risque d'aller de pair avec une nouvelle et vive contestation des grandes priorités de sa politique économique. Les premiers joutes du printemps le laissent présager. Ainsi les socialistes reprochent au gouvernement de prendre des mesures qui, loin de réactiver l'économie, risquent de l'entraver encore davantage - allusion aux 60 milliards de francs d'économies budgétaires pour 1997 et aux ponctions effectuées sur le pouvoir d'achat des ménages en 1996.

Les balladuriers ne sont pas loin de faire le même constat. Ils observent qu'une ponction de 60 milliards de francs sur l'économie, en

1997, pourrait être aussi dramatique que le prélevement fiscal de 120 milliards de francs survenu en 1996. Aussi militent-ils pour que cette politique restrictive inévitable soit amortie par des baisses fiscales autrement plus amples que celles envisagées par le gouvernement.

S'ils n'osent souffler mot en public, les économistes proches de Philippe Séguin ou qui partagent ces thèses, se montrent encore plus pessimistes. Estimant que le gouvernement n'a tiré aucune leçon des mouvements sociaux de novembre-décembre 1995 et qu'il conduit une politique déflationniste, certains d'entre eux se résignent même à penser qu'une crise, monétaire ou sociale, pourrait avoir, dans l'immobilisme ambiant, une « vertu curative ».

Une dernière sensibilité, enfin, existe, qui regroupe des personnalités aussi diverses que le président de l'OFCE, Jean-Paul Froussier, certaines personnalités de l'UDF ou même des balladuriers. « Leur » solution consisterait à proposer une accélération du calendrier de la monnaie unique, ce qui exigerait une interprétation souple des critères de convergence du traité de Maastricht et donc permettrait que la politique budgétaire n'étrangle pas trop l'activité.

Et le gouvernement, lui, à quoi songe-t-il ? Ses détracteurs ne manquent pas de dire qu'il fait preuve d'autisme. A preuve, il refuse d'admettre que la reprise annoncée n'est pas au rendez-vous et a construit son budget de 1997 sur une hypothèse de croissance comprise entre 2,5 % et 2,8 %, à laquelle aucun expert ne croit. Et dans la foulée, M. Juppé fait logiquement savoir qu'il n'entend pas infléchir si peu que ce soit sa politique économique, malgré les messages préoccupants envoyés par la conjoncture.

Laurent Mauduit

### Un mois de baisse

Repli du dollar, craintes de déflation en France, attaques de l'Elysée contre Jean-Claude Trichet, immobilisme de la Bundesbank, tout se conjuguait pour un mois pour affaiblir le franc.

● Jeudi 25 avril. Le franc atteint son plus haut niveau depuis le mois de juillet 1993 face au deutsche mark. Le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, explique qu'il s'agit d'un important mouvement de confiance dans l'économie et la monnaie française s'est manifesté au cours des six derniers mois. Les taux d'intérêt à court terme se retrouvent à leur plus bas niveau depuis vingt-cinq ans.

● Dimanche 14 juillet. Lors de son intervention télévisée, le président de la République déplore « le niveau nettement trop élevé des taux d'intérêt en France ». Le lendemain, affecté par cette remise en cause de la politique monétaire française, le franc fléchit.

● Jeudi 25 juillet. Le conseil de la Bundesbank choisit de ne pas

baisser ses taux directeurs. Cet immobilisme bloque la détente monétaire en France, où le niveau des appels d'offres (3,55 %) bute désormais sur le REPO allemand (3,30 %).

● La décision de la Bundesbank provoque des tensions sur le marché des changes européen. Le franc fléchit. ● Mercredi 31 juillet. Le dollar tombe à son plus bas niveau depuis cinq mois face à la monnaie allemande. Le plongeon du billet vert affecte le franc.

● Lundi 5 août. Selon la Caisse des dépôts et consignations, le produit intérieur brut a reculé de 0,1 % en France au deuxième trimestre. Cette statistique conforte le pessimisme des opérateurs concernant la croissance économique française. Le franc franchit la barre des 3,40 francs pour un mark.

● Mardi 6 août. Plusieurs rumeurs circulent sur les places financières : démission du premier ministre, contacts entre M. Chirac et le chancelier allemand Helmut Kohl au sujet d'un report de l'Union économique et monétaire. ● Mercredi 7 août. Les mesures de rigueur budgétaire annoncées à l'issue du conseil des ministres ne parviennent pas à rassurer les

investisseurs. Ils jugent que la faible croissance empêchera le gouvernement de respecter ses engagements.

● Jeudi 8 août. M. Arthuis demande l'ouverture d'une information judiciaire contre les anciens dirigeants du Crédit lyonnais. Cette décision est interprétée sur les marchés financiers comme une manœuvre de l'Elysée destinée à déstabiliser M. Trichet. Le lendemain, le franc tombe à 3,4250 francs pour un mark, malgré des interventions de la Banque de France.

● Lundi 12 août. L'annonce d'un recul des prix à la consommation au mois de juillet en France est mal accueillie par les opérateurs. Elle donne du crédit à la thèse selon laquelle l'économie française est confrontée à d'importantes forces déflationnistes et qu'elle a, par conséquent, besoin d'une politique monétaire beaucoup plus souple.

● Mercredi 14 août. Les déclarations du premier ministre affirmant qu'il n'existe aucun conflit entre la Banque de France et le gouvernement permettent au franc de se reprendre face au mark.

## Le mauvais procès fait à M. Trichet sur le Lyonnais

JEAN-CLAUDE TRICHET déplaît. Les critiques contre sa politique de franc fort ne manquent pas, mais l'homme est indubitablement de son poste de gouverneur, en vertu de l'indépendance de la Banque de France, énoncée dès le premier article de la loi du 4 août 1993 : « La Banque de France, en la personne de son gouverneur [...], ne peut ni solliciter ni accepter d'instructions du gouvernement ou de toute personne ».

Sans doute est-ce pourquoi on a espéré le déstabiliser en utilisant le feuilleton du Crédit lyonnais. N'aurait-il pas, en tant que directeur du Trésor de 1987 à 1993, converti les errements de la grande banque publique sous la gestion de Jean-Yves Haberer ? Mais, autant le débat public sur la politique que défend et incarne M. Trichet est légitime, autant cette attaque biaisée relève du mauvais procès. Affirmer que M. Trichet aurait manqué de vigilance dans le suivi des agissements du Lyonnais revient à méconnaître les notes que, dès 1989, la direction du Trésor - sous l'impulsion de Jean-Pascal Beaufret, administrateur du Crédit lyonnais au nom de l'Elat actionnaire, et proche collaborateur de M. Trichet - a adressées à Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie en juin 1988 et avril 1992.

En 1989, malgré les pressions de M. Haberer et le soutien du vice-président de la Commission européenne, la direction du Trésor s'oppose ainsi à la tentative de prise de contrôle de Pathé par Giancarlo Pirelli, financé par la filiale néerlandaise du Crédit lyonnais (CLBN).

En 1990, M. Pirelli revenant à la charge, le directeur du Trésor conseille de bloquer l'opération pour « atteinte à l'ordre public ». Ce que M. Bérégovoy fera le 15 juin 1990. La banque poursuit néanmoins son financement au cinéma : fin 1993, celui-ci atteint plus de 11 milliards de francs, sans compter les engagements sur la Metro Goldwyn Mayer. Les 22 avril et 12 juin 1991, M. Trichet émet un avis défavorable à l'entrée du Lyonnais dans le capital d'Usinor-Sacilor. Le ministre passe outre. Le sidérurgiste représentera 2 milliards de francs de pertes pour le Lyonnais en 1993.

**COMMANDE D'AUDITS**

Le 31 octobre 1991, M. Trichet signale au ministre un potentiel de pertes élevées chez Altus. Alors que le Lyonnais a réalisé un bénéfice de 3,7 milliards de francs en 1990 et affichera des profits de 3,2 milliards pour 1991, le directeur du Trésor demande à la commission bancaire de procéder rapidement à des audits dans les filiales (Altus, International Bankers, SDBO, Ciminvest) et dans la maison-mère. Démarrés en octobre 1991, les audits s'achèveront en avril 1993 et révéleront l'étendue des dégâts. Enfin, en septembre 1992, le ministre - Michel Sapin a remplacé Pierre Bérégovoy en avril 1992 - impose à M. Haberer un suivi des engagements de la banque, suivi renforcé au vu d'une note du directeur du Trésor du 12 février 1993.

L'absence de vigilance de la direction du Trésor ne saurait donc

être prouvée. Cette vigilance a-t-elle été insuffisante ? M. Trichet, dans son audition, le 18 mai 1994, devant la commission d'enquête parlementaire sur le Lyonnais, rappelle deux principes qui ont guidé l'action de tous les gouvernements : l'autonomie de gestion des patrons des entreprises publiques jugés sur leurs résultats ; le souci de ne pas déstabiliser la première banque française - et, avec elle, l'ensemble du système financier français - avant d'avoir « fait le tour du problème » et de pouvoir « présenter la solution en même temps que le problème ».

Peut-on reprocher au directeur du Trésor de ne pas s'être opposé aux décisions de son ministre ? A cet argument, M. Trichet oppose le principe de « neutralité de l'administration dans la ligne de la tradition de l'Etat républicain », rappelé au cours de son audition du 18 mai 1994. « L'autorité politique a le pouvoir, ajoutait-il, et le devoir de l'administration est de le conseiller du mieux qu'elle peut et de lui obéir ensuite du mieux qu'elle peut. » A cette règle de conduite s'ajoutait sans doute la reconnaissance que vouait M. Trichet à Pierre Bérégovoy en raison des choix économiques et monétaires de ce dernier, qui correspondaient à ses idées. Un enjeu face auquel les dévies de M. Haberer ne pesaient pas lourd : le plus important n'était-il pas que M. Bérégovoy s'oppose aux thèses de ce même Jean-Yves Haberer, farouche partisan de l'« autre politique » ?

Clair Blandin

# SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 16 AOÛT 1996

**IMMIGRATION** Une foule nombreuse était attendue, jeudi 15 août, à l'église parisienne de Saint-Bernard pour assister à une messe de solidarité avec les trois

cents Africains sans papiers qui occupent les lieux. Les familles redoutent une expulsion prochaine, qui pourrait intervenir ce week-end, bon nombre d'Africains ayant

jusqu'au 17 août pour quitter le territoire. **LES GRÉVISTES** de la faim entamaient, jeudi, leur quarante-deuxième jour de jeûne. Le curé de la paroisse, le Père Coindé, qui a re-

fusé de signer l'ordre de réquisition demandé par la préfecture de police, a de nouveau appelé le gouvernement à négocier. **LES SOUTIENS** au mouvement des sans-papiers

s'étendent. Des personnalités de gauche battent le rappel, non sans difficulté en cette période estivale, et récusent toutes les accusations de récupération politique.

## Les Africains sans papiers redoutent une expulsion prochaine

Une messe de solidarité a été célébrée, jeudi 15 août. Le curé de l'église Saint-Bernard, occupée depuis le 28 juin, a refusé de signer l'ordre de réquisition demandé par les autorités de police. Il appelle, comme de nombreuses associations et organisations, à des négociations

L'ÉLYSÉE se refuse à tout commentaire officiel. Les trois cents Africains sans papiers réfugiés à l'église Saint-Bernard entamaient, jeudi 15 août, leur quarante-deuxième jour de grève de la faim, on faisait valoir à la présidence de la République que cette affaire relevait du seul ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré. Les appels à Jacques Chirac lancés ces derniers jours par les Africains comme par plusieurs personnalités et associations devaient donc rester sans réponse. En revanche, les occupants de Saint-Bernard envisageaient de plus en plus sérieusement, jeudi, une opération de police. Bon nombre d'Africains sont en effet sous le coup d'un arrêté de reconduite à la frontière: ils ont jusqu'au 17 août pour quitter le territoire.

C'est dans la crainte d'une prochaine intervention de police que devait se dérouler, jeudi en fin de

matinée, une messe de l'Assomption, suivie d'une rencontre de prières avec deux imams africains. Une foule nombreuse était attendue, compte tenu de l'étendue des soutiens aux sans-papiers. Saint-Bernard de la Chapelle est la plus petite paroisse de Paris. Son curé, le Père Henri Coindé, soixante-trois ans, ancien aumônier de la Mission ouvrière, vit depuis cinq ans dans ce quartier populaire de la Goutte-d'Or, où plus de la moitié de la population (25 000 habitants) est étrangère ou d'origine étrangère. Les pratiquants réguliers y sont moins de deux cents, de vingt-cinq nationalités différentes.

Le curé de Saint-Bernard s'entend à une ligne de conduite fixée dès le premier jour. Il désapprouve l'occupation, sans contestation, de son église. Il n'est pas d'accord avec le principe même de la grève de la faim. Mais il admet le bien-

fondé de cette action et, affectataire légal de Saint-Bernard, refuse de signer l'ordre de réquisition que lui réclament les autorités de police. « Tant qu'il n'y aura pas de négociation, mon attitude ne variera pas », dit-il. A la rigueur pourrait-elle changer devant une menace,

parfois évoquée, de « grève de la soif », signe d'une « logique suicidaire ». Le préfet de police a pourtant adressé au Père Coindé un courriel rendant le curé de Saint-Bernard « responsable » de la situation des occupants de son église. Mais

### Les « majorités » de M. Debré et du Front national

Un comité de soutien à l'action du ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, a été créé le 14 août par Damien Meslot, conseiller général (RPR) du Territoire-de-Belfort. Selon lui, « l'attitude de M. Debré est conforme à ce que pense la majorité silencieuse qui est exclue par ce qui se passe. Il faut appliquer la loi aux sans-papiers. La politique des chartes est bonne. Il est scandaleux que les gens sans papiers de Saint-Bernard veuillent prendre en otage les institutions démocratiques de la France ». Dans un communiqué diffusé le même jour, Bruno Mégret, délégué général du Front national, dénonce « l'importance donnée à l'affaire des Médians clandestins dans les médias, qui apparaît comme une insulte à nos compatriotes dans la détresse ». « Au lieu de se laisser impressionner par des lobbies qui ne représentent qu'eux-mêmes, écrit-il, le gouvernement serait plus avisé de faire ce que dit tout bon une majorité de Français: "Foutons les dehors!" »

pourquoi céder à la pression, explique-t-il, alors que les Africains ont respecté la parole qu'ils avaient donnée? Autour du cheur de l'église, ils ont défilé eux-mêmes un « espace sacré » qu'ils ne franchissent jamais. Avant l'office du dimanche, la nef est dégagée, balayée, et un silence total se fait. Une haie d'honneur s'est même formée pour un couple de Mauriciens qui venaient de se marier. Ces Africains sont animistes ou musulmans, « spontanément religieux, ayant le sens de l'invisible et du transcendant ». Il n'est pas rare que certains déroulent, dans l'église, leur tapis de prière.

Les coups de téléphone d'insultes pleuvent au presbytère de Saint-Bernard: « Votre église est devenue une mosquée. Des paroissiens ont aussi déserté leur église, sans qu'on puisse savoir si la responsabilité en revient à l'été ou aux sans-papiers. Il en faudrait

plus, pourtant, pour troubler ce prêtre de sang-froid, engagé à la Goutte-d'Or dans des associations d'alphabetisation ou de lutte contre la drogue. Il se dit frappé, au contraire, par la patience et la compréhension des fidèles traditionnels. En accord avec son conseil pastoral de laïcs, il a publié un texte demandant aux autorités « la reprise immédiate des discussions », estimant même que, « dans ce cadre, l'église a un rôle public à jouer ».

### « DERNIER LIEU »

Cette détermination tranche avec la panique qui avait conduit le clergé de l'église Saint-Ambroise, en mars dernier, à signer l'ordre de réquisition de la police. La différence d'attitude s'explique par l'effet de surprise - « Saint-Ambroise essayait les platanes » -, par la dimension prise depuis par l'affaire, par l'obstination du gouvernement et par la détérioration de la situation des Africains. Le Père Coindé ne juge pas ses confrères du 11<sup>e</sup> arrondissement, mais s'étonne de constater que l'église, « si souvent vilipendée », est aussi devenue, en France, « le dernier lieu où des hommes et des femmes peuvent venir défendre leurs droits ». A preuve, cette militante venue lui demander la permission - non accordée - de faire sonner les cloches pour mobiliser le quartier!

Les prêtres de Saint-Bernard n'ignorent pas la politisation de l'affaire et ses risques de déborder, de manipulation. « Nous ne voulons avoir de bien qu'avant les Africains », répond le Père Coindé, qui ne partage pas les revendications jugées démagogiques - « régularisation pour tous » - de mouvements d'extrême gauche. « Politique? Il faut en rester à l'éthique, ajoute son confrère Jean-François Berjonnoux, responsable de la Pastorale des migrants, qui représente l'épiscopat. Car ces hommes ont le droit de rester ici, compte tenu de leur passé, du chemin parcouru pour leur intégration. Il n'y a pas d'autre issue que dans la méditation. »

## MM. Schwarzenberg, Jacquard et Krivine battent le rappel des personnalités

LE DRAME, c'est qu'on est au mois d'août. « Ils sont tous au vert, on ne peut pas leur en vouloir. » Tout de noir vêtu, téléphone portable dans une main, carnet d'adresses dans l'autre, le professeur Léon Schwarzenberg s'agite, grogme, se désespère devant l'église Saint-Bernard où des Africains sans papiers vivent, ce mercredi 14 août, leur quarante et unième jour de grève de la faim. « Qui peut appeler Bourdieu? J'ai pas son numéro dans les Pyrénées. » Personne ne l'a. Le Collège de France suggère quelqu'un. Trop compliqué. « On va joindre Ariane [Mnouchkine] pour savoir quels artistes elle peut mobiliser... On n'a que des répondants. Barbara dit qu'elle est malade, au lit, mais qu'elle va appeler des copains pour leur dire de venir. Piccoli? Taverrier? Ça ne répond pas... »

Mardi avait été une journée faste. Dominique Voinet, des Verts, Charles Fiterman, Louis Vianet, secrétaire général de la CGT, Jean-Pierre Brard, maire de Montreuil, et Ariane Mnouchkine étaient passés dire leur solidarité. Mais en cette veille de 15 août, les seules personnalités de gauche à témoigner de leur soutien aux grévistes de la faim - Alain Krivine, de la Ligue communiste révolutionnaire, les professeurs Léon Schwarzenberg, Albert

Jacquard et Théodore Monod -, sont un peu « usées » médiatiquement, ayant été de tous les combats de l'hiver, de toutes les réquisitions de logements. « Et pourtant, commente, amer, Albert Jacquard, on n'a pas franchement envie de se créer une notoriété sur le malheur des gens. » Le problème, résume Léon Schwarzenberg, « c'est que Jean-Paul Sartre est mort. Il n'y a plus en France de figure emblématique pour mobiliser les intellectuels ».

### « UN BOULOT DE CITOYEN »

« Et l'abbé Pierre? », lance, sûr de son effet, un militant de Droits devant! qui déchaine des fous rires. « Derrida est sévère, mais il est en vacances, comme Bourdieu, poursuit, imperturbable, M. Schwarzenberg. Il n'y a que les CRS qui ne sont pas en vacances. » Albert Jacquard en profite pour s'insurger contre la « démission des élites politiques et intellectuelles ». « Tous devraient être là. Mais ils ne font plus leur boulot de citoyen, ils ne s'engagent plus parce que, dans les grandes écoles, ils sont sélectionnés sur leur conformisme. » Bonne nouvelle! Mgr Gallot viendra... le 16 août, dès qu'il sera sorti de sa retraite spirituelle. Léon Schwarzenberg reprend espoir. « En même temps, les

vacances, ça a du bon. On n'aurait jamais pu faire aussi rapidement le tour des hôpitaux pour récupérer les grévistes dans une circulation normale... »

Le même flottement se fait sentir quant aux stratégies de soutien à mettre en œuvre. Mardi, les grands moyens avaient été envisagés. L'on s'attachait avec des menottes aux grévistes. Mais Médecins du monde s'est inquiété de cette fatigue supplémentaire imposée aux Africains. Alors fut imaginé un système de parrainage des dix grévistes par dix personnalités nouvelles chaque jour, que l'on est bien en peine de dénicher à Paris en cette veille d'assomption. Le jeûne de solidarité, lancé lundi en réaction à l'hospitalisation forcée des grévistes, semble lui aussi tourner court. A droite de l'autel, un espace « jellines tournants » avait pourtant été aménagé, doté de cloisons de fortune enroulées de quelques affichettes de catholicisme. Une rappelle que « le monde aura besoin de tout le monde ». Mais, pour l'instant, il n'y a personne.

Léon Schwarzenberg comme Alain Krivine trouvent finalement « un peu indécant » de jeter vingt-quatre heures aux côtés de ceux qui en sont à leur quarante et unième jour de souffrance. Etreintés, les

grévistes de la faim refusent désormais de raconter une énigme fois l'histoire de leur vie aux journalistes. La télévision japonaise, venue à 5 heures du matin, a usé les dernières bonnes volontés. Se redressant difficilement dans son duvet bleu, Sema Camara dira seulement que « c'est bien » que des gens connus fassent l'effort de venir: « Ils nous ont vus. Ils pourront témoigner. Les Français ont confiance en eux. »

Déjà accusées de récupérer le mouvement, ces personnalités gardent soigneusement leurs distances, affirmant seulement protéger les grévistes contre un nouvel assaut policier qu'elles craignent imminente: la date limite imposée à la plupart des occupants de l'église pour quitter le territoire français a été fixée au 17 août. A demi-mots, Alain Krivine comme Albert Jacquard regrettent même la grève de la faim, ce « jeu avec la mort ». « C'est la médiatisation à outrance qui pousse à des actions spectaculaires, remarque le premier. On respecte leurs choix, puisqu'ils disent qu'ils n'en ont pas d'autres, mais on ne les pousse pas. De toute façon, ils sont tellement déterminés que notre soutien ne change rien. »

Pascal Krémer

Henri Tincq

## Excès de zèle envers des handicapés mentaux désirant se baigner sur une plage de Vendée

SAINT-HILAIRE-DE-RIEZ (Vendée)

de notre envoyée spéciale. Pendant une semaine, l'activité baignade s'est transformée en exécution. A tour de rôle, les trente-six handicapés mentaux adultes séjournant près de Saint-Hilaire-de-Riez (Vendée) ont dû être conduits en voiture jusqu'à la plage de Saint-Jean-de-Mont. Sur la plage de Saint-Hilaire, pourtant accessible à pied pour les handicapés depuis le centre de vacances de l'Association départementale de parents et amis de personnes handicapées mentales (Adapel) de Sarthe, un maître nageur pour le moins zélé avait décidé d'imposer des consignes de sécurité inédites.

« Le premier jour, lorsque nous nous sommes présentés au poste de secours de la plage, par simple correction, tout s'est très bien passé, raconte le directeur du centre, Thibaud Dublanche. Mais le lendemain, le maître nageur responsable de l'ensemble des plages de Saint-Hilaire a exigé un périmètre de baignade, un taux d'encadrement d'un animateur pour un handicapé et la présence d'un surveillant de baignade. » Lorsque le directeur lui fait part de sa surprise face à ces contraintes qu'aucune loi n'impose, le maître nageur rétorque que le groupe a toute liberté d'aller se baigner en dehors des zones surveillées.

« Pourtant, avec vingt-cinq ani-

lons, dont neuf mineurs, nous sommes le centre de vacances le mieux encadré de France, s'insurge M. Dublanche. Malgré l'absence de textes spécifiques sur la baignade des handicapés mentaux adultes, nous prenons d'énormes précautions en matière de sécurité. Nous allons bien au-delà du quota d'encadrement imposé par la loi pour les groupes d'enfants. Pour certains polyhandicapés, nous savons qu'un moniteur par personne est absolument nécessaire. » Excédé, le directeur évoque d'autres « incidents » prouvant, selon lui, que la présence des handicapés mentaux dérangeait quelque peu le bel ordonnancement des plages de Saint-Hilaire-de-Riez: la zone impérativement réservée aux handicapés sur la plage, dans le coin le moins agréable; l'autorisation de baignade réclamée à un groupe d'handicapés qui péchaient à l'épuisette sur les rochers, à marée basse...

### STIGMATISATION

S'excusant d'avoir « sans doute encore trop d'illusions », le directeur du centre, tout juste âgé de vingt-trois ans, poursuit: « En imposant un périmètre de baignade, en les "parquant" sur la plage, on les montre du doigt, ce qui va à l'encontre du travail de socialisation que nous faisons toute l'année! » Il y a à quelques jours, il a suffi de la présence des caméras de France 3 pour que le maître nageur-sauveteur prenne des congés

et que soit possible la baignade à Saint-Hilaire. Ce dernier dément aujourd'hui avoir imposé des contraintes spécifiques et reconnaît simplement avoir « conseillé » de baigner les adultes dans le même périmètre que les enfants « parce que c'était plus facile pour nous, en cas de problème, de savoir immédiatement où ils étaient ». Si les handicapés se sont vu imposer une zone particulière sur la plage, c'est simplement « parce qu'on privilégie l'environnement moins pénalisant au niveau de la sécurité et qu'on évite de trop mélanger les groupes avec le public ». Jacques Fraisse, le maire (PS) de Saint-Hilaire-de-Riez, estime être intervenu au plus vite auprès du chef des maîtres nageurs pour le rappeler à la règle. Mais, ajoute-t-il, « le directeur de la colonie s'est, de son côté, entêté à ne pas emmener les colons à la plage ». Selon le président de l'Adapel-Sarthe, il s'agit d'un « comportement individuel qui soulève un problème de fond. Tout est organisé en France pour que, dès leur plus jeune âge, les handicapés mentaux vivent en institutions spécialisées. Les gens ont si peu l'habitude de côtoyer la différence que, quand brutalement ils la rencontrent, ils ressentent une angoisse terrible. Il faut absolument réintégrer les handicapés mentaux dans la société pour leur propre bien et l'ouverture d'esprit de ceux qui les côtoieront ».

P. Kr.

## 500 000 personnes cumulent précarité sociale et précarité médicale

LES INTERACTIONS

entre la désinsertion sociale et l'état de santé sont encore mal cernées. Une étude du Centre de recherche, d'étude et de documentation en économie de la santé (Credes), rendue publique mercredi 14 août, apporte quelques précisions. En analysant les données de l'Insee sur la santé et les soins médicaux (12 649 personnes de 16 à 59 ans interrogées en 1991 et 1992), trois chercheurs du Credes, Thérèse Leconte, Andrée Mizrahi et Arié Mizrahi, ont constaté que 9,1 % des personnes vivant en France (10,5 % des ménages) sont « en situation précaire socialement » - la précarité étant définie comme « un risque, à un moment donné, d'être engagé dans un processus de désinsertion ». Sur le versant sanitaire, 9,2 % des 16-59 ans sont « médicalement vulnérables ». Ils ont « un état de santé tel qu'il risque d'être une difficulté à obtenir ou à garder un emploi ».

Au total, 1,5 % des individus cumulent les deux types de risque. « Ce pourcentage est sous-estimé du fait de la difficulté d'enquêter sur les ménages les plus vulnérables ou les plus marginalisés. » Au moins 500 000 personnes sont donc aujourd'hui dans une situation de « bi-vulnérabilité » sociale et médicale sur le sol français. « L'intensité de la liaison entre précarité sociale et vulnérabilité médicale est (...) maximale » chez les jeunes de 20 à 34 ans, des âges « où une bonne santé est sans doute perdue

comme étant à la fois une évidence et une nécessité pour les employeurs », commentent les chercheurs. Le risque de cumuler ces deux handicaps augmente en outre avec l'âge pour atteindre 2,5 % des 50-54 ans et 4,2 % des 55-59 ans. Dans cette dernière tranche d'âge, plus de 1 femme sur 20 est dans cette situation de double risque.

### LA VULNÉRABILITÉ DES FEMMES

Le rôle majeur de la composante familiale dans la précarité sociale apparaît très nettement. Les ménages dont le chef de famille est une femme sont ainsi « beaucoup plus souvent bi-vulnérables (5,1 %) que les autres (1,1 %) » et le risque de cumul « diminue lorsque la taille du ménage augmente ». Les personnes vivant seules sont particulièrement touchées: 41 % de celles qui sont en voie de désinsertion présentent une vulnérabilité sur le plan de la santé. L'étude du Credes ne répond pas à la délicate question des relations de cause à effet entre les deux composantes, sociale et médicale, de l'exclusion. Elle n'en conclut pas moins: « La politique de santé publique peut avoir des répercussions sociales en termes de diminution des risques de désinsertion. » Réciproquement, l'action sociale peut avoir des répercussions en termes d'amélioration de l'état de santé. »

Laurence Folléa

### DÉPÊCHES

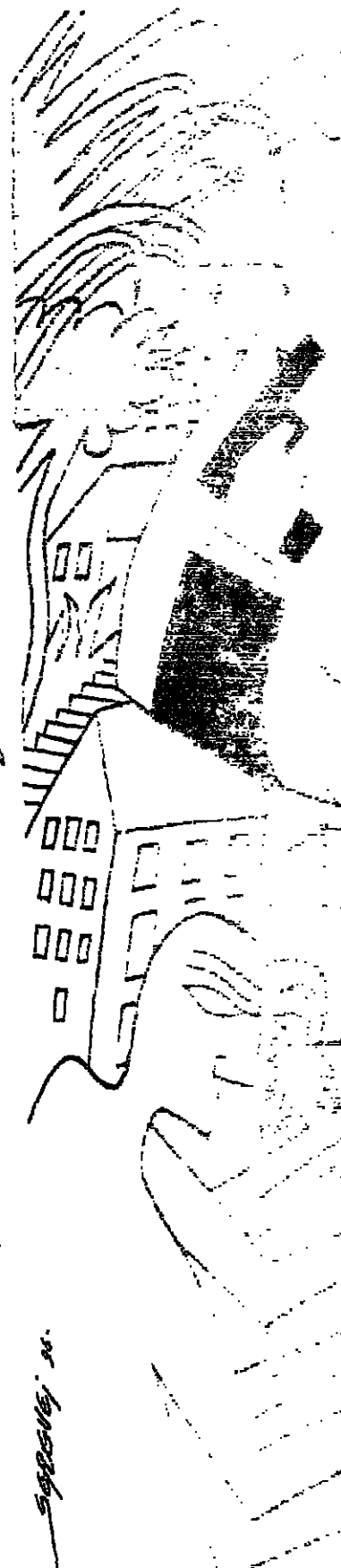
**MORUERS**: Patrick Font, l'un des animateurs de l'émission « Rien à cirer », a été mis en examen pour attentats à la pudeur et attouchements sur mineures de moins de quinze ans, à la suite des plaintes déposées par plusieurs familles en Haute-Savoie, dans la région parisienne, à Lille, à Marseille et en Vendée. L'humoriste, incarcéré à Albon (Haute-Savoie) depuis le 23 juillet, donnait des cours d'initiation théâtrale aux Villards-sur-Thônes.

**UN GENDARME** de Neuf-Brisach (Haut-Rhin) a été mis en examen, mercredi 14 août, pour des « infractions en matière de meurtre qui ont mis en danger la sécurité morale des enfants », a indiqué le parquet de Colmar. Placé en détention le 23 juillet, il a été remis en liberté le 12 août et fait l'objet d'un contrôle judiciaire. Selon un communiqué diffusé par la gendarmerie nationale, d'autres personnes pourraient « être mises en cause dans le domaine de la moralité et du professionnalisme ».

**ROUTE**: huit personnes d'origine marocaine, dont sept membres d'une même famille, ont été tuées dans un accident de la route survenu mercredi soir 14 août dans les Landes. La fourgonnette conduite par M. Benomar Afif a percuté une tête de pont, à la hauteur de la commune de Pissos, sur la N 10. Huit des neuf occupants du véhicule sont morts sur le coup. M. Afif et son épouse étaient accompagnés de leurs six enfants ainsi que d'une jeune fille de vingt-deux ans, Hafida Hamri. Leur fille de deux ans, blessée, a été hospitalisée à Bordeaux.

Trop heureux d'avoir pu rester dans son île natale. il n'en aigüise pas moins sa plume contre la puissance tutélaire de la Mafia. Lui a choisi l'honnêteté vis-à-vis des autres comme vis-à-vis de lui-même...

Fabio, 24 ans, journaliste et sicilien



هكذا من الأصل



# HORIZONS

REPORTAGE

**Trop heureux d'avoir pu rester dans son île natale, il n'en aiguise pas moins sa plume contre la puissance tutélaire de la Mafia. Lui a choisi l'honnêteté, vis-à-vis des autres**

**comme vis-à-vis de lui-même...**

## NOUVELLES VAGUES

Une série de portraits qui jalonent les continents pour décrire la jeunesse du monde

Demain : Noa, 26 ans, chanteuse et israélienne

# Fabio, 24 ans, journaliste et sicilien

**D**ANS l'air moite d'un matin de juillet, Fabio cadennasse nonchalamment sa veste et défonce qu'elle ne peut susciter de convoitise. Les voleurs ne manquent pas à Catane, ville portuaire de quatre cent mille habitants. Le jeune homme aux longues jambes glisse d'un pas de chat, indifférent à la folle circulation, avant de s'enfoncer sous le porche d'un immeuble du « centre historique ». Dans les splendeurs délabrées d'un baroque que la nouvelle mairie de gauche rénove avec ferveur, Catane, patrie de Vincenzo Bellini et Giovanni Verga, « renaît ». Fabio, vingt-quatre ans le 20 juillet, en est l'une des consciences subtiles.

Depuis juin, il fait son service civil comme observateur de conscience à l'ARCI, qui fédère diverses associations d'aide aux enfants handicapés, aux migrants, etc. C'est ainsi que Fabio peut se retrouver journaliste à plein temps à l'ARCI.

Cette revue mensuelle, papier glacé et iconographie de qualité, a été fondée par Giuseppe Fava, un écrivain qui a payé de sa vie sa « volonté de renaissance ». Il a été assassiné il y a onze ans par la Mafia. Sa revue, la première à dire en toute indépendance certaines vérités, dérangeait les boss et leurs alliés politiques. Son fils Claudio, écrivain et député, a repris le flambeau. Le procès des assassins de Giuseppe Fava vient de s'ouvrir en juillet à Catane. Le boss de la ville, Nitto Santapaola, un des « quatre cavaliers » de l'apocalypse ainsi qu'on les nommait, est en prison. Et son successeur, Aldo Nicolao, a fait tuer son épouse. Pour l'ARCI, Fabio tient la chronique de ces récents événements.

Avec talent et ténacité, « in gambi » comme on dit ici.

« C'est le petit de la famille », chahute Gianfranco, le rédacteur en chef. A midi, en cette veille d'anniversaire, il retrouve Fabio dans une auberge des collines avoisinantes. Sous la fraîcheur de la treille, les grands yeux marbrés de Fabio fixent avec douceur son supérieur. Celui-ci hoche la tête : « Capo, que penses-tu du prochain sommaire ? » La « petite » à hérité du surnom de « Capo », le chef.

« C'est à peine une plaisanterie », commente Gianfranco. Fabio force sa plume à un style plus littéraire, refusant les phrases bâclées habituelles au chroniqueur de faits-divers.

Devant le compliment, l'intéressé ne rougit pas. A peine détourné-t-il la tête un instant, avant de poursuivre de sa voix légèrement traînante. « Giuseppe Fava voulait ce style. Pour lui, un texte ne faisait pas passer l'envie au lecteur de lui serrer la main. » Fabio, né à Catane, avait treize ans quand Giuseppe Fava a été assassiné. Il ne l'a jamais rencontré. Il emprunte sa citation à *Storie*, un livre de Nando Della Chiesa. Il se souvient, les larmes aux yeux, de la stupeur qui frappa la ville quand Fava fut retrouvé mort. « A la sortie du lycée, je me suis précipité à la maison. J'ai écrit une lettre, que j'ai portée ensuite à la rédaction. Claudio Fava et l'équipe préparaient un numéro-recueil, qu'ils ont sorti trois jours après. Ce fut le début de ma collaboration à la revue. »

Fabio n'a jamais cessé d'écrire. Au fil des années, le mensuel a subi de longues interruptions, dues au manque d'argent. Depuis 1993, la revue a retrouvé son rythme de croisière. Fabio touche 150 000 lire par mois – les 500 francs de son indemnité de soldat – pour continuer à écrire. Avec une telle

solde, le jeune homme demeure à la maison familiale. « Trop heureux de n'avoir pas à quitter Catane, comme tant d'autres. »

Fabio espère plus tard trouver un emploi dans sa ville. Il ne se fait guère d'illusions. L'unique journal quotidien n'a guère de sympathie pour les troubles. En avant-dernière année d'une maîtrise de lettres modernes, pourrait-il enseigner ? « Les postes sont bloqués par le ministère, par souci d'économie. »

Fabio cherche donc d'autres ouvertures pour pouvoir rester au pays, « même comme employé des postes. C'est ici que je peux être le plus efficace ». Si Fabio ne trouve pas de travail, alors il partira pour l'Amérique latine.

D'où vient le mal à Catane ? « Il suffit de regarder la ville... » Ici, sur le port, une friche industrielle a été joliment rénovée, à coups de milliards de lire. Mais « le local reste vide, faute d'accès. La friche domine de plain-pied sur la rocade très fréquentée. On ne peut tout de même pas détourner la circulation pour ouvrir un passage ! ». Dans la superbe bâtisse destinée sur les plans d'architecte à d'éventuels congrès et spectacles, seuls s'activent gardiens et jardiniers, payés par la mairie... en attendant de miraculeux lendemains où la friche deviendra accessible.

Au centre, dans le quartier de San Cristoforo (Saint-Christophe), où naquit le chef de clan Santapaola, « un tiers des habitants souffrent de la faim, survivant au-dessous du seuil officiel de pauvreté ». Dans ce quartier, Fabio s'est occupé un temps d'un centre social, l'« Esperia ». Le centre organise à la demande des habitants la répétition des devoirs scolaires, une aide juridique pour trouver un emploi et des séances de cinéma en plein air les soirs d'été.

Dans le terrain vague voisin s'amoncellent les serpilleries vidées d'huile, « une pluie croissante », constate Fabio. A Noël, le local a été incendié pour la troisième fois par des petites mains de la Mafia. La nouvelle municipalité cherche pacifiquement à récupérer le lieu qui lui appartient. « Ils veulent déplacer le centre en banlieue, comme ils le font pour les habitants chassés par la rénovation », accuse l'équipe. Ce serait dommage, insiste Fabio. Les mécaniciens du quartier forment dans leurs garages de jeunes apprentis. « Sans ces mécanos, on devient la proie de la Mafia, qui utilise des gamins pour ses basses besognes d'intimidation ou de racket. »

A Librino, dans un de ces faubourgs hérissés de tours où atterrissent les familles chassées du centre, nul n'ose circuler la nuit, pas même les policiers. Deux immeubles sont restés vides : après avoir touché sa part, le promoteur s'en est désintéressé. Quelques familles les squattent, sans eau ni électricité. « A qui a profité la construction de ces deux tours, comme celle de la friche du port ? », lance Fabio, sûr de la réponse. Le détournement de marchés publics ne fait ici aucun doute.

Ce même soir de juillet, Fabio rejoint à la faculté de lettres installée dans un superbe monastère de bénédictins, Chiara, Ilaria, Laura et Francesco, qui sont ses amis d'université. Une réunion va commencer. Francesco veut se présenter aux élections de délégués qui auront lieu à la rentrée de septembre. Il demande le soutien de ses copains, surtout celui de Fabio et de Chiara. Ces deux-là ont été les leaders spontanés de la grève victorieuse au printemps 1993, « la première à Catania du mouvement étudiant des "Panthères" » qui s'étendait alors sur toute l'Italie.

Vers 21 h 30, quand s'ouvre la réunion sous les platanes, l'immense cour bruisse de tam-tam improvisés par d'autres joyeux lurons. Il faut parfois hausser la voix pour se faire entendre. Fabio reste silencieux, Chiara parlant pour deux. Avec véhémence, la jeune femme, dont le père est un des dirigeants à Rome de la DIA (direction de l'anti-Mafia), refuse toute formation de liste. « Si tu te présentes, aies le courage de le faire en ton nom personnel ! » Au lendemain de la grève, elle et Fabio avaient été élus. « On a compris. Le délégué s'arroge le droit de parler au nom des étudiants, il n'a aucun pouvoir réel, on s'en remet à lui

et plus personne ne fait rien. » Fabio acquiesce, pressé de terminer cette réunion où il s'ennuie. « Chiara est l'amie qui me connaît le mieux », avoue Fabio l'introverti, pour qui « la solitude est une maladie de cette ville ». Tradition romantique d'une terre de passion, ou maladie du temps qui met à mal la sacro-sainte famille ? Le beau et nonchalant Fabio, si fier de raison, « tombe facilement amoureux, à chaque rencontre, mais ça ne dure pas. De toute façon, comme beaucoup de jeunes je n'ai pas les moyens de créer une famille. Les adolescents siciliens d'aujourd'hui sont libérés, comme ailleurs, même si certains défilent encore à la procession de sainte Agathe, patronne de la ville ». Fabio se rassure : « Le sida n'a pas encore frappé Catane. »

Dans sa chambre trône en bonne place Cézanne interdite, un essai d'Italo Calvino. Moriana y est une des villes imaginaires imaginées par l'auteur. « C'est Catane, plus vraie que nature, affichant un visage pour que l'on ne voit pas le sien. Moriana, comme chacun d'entre nous, veut tout changer pour ne rien changer. Nous, les Siciliens, sommes hantés par l'échec. » Sur la table de chevet sont posés un polar de Daniel Pennac et un recueil de Giovanni Verga. Le jeune homme lit éperdument Gramsci, « qui a si bien compris les gens du Sud. La liberté, a-t-il écrit, c'est de s'imposer à soi un devoir ». Fabio dort peu, ne fume ni ne boit et vient d'arrêter le volley naute. Il s'enthousiasme pour les écrivains siciliens comme Verga, Frangello, Lampedusa, Vittorini et Giuseppe Fava.

**C**HIARA, qui admire le talent créatif de Fabio, le critique sans complaisance. Il ne serait « pas toujours à la hauteur de ses propres choix de mœurs, plutôt paresseux, trop solitaire ». Lui, veille à ne pas être « machiste, ce n'est pas facile à la maison, nos parents vivent encore de façon traditionnelle ». Chiara en profite pour prolonger sa critique : « Tu n'as rien de curieux, de courage. Tu devrais aller voir ailleurs, avant de revenir. » Fabio a bien fait un voyage en Europe à la fin du lycée, puis quelques reportages à Rome ou Milan. Mais il a « trop à faire à Catane », maintient-il, pour s'en éloigner durablement.

Sa famille ne comprend pas toujours ce choix. Comme tant de Siciliens issus des campagnes arides, elle a hâté pour fuir la misère de la ferme. Aujourd'hui Catane n'est plus le paradis de l'emploi de l'île. Dans son bureau de chef adjoint des transports ferroviaires au dépôt portuaire, le père affiche son optimisme. « Je suis fier de mes deux fils. »

Monté dans la hiérarchie à la force du poignet, ce cheminot issu d'une famille d'ouvriers dans les souffrètes de l'Etna se sent « proche de Fabio, même s'il parle rarement, comme moi ». La famille s'est installée il y a dix ans dans un beau quartier. « Pour payer l'appartement, nous ne mangions que des légumes secs, se souvient Fabio. L'enfant que j'étais ne comprenait pas pourquoi. Aujourd'hui quand je lis Verga, je n'ai pas de problème de conscience de classe. »

Son frère aîné, médecin, fait son service lui aussi et rendrou volontiers ce cadet qui se décrit comme « très différent ». Leur mère acquiesce, pour souligner sur un ton amer qu'« avec Fabio je n'échange jamais un mot. Il entre, il ressort, je ne sais pas ce qu'il fait ». Tradition encore... Professeur d'italien, elle a dû se résoudre à prendre un poste d'institutrice pour rester avec son mari. « Je ne regrette rien, dit-elle, l'Alné a réussi. Fabio a certes du talent, mais que va-t-il faire ? »

Au fil des années, elle a formé ses fils à analyser la réalité, et à savoir se révolter. Le père a campé sur ses positions conservatrices, même s'il fait fi « des prêtres et des moines », contrairement à sa femme. Fabio ne cherche pas à discuter. « C'est inutile. Mon père avait tout pour devenir une graine de Mafia. Son frère aîné est mort dans les mines. C'est pour cela qu'il a pu étudier. Il a choisi l'honnêteté. C'est la meilleure leçon qu'il pouvait me donner. »

Danielle Rouard  
Dessin : Sergueï



## Le Monde

ÉDITORIAL

## Assassinats à Chypre

EN Europe, en 1996, des manifestants désarmés viennent d'être tués par la police ou par des ressortissants d'une République autoproclamée pour avoir franchi une frontière illégale, sous les yeux de Casques bleus impuissants : l'ex-Yougoslavie ? Non, Chypre. Le réveil est pénible pour la communauté internationale. La violence qui reprend sur la « ligne verte » séparant depuis l'été 1974 le sud de l'île du nord occupé par la Turquie vient lui rappeler ses responsabilités. Elles sont historiques, d'abord : les Chypriotes palestiniens ont été le prix d'une décolonisation mal menée il y a quarante ans par la Grande-Bretagne, envenimée par la guerre froide et les manipulations américaines et soviétiques, les surenchères nationalistes des Grecs, l'impérialisme brutal des Turcs. Responsabilités diplomatiques ensuite. L'Occident ne s'est que trop bien accommodé du *status quo*, se contentant d'efforts diplomatiques cycliques pour rapprocher des points de vue apparemment inconciliables, ceux des chypriotes grecs et des chypriotes turcs, et ceux de leurs « protecteurs » respectifs, la Grèce et la Turquie. Sept résolutions du Conseil de sécurité des Nations-Unies, au bas

mot, ont condamné l'occupation turque d'un tiers nord de l'île, et la « République » fondée en 1983 sous l'égide d'Ankara n'a été reconnue par aucun autre pays. Mais les pressions internationales se sont arrêtées là. L'embargo international sur les armes en direction de la Turquie, décrété en 1974, a très vite été levé. Par la suite, Ankara n'a été que très modérément gênée dans ses activités, diplomatiques, commerciales ou militaires, par une réprobation mollement et rituellement exprimée.

L'Union européenne a tenu dans ses mains un moyen de pression sérieux avec l'accord d'union douanière vivement souhaité par la Turquie. Elle n'a pas voulu ou pas pu en jouer pour signifier que certains comportements n'étaient simplement pas acceptables. Les quinze disposent d'un nouveau levier avec

les négociations d'adhésion qui vont s'ouvrir d'ici quelques mois avec la République de Chypre. Sont-ce les perspectives d'un éventuel règlement qui ont durci les positions des uns et des autres ? Ou bien l'arrivée récente au pouvoir à Ankara de Necmettin Erbakan, le chef du Refah islamiste, dont la seule expérience gouvernementale remonte justement à 1974, quand la Turquie - aidée il est vrai par le désordre provoqué par des Grecs - a décidé d'occuper le nord de l'île ?

La République de Chypre, entité légale et démocratique, a prospéré après avoir réussi à surmonter la perte de la partie la plus riche du territoire et à intégrer 180 000 réfugiés du nord. Mais la population chypriote grecque supporte mal qu'on mette sur le même plan ses manifestations contre une situation illégale (taxées par la partie turque de « provocations ») et les réactions brutales des Turcs. Ces derniers peuvent certes invoquer leurs morts du passé. Mais aujourd'hui ceux qui meurent sans aucune justification, ce sont de jeunes Chypriotes grecs. On, comme le 6 juillet dernier, Kutha Adali, un journaliste chypriote turc en vue, critique du régime de Rauf Denktash et assassiné dans des circonstances non élucidées.

## Le jeu dangereux de la Bundesbank

Suite de la première page

Les signes de reprise de l'économie allemande peuvent également expliquer les réticences de la Bundesbank à assouplir davantage sa politique monétaire. A quoi bon réduire encore les taux d'intérêt à court terme, qui se situent déjà à un niveau historiquement très bas, si l'activité est en train de redémarrer ? Mais là encore, les économistes rejettent l'argument et soulignent la fragilité du rebond observé en Allemagne au deuxième trimestre.

Le mauvais comportement des emprunts d'Etat allemands constitue un obstacle plus sérieux à une action de la Bundesbank. Depuis six mois, les obligations allemandes se sont dépréciées par rapport à tous les autres emprunts européens. Les investisseurs allemands hésitent à acheter des titres venant à échéance après le 1<sup>er</sup> janvier 1999, car ils craignent d'être remboursés dans une devise moins forte que le deutschemark. « Tous les efforts de la Bundesbank visent désormais à provoquer une dérive des taux obligataires à long terme, en restaurant son image d'intransigence », notent les experts de la banque Louis Dreyfus Finance.

Cette stratégie de fermeté ne conduit pas seulement la Bundesbank à opter pour le *status quo* sur ses taux directeurs. Elle l'amène aussi à multiplier les déclarations destinées à rassurer l'opinion publique allemande sur la force future de l'euro. Au mois de juin, les responsables de la Bundesbank avaient, à la surprise générale, stoppé net le mouvement de hausse du billet vert face aux devises européennes en affirmant que la surévaluation du deutschemark était entièrement corrigée. Tous les économistes s'accordent pourtant à dire que la monnaie allemande reste bien trop chère (d'environ 20 % face au dollar).

## L'ÉQUILIBRE DES MARCHÉS

Le 12 août, Othmar Issing, économiste en chef à la Bundesbank, a rejeté catégoriquement le rêve caressé par certains, en France, d'utiliser la future monnaie unique comme une arme commerciale, d'instaurer un euro faible afin de donner des avantages de compétitivité à l'industrie européenne. « Il s'agit d'intérêts à court terme et à courte vue », a-t-il affirmé. Enfin, la Bundesbank répète chaque jour qu'elle se montrera inflexible sur le respect, au sens strict, des critères fixés par le traité de Maastricht.

L'intransigence actuelle de la Bundesbank, si elle peut se révéler efficace vis-à-vis de l'opinion publique allemande, apparaît en revanche dangereuse pour le reste de l'Europe et pour la construction monétaire. Elle donne des arguments aux adversaires de la monnaie unique qui soulignent depuis longtemps les risques de fonctionnement dictatorial de la future banque centrale européenne (BCE), en tous points calquée sur la Bundesbank. Elle fait aussi courir de grands risques à l'équilibre des marchés financiers européens. Une nouvelle crise monétaire sur le Vieux Continent, à seize mois de l'examen, par les chefs d'Etat et de gouvernement, des indicateurs de convergence, serait sans doute fatale à la création de l'euro.

La tendance de la Bundesbank à privilégier, pour conduire sa politique monétaire, des éléments intérieurs au détriment des besoins et des aspirations des pays voisins n'est certes pas nouvelle. Au mois

de juillet 1993, la banque centrale allemande avait refusé d'abaisser son taux d'escompte, provoquant de façon délibérée la chute du franc et l'écroulement du système monétaire européen.

Ses récentes décisions semblent indiquer qu'en trois ans sa façon d'agir n'a guère évolué et que, pendant cette période, la coopération monétaire franco-allemande n'a pas accompli de progrès décisifs. Est-il normal que le conseil de la politique monétaire (CPM) de la Banque de France soit totalement tenu à l'écart des mesures décidées par la banque centrale allemande ? Est-il cohérent que les membres du CPM, faute d'explications en provenance de la Bundesbank, passent de longues heures à tenter de décrypter les décisions qui viennent d'être prises à Francfort ? Est-il justifié que les responsables de la Bundesbank, de peur d'être accusés en Allemagne de céder à des pressions extérieures, répugnent à rencontrer leurs homologues de la Banque de France ?

La Bundesbank continue à agir comme si le franc et le deutschemark n'étaient pas destinés à fusionner dans deux ans et demi. Déjà mal acceptés par ses partenaires lors de l'économie d'outre-Rhin était forte et vertueuse, la toute-puissance et l'autoritarisme de Francfort ne le sont plus du tout maintenant que le modèle allemand éclate. L'aura de la Bundesbank a diminué en Europe au rythme où progressait le chômage en Allemagne.

Le conseil de rentrée de la Bundesbank, qui se tiendra jeudi 22 août, revêt, dans les circonstances actuelles, une grande importance. Le souci de préserver leur indépendance poussera-t-il les membres de la banque centrale allemande à ignorer que le franc est actuellement sous pression, que la Banque de France se retrouve dans une position inconfortable et que M. Chirac a réclamé une baisse des taux d'intérêt ?

S'ils choisissent de ne pas réduire le niveau de leur Repo, ils provoqueront presque à coup sûr de gros remous sur le marché des changes européen. Le franc s'en trouvera affaibli, ce qui entraînera une remontée des taux d'intérêt et pèsera sur la croissance de l'économie française. Une telle décision fera aussi douter de la sincérité de l'engagement européen de la Bundesbank et ravivera les soupçons selon lesquels, pour assurer sa survie et celle du deutschemark, elle est prête à tout pour saboter le processus d'union économique et monétaire.

Pierre-Antoine Delhomme

## Burundi : enfants en péril

par Michel Sidibé

Si les pays frontaliers du Burundi ont pris la décision de fermer les frontières, c'est leur affaire. Mais cela regarde aussi les centaines de milliers d'enfants burundais, déjà confrontés aux conséquences des massacres larvés qui se déroulent depuis des mois dans le pays et dont la vie est, aujourd'hui, directement menacée par l'arrêt imminent de l'assistance humanitaire.

En effet, les enfants, victimes innocentes et sans voix, ont déjà payé un lourd tribut à la crise en cours : le taux de couverture vaccinale a chuté de 51 % à moins de 50 % ; le taux de malnutrition aiguë a doublé ; un enfant sur deux ne va plus à l'école.

Beaucoup parmi ces enfants sont contraints de vivre dans les camps de déplacés et réfugiés, où s'entassent 14 % de la population totale dont 80 % sont des femmes et des enfants.

Depuis quatre jours, le Burundi

est devenu un « flot » en perdition au sein de cette Afrique centrale dont le monde ne se souvient que lorsque les morts se chiffrent par centaines de milliers. Les activités de l'Unicef dans le pays, qui touchent des domaines aussi sensibles que la santé, la nutrition, la prise en charge des orphelins, ne pourront, si le blocus est maintenu, tenir que quelques jours.

Quelques exemples : avec la fermeture des frontières, les opérations de recherche de parents ou tuteurs pour 10 000 orphelins sont interrompues. La distribution de suppléments nutritionnels dispensés dans les 130 centres de santé pour 30 000 enfants extrêmement malnutris va cesser, faute du carburant nécessaire. Ces enfants n'y résisteront sans doute pas. Environ 20 000 enfants traumatisés par la crise et la violence des trois dernières années ne disposeront pas du suivi psychosocial que leur état impose, en raison des difficultés de déplacement interne et externe du personnel qualifié dues à l'embar-

go. Il y a plus. L'arrêt de la distribution de médicaments essentiels, en particulier dans les campagnes, va priver de soins 2 millions de personnes fréquentant les centres de santé, pour lesquels l'Unicef est le principal fournisseur.

Quant aux vaccinations des enfants, et en particulier celles des nourrissons, elles seront suspendues : les dispensaires itinérants devront cesser leurs activités et la chaîne du froid ne pourra plus fonctionner faute de carburant, privant ainsi de couverture et de sécurité sanitaires 190 000 enfants de moins d'un an.

Dans un mois, lors de la rentrée des classes, si elle a lieu, les 1 400 écoles primaires du pays connaîtront des difficultés énormes car les fournitures scolaires manqueront totalement. De plus, l'embargo va entraîner l'arrêt de la construction des 200 classes primaires temporaires que l'Unicef devait faire fonctionner pour les 20 000 enfants déplacés.

Enfin, les populations civiles ont

besoin d'eau pour vivre. Tout le programme d'adduction d'eau dans le pays est menacé, alors que l'on sait que la pénurie aiguë d'eau au Rwanda, il y a exactement deux ans, a provoqué l'épidémie catastrophique de choléra, responsable de dizaines de milliers de morts.

Il est tragique de constater que la communauté internationale se montre incapable d'utiliser les enseignements du passé, si récent soit-il. Le Rwanda nous avait pourtant fourni un parfait exemple de la nécessité d'aborder les crises complexes de manière globale. Au Burundi, tous les éléments de la tragédie sont à nouveau réunis.

Ce petit pays enclavé, coupé du monde depuis quatre jours, est soumis depuis trois ans à des tensions ethniques, sociales, économiques et politiques sans précédent.

Si la prévention constitue encore la seule démarche possible pour éviter un bain de sang, pourquoi alors priver la communauté humanitaire de tout moyen d'ac-

tion en imposant des sanctions aussi disproportionnées ? Si un drame humanitaire comparable à celui du Rwanda se renouvelle demain au Burundi, si nous nous révélons incapables d'en entraver le cours, un seul mot permettra alors d'exprimer ce que nous ressentons : la honte.

Michel Sidibé est représentant de l'Unicef au Burundi.

## RECTIFICATIF

## SACRÉ COLLÈGE

A la fin de la notice nécrologique sur le cardinal japonais Satomai (Le Monde du 15 août), une coupe malencontreuse nous a fait écrire qu'il restait cent cinquante-cinq candidats membres du Sacré Collège électeurs du pape en cas de conclave. Le chiffre est en réalité de cent quatorze, car ne participent au conclave que les cardinaux âgés de moins de quatre-vingts ans.

مكتبة من الأصل



## ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 16 AOÛT 1995

**FINANCE** Munich Re, numéro un mondial de la réassurance, a annoncé, mercredi 14 août, le rachat de l'américain American Re pour 3,3 milliards de dollars (16,7 mil-

liards de francs). Le principal actionnaire, le fonds d'investissement KKR, s'est engagé à apporter sa participation de 64 %, réalisant au passage une importante plus-value.

L'opération devrait aboutir à la fin de l'année. ● CETTE ACQUISITION va permettre au groupe allemand de renforcer ses positions aux États-Unis, premier marché mondial de la

réassurance. Elle s'inscrit dans un vaste mouvement de concentration du secteur. Depuis un an, les fusions se multiplient. ● LES GRANDES MANOEUVRES devraient se poursuivre,

de nombreux groupes, mis à mal par une série de catastrophes naturelles et les risques importants liés à l'amiante ou à la pollution, préférant abandonner cette activité.

## Face à l'aggravation des risques, les réassureurs accélèrent leur concentration

L'allemand Munich Re conforte sa première place mondiale en rachetant American Re pour plus de 16 milliards de francs. L'opération va lui permettre de prendre une part significative aux États-Unis, où il était jusque-là peu présent

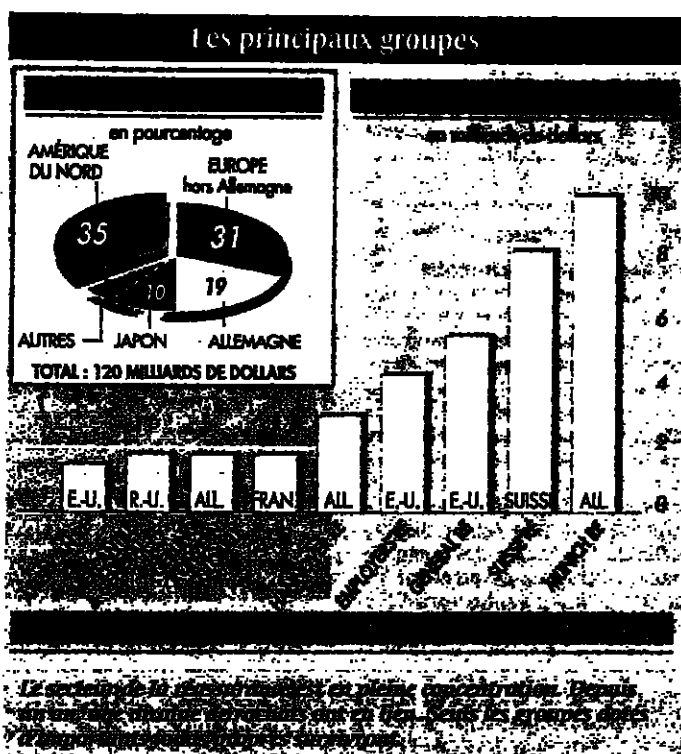
LE MONDE de la réassurance - les assureurs des assureurs - connaît un mouvement de concentration sans précédent. Après l'américain General Re et le français Scor, l'allemand Munich Re se lance à son tour dans les rachats. Déjà numéro un mondial de la réassurance, il a annoncé mercredi 14 août qu'il venait de conclure un accord avec le fonds d'investissement américain KKR (Kohlberg, Kravis Roberts & Co) en vue de reprendre sa participation de 64 % dans le groupe de réassurance American Re. L'opération, signée sur la base de 65 dollars l'action, soit une prime de 11 % par rapport au dernier cours, représente au total 3,3 milliards de dollars (16,7 milliards de francs).

« Ce rachat va nous renforcer dans notre activité principale, la réassurance », se félicite Hanz-Jürgen Schinzier, directeur général de Munich Re, dès l'annonce de cette opération. Malgré une position estimée à 13 % du marché mondial de la réassurance, le groupe allemand, qui nourrit de grandes ambitions, se trouvait trop européen. Aux États-Unis, sa filiale

ne détenait, avec environ 1 milliard de dollars de primes, qu'entre 3 et 5 % du marché. L'acquisition d'American Re, troisième groupe américain de réassurance, va le propulser au sommet. Munich Re va s'adjointre 2,6 milliards de dollars de primes annuelles et pouvoir revendiquer plus de 15 % du marché américain.

L'américain KKR se dit tout autant satisfait. Le fonds d'investissement, qui avait annoncé son intention de vendre sa participation dans American Re en juillet, l'avait achetée 1,5 milliard de dollars en 1990. Il va la céder pour 2,1 milliards, réalisant au passage 600 millions de plus-values. L'opération paraît tout à fait intéressante sur le plan financier; elle n'en constitue pas moins un revirement dans la stratégie de KKR. Depuis plusieurs années, celui-ci semblait vouloir renforcer sa présence dans l'assurance. Après American Re, il avait repris le groupe canadien General Insurance, puis la société Talegen Holdings Insurance, filiale de Rank Xerox.

L'accord avec KKR donne une position inébranlable à Munich



Re. Assuré de contrôler près des deux tiers du capital, le groupe allemand dit ne pas craindre une contre-offensive. De plus, il a déjà pris contact avec les investisseurs institutionnels qui détiennent environ 15 % du capital d'American Re, et semblent favorables à l'opération. Selon le réassureur, la transaction pourrait être achevée à la fin de l'année.

### NOUVEAUX RISQUES

L'opération conduite par le numéro un mondial de la réassurance s'inscrit dans le droit fil des derniers mouvements dans le secteur. Depuis un an, les fusions et les rachats se multiplient. En 1995, Employers Re, filiale de General Electric, a repris deux réassureurs allemands, Frankona et Aachener. Plus récemment, l'américain General Re a acquis son concurrent National Re pour 940 millions de dollars. Fin juillet, la SCOR, groupe français de réassurance, renforçait ses positions aux États-Unis, en rachetant l'américain Allstate Re, tandis que le britannique Guardian Royal Exchange annonçait la cession de sa filiale suisse de réassurance.

De l'avis des professionnels, les grandes manœuvres vont se poursuivre dans ce secteur. Mis à mal par une série de catastrophes naturelles (typhons, ouragans, tremblements de terre) intervenues ces dernières années, et surtout par l'apparition de nouveaux risques liés à l'amiante ou à la pollution, sous-estimés au départ, de nombreux réassureurs ont du mal à faire face, comme en témoignent les difficultés rencontrées par le Lloyd's, ces dernières années.

De leur côté, les assureurs confient de plus en plus la couverture de leurs risques à long terme à des assureurs ayant une importante surface financière. Une poignée seulement - Munich Re, Swiss Re, Employers Re et General Re - disposent de fonds propres supérieurs à 3 milliards de dollars.

Estimant qu'ils n'ont pas la taille suffisante, beaucoup préfèrent abandonner cette activité. Les grands en profitent, avec l'espoir d'assainir le marché et d'augmenter les primes.

Martine Orange  
(avec Bloomberg)

## Morosité sur le marché automobile allemand avec une production toujours plus délocalisée

### COLOGNE

Le marché allemand de l'automobile souffre de la morosité ambiante. En 1995, profit, chiffre d'affaires et production de la branche avissent comme une progression sensible, que cette année semble loin d'égaler. La production a augmenté de 1 % au premier semestre par rapport à la même période de l'an passé (2,4 millions d'unités). Selon la Fédération de l'industrie automobile (VDA),

« les espérances d'une amélioration durable sont plutôt faibles ». Les constructeurs attendent cependant des bénéfices en hausse et comptent beaucoup sur le deuxième semestre.

En juin, les commandes domestiques ont repris avec une hausse de 3 %, alors que le début d'année avait paru bien morose. Dans une conjoncture incertaine, les foyers et les entreprises allemands ont d'abord hésité à remplacer leurs véhicules et « la demande est res-

tée jusque-là en dessous des prévisions », estime le VDA. De plus, la fiscalité sur les voitures de fonction, introduite en début d'année, a considérablement réduit le charme des véhicules haut de gamme; les ventes de la Mercedes chutant, par exemple, de 25 à 30 % et celles de Porsche de 16 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier.

### CONJONCTURE EN DEMI-TEINTE

La demande intérieure devrait cependant repartir. « L'industrie automobile se trouve dans un cycle d'ajustement: la production augmente à peine et beaucoup de particuliers se disent prêts à renouveler leur ancienne voiture, ce qui va permettre de réduire les stocks constitués en 1995 quand la production battait son plein », constate Klaus Jürgen Melzner, économiste à la Deutsche Bank Research. Indice encourageant: les immatriculations sont en hausse de 6 % au premier semestre.

Les exportations, sans être très satisfaisantes (+2 % au premier semestre), devraient être plus profitables que l'an dernier. « Le mark a perdu de sa valeur par rapport à

d'autres devises; cela permet de mieux aborder les États-Unis et le Japon, où les Allemands tirent leur épingle du jeu, surtout sur les modèles haut de gamme », estime Klaus Jürgen Melzner. Le dynamisme de ces ventes permettra peut-être de compenser la faiblesse de certains marchés européens.

Malgré cette conjoncture en demi-teinte, tous les constructeurs allemands s'attendent à améliorer le résultat cette année. Les gains

de productivité sont toujours à l'ordre du jour, de 10 à 15 % par an selon la Deutsche Bank Research. Cent mille emplois pourraient disparaître dans la branche d'ici à l'an 2000, prévient le VDA, et ces coupes claires devraient toucher pour l'essentiel les sous-traitants qui s'adaptent aux restructurations déjà largement réalisées par les constructeurs. Chez ces derniers, on cherche désormais à « produire plus d'automobiles avec un personnel maintenu ». Les effectifs

des grandes marques se stabilisent autour de 650 000 après la suppression de 150 000 emplois depuis 1991.

### MERCEDES AU BRÉSIL

Autre tendance pour 1996, la production « allemande » est toujours plus délocalisée. De 1993 à 1995, le nombre de BMW, Mercedes, Volkswagen et autres Audi, produites à l'étranger, a augmenté d'un quart (2,5 millions contre 2 millions). Mercedes et Volkswagen veulent ainsi implanter une usine au Brésil. Aux États-Unis, les chaînes de BMW sont déjà en action, tandis que Mercedes y construit une unité. « En tout, c'est une bonne moitié des investissements productifs qui sont désormais réalisés hors d'Allemagne », dit M. Melzner, qui ajoute: « L'Amérique du Sud et l'Asie du Sud-est sont les continents les plus attractifs ».

Les constructeurs cherchent ainsi à réduire leurs coûts de production les plus élevés du monde tout en se rapprochant de marchés porteurs.

Philippe Ricard

### Les bons résultats de Volkswagen, numéro un européen

Chaque mois, Volkswagen affirme un peu plus sa suprématie en Europe. Le groupe allemand détient 17,5 % du marché européen sur les sept premiers mois de l'année. Numéro deux, General Motors, arrive loin derrière, puisque son taux de pénétration en Europe est de 12,7 %. Non content de creuser l'écart avec la concurrence, le constructeur allemand améliore ses performances financières: sur le premier semestre, le groupe a multiplié ses bénéfices par 2,5.

De janvier à juin, il a dégagé un profit de 282 millions de deutschemarks (960 millions de francs) pour un chiffre d'affaires de 50,5 milliards de marks (175 milliards de francs). La maison mère Volkswagen, la marque haut de gamme Audi et la filiale brésilienne Volkswagen Do Brasil ont fortement contribué à ces bons résultats. L'espagnol Seat est toujours déficitaire, même si le montant de ses pertes est en recul. Le tchèque Skoda, en revanche, a renoué avec les bénéfices.

## Ruggieri, les artificiers des mille et une nuits

A l'occasion des vacances, nous publions une série d'articles, illustrés par Jacques Volot, retraçant l'histoire de produits et de marques associés à la période estivale.

GRAVÉS dans l'éphémère de nos ciels d'été, les feux d'artifice appartiennent à une vieille alchimie qui transforme la poudre en foudre. La pyrotechnie, disent les très vieux manuels, « est la science d'emmagasiner de l'énergie sous une faible encombrement, et l'art de la libérer très rapidement, donc avec une grande puissance de détonation pour obtenir des effets sonores, propulsifs, lumineux ou fumigènes ».

A l'origine, sans doute vers le VIII<sup>e</sup> siècle en Chine, chez les « fils du ciel », on a fabriqué une poudre noire à base de soufre, de salpêtre et de charbon. L'homme y a parfois ajouté des projectiles et cela s'appelait

Part de la guerre. Quand il s'est contenté de poudre - et il s'en est par chance contenté souvent -, cela s'appelait l'artifice, « un feu qui se borne à simuler le feu », un feu sans flamme, une explosion sans victime, un tonnerre pour rire. Cet art du simulacre est venu jusqu'à nous après avoir illuminé une monarchie finissante et désargentée, des empires qui se croyaient éternels et quelques républiques laïques qui ont pris le ciel pour témoin des fantasmes terrestres.

La pyrotechnie était un art populaire, un tour de main. Cinq frères de Bologne devenus artificiers du roi de France, en 1739, en ont fait une industrie. Leur nom, Ruggieri, est aussi celui d'une société qui brûle du même feu depuis deux siècles et demi. Dès leurs débuts à la cour, les Ruggieri innovent. Rattachés à l'administration dite « des menus plaisirs », ils

donnent à leurs spectacles une dimension théâtrale. Les tableaux vivants se succèdent dans les nuits « fleurdelisées ». De petits prompts sont tirés depuis les jardins publics, achevés par un bouquet final. On salue, ébloui, les feux de table en fin de souper, les artifices de petit calibre à poudre d'arquebuse garantissant une explosion mesurée, parfumée à la rose, au benjoin ou au camphre.

### PLUIE ARGENTÉE

Soutenus par d'imposants décors, les artificiers se livrent à des pantomimes pyrotechniques: l'incendie de Troie par les Grecs, la mort et les funérailles de Marlborough. Mise en scène et musique accompagnent les jets de lumière. Les Ruggieri ont inauguré le mouvement et l'ubiquité dans l'art du simulacre. Leur réussite tient à une mèche de leur invention, faite d'étopille, de gomme et de poudre, « qui assure le transport du feu d'une pièce mobile à une pièce fixe, et réciproquement ». Grâce à leur génie mécanique, les artificiers composent des formes nouvelles, rosaces, mosaïques, éventails, comètes, cascades, sans oublier les parodies d'incendie avec les feux de bengale. Voici la clé du succès: le plaisir sans la peur.

Dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les apports de la chimie donnent la folie des couleurs. L'ajout de poudre métallique permet des tirs plus lumineux, zébrant le ciel comme des éclairs. On applaudit aux palmiers verts, à la « belle rouge », tant les Ruggieri sont passés maîtres du pourpre. Nitrate et chlorate

composent des flammes colorées. La mise au point de différents additifs permet « une grande stabilité de fabrication et de stockage ». Au siècle suivant, c'en est fini de l'artisanat. Ingénieurs, chimistes, commerciaux et artificiers forment une industrie à part entière. Des traités de pyrotechnie civile et militaire consacrent les formules « nommables, calculables, fiables, reproductibles et efficaces ». On saura désormais répéter à l'envi le « caprice à pluie argentée », la « brise électrique » ou l'« étoile polaire ».

Le siècle qui s'achève, républicain oblige, a dénoué les feux nocturnes de l'art « pompier » (sans vilain jeu de mots...). Aux tableaux figurant le temple de l'Hymen - pour le mariage de Napoléon en 1810 - on a préféré la lumière qui éclaire par fulgurance les monuments de Paris (la tour Eiffel, le palais de Chaillot), le pont d'Avignon ou les remparts de Carcassonne. L'exposition universelle de 1937, succombant à l'exotisme du moment, a lâché dans le ciel tous les dragons d'Annam et a allumé tous les flambeaux du chah de Perse. Sont alors apparus les premiers éclairs au magnésium, étourdissants par leur scintillement des mille et une nuits. Fidèle au poste du rêve, Ruggieri a tiré, le 14 juillet 1995 sur le pont d'Avignon, son millionième feu d'artifice.

Eric Fottorino

PROCHAIN ARTICLE  
Lacoste

### HISTOIRES DE PRODUITS



\* Chef de file européen des feux d'artifice, la société Ruggieri détient 60 % du marché français. Filiale depuis 1991 du groupe Fimalac présidé par M. de Lacharrière, elle a réalisé, en 1995, un chiffre d'affaires de 192 millions de francs. Ruggieri emploie deux cents personnes.  
\* A lire: Ruggieri, 250 ans de feux d'artifice, de Patrick Bracco et Elisabeth Leboucq, éd. Denoël, 1988, 206 pages.

## AUJOURD'HUI

SCIENCES

**GÉOPHYSIQUE** La Terre est une planète dynamique, constituée de plusieurs couches superposées, telles des pelures d'oignon, qui interagissent les unes par rapport

aux autres. ● **LE NOYAU**, zone la plus inaccessible, située à plus de 6 000 kilomètres de profondeur, ne peut être exploré qu'en analysant les informations apportées par les

ondes produites par les tremblements de terre, après qu'elles ont traversé le globe. ● **TRENTE ANS** d'archives des enregistrements sismiques minutieusement étudiées

ont permis à des sismologues américains d'établir que la graine, partie solide centrale du noyau terrestre - composé par ailleurs de liquide - tournait sur elle-même dix

fois plus vite qu'on ne croyait jusqu'à présent. ● **CES DONNÉES** nouvelles sont en contradiction avec les théories expliquant l'origine du champ magnétique de la Terre.

## La rotation du cœur de la Terre s'accélère

Selon des sismologues américains la partie solide du noyau terrestre tourne à l'intérieur de la planète plus rapidement qu'on ne le pensait. S'ils se confirmaient leurs travaux remettraient en question les théories sur l'origine du champ magnétique

**PEU DE CHOSE** sont encore connues sur le noyau, ce cœur ultime de notre globe, à plus de 6 000 kilomètres de profondeur, où règnent des températures voisines de 5 000 degrés et des pressions de 3,5 millions de bars.

Les spécialistes en sont donc réduits, pour progresser dans leurs connaissances, à faire appel à des simulations sur ordinateur et à l'analyse des ondes provoquées par les tremblements de terre. Ces ondes peuvent traverser plusieurs fois la Terre, ou bien en faire le tour, après de multiples réflexions sous la surface. Leur vitesse de propagation varie selon la composition physico-chimique des milieux traversés, leur étude a permis d'établir la structure interne de la Terre telle qu'on la connaît. On sait, ainsi, que le noyau se compose d'une partie solide, la graine, entourée

d'une partie liquide. Deux sismologues américains, Xiaodong Song (Lamont-Doherty Earth Observatory) et Paul Richards (université de Columbia), ont eu l'idée d'examiner de très près le temps de propagation des ondes sismiques enregistrées depuis trente ans.

Ils ont découvert avec surprise que ce temps avait varié. Ils en ont déduit que la graine tourne sur elle-même à l'intérieur du noyau liquide d'environ 1,1 degré par an, à un rythme plus rapide qu'on ne le pensait jusqu'à présent. Selon leurs estimations, publiées récemment dans la revue scientifique *Nature*, elle aurait effectué, en un siècle, le quart d'une rotation complète vers l'est, par rapport au manteau et à la croûte.

Pour interpréter valablement les données sismiques, Xiaodong Song et Paul Richards ont fait appel à

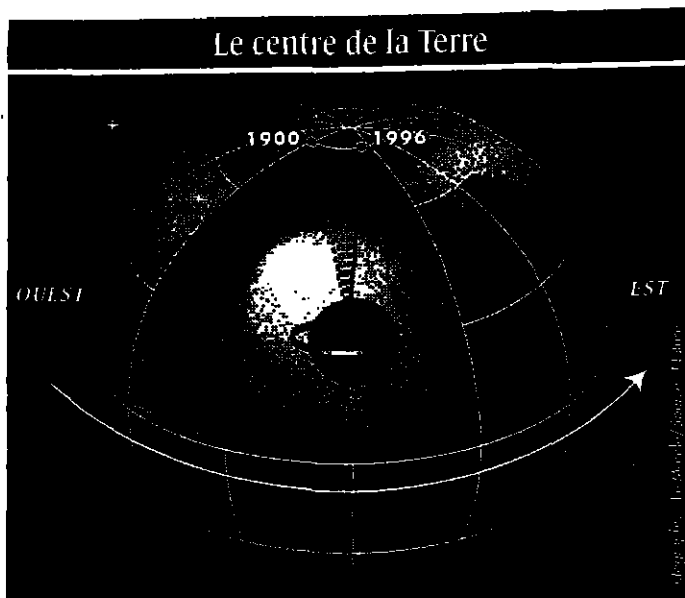
une donnée scientifique connue depuis une dizaine d'années : l'anisotropie de la graine. Outre leur comportement différent en fonction du milieu qu'elles traversent, les ondes sismiques se propagent plus rapidement lorsqu'elles traversent la graine suivant un axe nord-sud, que dans le plan équatorial.

## INCOMPATIBILITÉ THÉORIQUE

Mais comme rien dans ce domaine n'est complètement simple, l'axe nord-sud de cette anisotropie ne se confond pas avec l'axe de rotation de la Terre. Il est incliné par rapport à ce dernier d'environ 10 degrés. En fait, ce qu'ont observé les sismologues américains, « c'est la rotation en trente ans de la figure formée par l'angle des deux axes », explique Jean-Paul Poirier, responsable du laboratoire des géomatériaux à l'Institut de physique du globe (CNRS/université Paris-VI et Paris-VII).

Face à ces résultats, les géomatéoriciens restent perplexes. « Il est important de savoir si oui ou non la graine peut tourner à cette vitesse », déclare Dominique Jault, de l'Institut de physique. Si une rotation aussi rapide se vérifiait, cela remettrait en cause les connaissances sur le cœur de notre planète, et les hypothèses concernant la création du champ magnétique terrestre.

Car les théories géomatéoriques sont formelles : « A l'intérieur du



noyau liquide, pour générer le champ magnétique terrestre, la graine doit tourner au maximum de 0,1 degré par an », ajoute Dominique Jault. Soit dix fois moins que ce que proposent les sismologues américains. Au-delà de cette vitesse

de référence, « le mouvement relatif de la graine par rapport au noyau liquide en présence d'un champ magnétique induit des courants de Foucault ». Ces derniers créent des forces magnétiques qui freinent le mouvement de rotation du noyau,

de la même manière que des freins électromagnétiques ralentissent un poids lourd. Si la vitesse de rotation de la graine est plus élevée que ce chiffre fatidique de 0,1 degré par an, cela veut dire que, à terme, « le champ magnétique sera expulsé de la graine ».

Son collègue Jean-Paul Poirier, responsable du laboratoire des géomatériaux, ajoute un autre argument de poids : « Il y a trente ans, les données sismiques étaient moins bonnes qu'aujourd'hui. A l'époque, il n'existait aucun observatoire planétaire. » Il faudra donc peut-être disposer de dix ou vingt ans de données sismiques supplémentaires pour valider avec certitude les observations des deux Américains.

Ce débat de spécialistes n'est pas aussi théorique qu'on pourrait le penser. Bien que situé à une grande profondeur, le noyau joue un rôle important dans la machinerie thermodynamique de notre planète. Les mouvements de convection de sa partie liquide génèrent le champ magnétique terrestre, essentiel à la vie sur Terre, puisqu'il protège les êtres vivants du rayonnement électromagnétique émis par le Soleil. Et les mouvements du noyau fluide près de la frontière noyau-manteau peuvent se traduire par des variations de la longueur du jour, limitées, il est vrai à environ une milliseconde.

Christiane Galus

## SPORTS

## Daniel Komen s'affirme comme le nouveau prodige du fond kényan

Il a dominé l'Éthiopien Haile Gebreselassie dans le 5 000 m de Zurich

**ZURICH**  
de notre envoyé spécial  
Daniel Komen a semé sans vergogne Haile Gebreselassie dans le dernier virage pour remporter le 5 000 m en 12 mn 10 s 10. A 31 centièmes du record du monde du petit Éthiopien au torse bombé. Mercredi 14 août à Zurich, le jeune Kényan a lâché « Gebre » avec la même insolence qu'il avait laissé sur place, samedi 10 août, ses adversaires du 3 000 m au meeting de Monaco. Pour échouer là aussi, et sans même le savoir, à 6 centièmes du record du monde de l'Algérien Noureddine Morceli.

Sur la piste de Zurich, le record de « Gebre », le champion olympique du 10 000 m, était menacé par la présence de huit coureurs kényans sur les vingt-huit participants. Mais Daniel Komen semble vouloir prolonger le plaisir. Il a vingt ans et tout son temps. Deux « lièvres » de luxe, Martin Keino - le fils du fameux Kip Keino - et John Kogei, ont donné le rythme. Daniel Komen, champion du monde junior du 5 000 m en 1994, en a à peine besoin. Lui-même avait fait ses armes dans les épreuves seniors comme « lièvre »,

en emmenant Moses Kipatnu vers son premier record du monde du 5 000 m à Rome en 1995. Sa victoire à Stockholm, début juillet, en 12 mn 51 s, lui promettait un bel été. Pourtant, il n'est même pas allé à Atlanta. A qui s'en étonne, Moses Kipatnu, triple champion du monde du 3 000 m steeple et désormais coach des jeunes pousses de la Rift Valley kényane autant que coureur, rétorque que Daniel Komen n'a terminé que « quatrième des sélections nationales ». Tout aussi tranquillement, il avait déclaré au journal *L'équipe* (daté du mardi 13 août) que Komen « peut battre tous les records du monde, du 3 000 au 10 000 m ».

« **COURIR EST UN BOULOT** »  
Le frère jeune homme (1,70 m pour 55 kg) serait donc plus talentueux que ces athlètes issus chaque saison de l'impensable réservoir kényan. Il pourrait durer. Plus longtemps que Richard Chelimo, vice-champion olympique du 10 000 m à Barcelone, atteint de malaria en 1994 et qui aurait sombré dans l'alcoolisme. Ou qu'Ismaïl Kiru, double champion du monde du 5 000 m en 1993 et 1995, et médiocre huitième

des sélections kényanes fin juin. Daniel Komen aurait la carrure d'un Henry Rono ou d'un Kip Keino.

Le manager Kim McDonald ne s'est pas trompé en ajoutant Komen à la liste de ses protégés kényans. S'ils n'incarnent pas systématiquement des valeurs sûres et durables, ces athlètes présentent l'avantage d'être « interchangeables et renouvelables » à l'infini. « Que ferions-nous d'athlètes anglais incapables de gagner, interroge avec une franchise abrupte John Bicourt, agent britannique dont la plupart des clients sont kényans. Les Kényans ne courent pas pour l'amour du sport, mais pour l'argent. Ils organisent leur vie autour de la course à pied, qui leur permet d'avoir un métier autre que celui de fermier, et pas mal d'argent. Courir est, à leurs yeux, un boulot. Ils ne le feraient pas pour de simples médailles ».

Les programmes de compétition continuent chez certains à la course au cachet. Shem Kororia, sérieux candidat au podium olympique du 5 000 m, s'est finalement classé neuvième à Atlanta. Il avait beaucoup couru au printemps, remportant notamment les 15 km du conseil géné-

ral de Seine-Saint-Denis, une course sur route organisée à La Courneuve fin avril. « Les athlètes kényans qui gagnent beaucoup dans les courses sur route, en particulier aux États-Unis, conçoivent mal qu'on les paie moins sur piste lorsqu'ils y font leur début de carrière, explique John Bicourt. A valeur à peu près égale, les organisateurs choisissent le moins cher des vingt Kényans qui se proposent ».

La concurrence est rude. Pour y faire face efficacement, loin des distractions et de la famille, les Kényans s'installent souvent pour plusieurs mois dans des bases d'entraînement européennes, comme celle dont s'occupe John Bicourt, au stade de Crystal Palace à Londres. Ils vivent à six ou à huit dans de petites maisons. « Comme des frères, disent-ils, car cela nous permet de ne pas avoir le mal du pays. » Peu d'entre eux cherchent à s'expatrier définitivement. Martin Keino a suivi des études secondaires et universitaires aux États-Unis. Il souhaite y rester. Wilson Kipketer, le champion du monde du 800 m, résidant au Danemark depuis cinq ans, est toujours en attente de naturalisation.

La défection des stars kényanes est rare et semble vécue comme une trahison par les autorités. La sienne aura certainement coûté à Kipketer sa participation aux J.O. d'Atlanta et une médaille d'or. Simple et timide fils de fermier, Komen a préféré s'éclipser, mercredi soir, à l'issue de son tour d'honneur. Son anglais encore mal dégrossi lui permet, pour quelque temps encore, d'échapper aux questions et aux prises de position.

Patricia Jolly

■ **FOOTBALL** : Patrick Vieira a signé à Arsenal un contrat de quatre ans. Recruté par le Milan AC l'an dernier alors qu'il évoluait à Cannes, le milieu de terrain français, âgé de vingt ans, rejoint le club londonien en même temps que l'ex-strasbourgeois Rémi Garde et l'entraîneur français Arsène Wenger, dont l'arrivée est prévue fin septembre (*Le Monde* du 15 août).

P. J.

## CARNET

## Décès

« Ses nombreux amis, Et ses collègues du Musée des Antiquités nationales, s'associent à la douleur de la famille de

**Dominique BUISSON**, préhistorien,

disparu à l'âge de trente-huit ans, le 13 août 1996, non loin du chantier archéologique de Brassempouy, auquel il a tant donné.

Il se joindront à la famille, le 16 août, à 14 h 30, à l'église d'Ussat.

— Pierre Kellner et Marie-Martin Amand, ses enfants, Anne Kellner et Boris Brehm, David Kellner, ses petits-enfants, Arthur Brehm, son arrière-petit-fils, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> veuve Carol KELLNER**, née Madeleine BABY,

survenue le 13 août 1996, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Les obsèques auront lieu le lundi 19 août.

On se réunira à 14 h 45, à l'entrée principale du cimetière parisien de Pantin.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

## Messes anniversaires

— A l'occasion du bicentenaire de la mort de

**Jean-François HACHE**, (1736-1796), ébéniste à Grenoble,

une messe sera dite lundi 19 août 1996, en la cathédrale Notre-Dame de Grenoble, à 11 heures.

Nous rappelons également à votre souvenir la mémoire de son père,

**Pierre HACHE**, (Grenoble 1705-1776), et de son grand-père,

**Thomas HACHE**, (Toulouse 1664 - Grenoble 1747). Ils furent, tous trois, ébénistes de Mgr le duc d'Orléans.

De la part des amis des Hache.

## Anniversaires de décès

— Il y a dix ans, le 15 août, décédait accidentellement

**Christian GAY**, pilote de l'Aéronavale.

souvenez-vous.

**Le docteur Yvette RUBSCHMANN**

a quitté ses amis, il y a trois ans.

Son amie Sabine Zlatin pense toujours à elle et prie ses amis d'avoir une pensée le 16 août.

— Il y a vingt ans, le 15 août 1976,

**André VOISIN**

nous quitte.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui.

## Conférences

**DROITS DE L'HOMME**

Cours par correspondance, en langue française, proposés par le

Centre d'études et de débats internationaux. Renseignements et inscriptions (uniquement par correspondance) au :

**CEDL**, 6, route de Trèves, Building B, L-2633 Senningerberg, Luxembourg.

## CARNET DU MONDE

21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

Renseignements : 42-17-29-94 ou 29-96 ou 38-42

Télécopieur : 42-17-21-36

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 105 F

Abonnés et actionnaires ..... 95 F

Thèses étudiants ..... 65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en italique sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

**Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.**

مكتبة من الأصل



● **L'Isle-sur-la-Sorgue**  
(Vaucluse), trois cents exposants  
du jeudi 15 au dimanche 18 août.





# CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 16 AOÛT 1995

**ROCK** Du 16 au 18 août, La Route du rock de Saint-Malo propose une promenade dans la pop britannique. Installé dans le fort de Saint-Père, ce jeune festival est parrainé par Bernard Lenoir, animateur sur France Inter de l'émission « L'Inrockuptible ».

● PARMi les dix-huit groupes proposés, The Divine Comedy, avec ses trouvailles baroques, Placebo, les

protégés de David Bowie, Fun Lovin' Criminals et ses trois rappeurs new-yorkais, Manic Street Preachers et Garbage, le groupe qui monte.

● ATTENDU avant la parution, début septembre, de son nouvel album, *Coming Up*, le groupe Suede revient à la pop britannique, incarnée aujourd'hui par Blur ou Oasis. Encensé par le New

*Musical Express* et la *Melody Maker*, les deux bibles musicales anglaises, le premier simple extrait de cet album laisse prévoir une belle rentrée pour ce groupe volontiers glamour.

## A Saint-Malo, Suede vient reprendre l'héritage de la britpop

Le quatuor londonien, qualifié d'« outrageous » pour ses références multiples au sexe et à la drogue, a été menacé de disparition dès son deuxième essai. Sa renaissance, annoncée pour septembre avec le nouvel album « Coming Up », commence au festival La Route du rock

LAMINÉ, croyait-on, par le départ d'un excellent guitariste et la versatilité des modes, Suede, fort du succès de *Trash*, son nouveau simple, ouvrira à Saint-Malo, vendredi 16 août, le festival La Route du rock, dans la peau d'un possible favori de la prochaine rentrée musicale.

Quand les historiens s'occupent de dater la renaissance du rock britannique du milieu des années 90, il est peu probable qu'ils s'arrêteront à la bataille engagée par les groupes Blur et Oasis pour la suprématie de la pop anglaise (ou britpop). Ils s'attacheront plus sûrement au mois de mai 1992 et à la sortie de *The Drowners*, premier single de Suede, groupe londonien mené par Brett Anderson, dandy androgyne qui se proclamait « bisexuel n'ayant pas eu d'expérience homosexuelle ». L'arrogance théâtrale de cette chanson, la manière du chanteur d'assumer l'ambivalence de son sex-appeal, sa conscience extrême de l'héritage rock insulaire (particulièrement la période glamour de David Bowie, Marc Bolan et Bryan Ferry) donnaient le signal de la reconquête d'un territoire occupé alors par le grunge américain depuis l'avènement de Nirvana. Pendant un an, l'attention de la presse britannique se polarisa sur les exploits de ce quatuor, volontiers qualifié d'« outrageous » pour ses références multiples au sexe et à la drogue.

**LES DISPUTES DU TANDÈM**  
En mars 1993, le premier album éponyme, mélange immature de poses exaspérées et de mélodies flamboyantes, triomphait outre-Manche. A la manière du tandem Morrissey-Johnny Marr au sein des Smiths dans les années 80, l'alchimie entre le maniérisme vocal de Brett Anderson, magnifiant la banalité du quotidien comme les frustrations adolescentes, et les envolées de son guitariste, Bernard Butler, semblait l'atout principal du groupe. Quelques mois plus tard, l'effervescence de la « suedemania » donnait ses premiers signes d'essoufflement. Peut-être se fatiguaient-ils de la grandeur autoproclamée de ces jeunes gens écrasés par leur désir de vedettariat ? Des déchirements internes minaient aussi le potentiel du groupe. Les hebdomadaires musicaux britanniques relevaient minutieusement les disputes entre Brett Anderson et Bernard Butler, prima donna en

bisbille. Avant la fin de l'enregistrement du deuxième album, *Dog Man Star*, le guitariste claqua la porte, laissant Suede devant un avenir pour le moins incertain. Le remplacement de Butler par un lycéen de dix-sept ans, Richard Oakes, ne faisait rien pour atténuer les sarcasmes. Ce disque de qualités indéniables, ce disque mélancolique, aux orchestrations voluptueuses, sera un échec commercial, sa promotion étant perturbée par cette atmosphère de débandade.

Aujourd'hui, le groupe a décidé d'exorciser ses vieux démons. Augmenté d'un cinquième musicien, le pianiste Neil Codling, Suede mettra tout de même près de deux ans à retrouver ses marques. Le temps d'observer de nouveaux groupes britanniques s'engouffrant dans la brèche qu'ils avaient ouverte et les remplacer en haut de l'affiche.

Le chanteur revendique fièrement ce parrainage : « Nous sommes à l'origine de ce mouvement. Il a été facile pour ces groupes de suivre notre modèle. A

nos débuts, nous essayions de chanter les petites vies anglaises perturbées à destination du public de Pearl Jam et Nirvana. Nous avons enfoncé une porte. Sans doute n'avons-nous pas inventé la britpop - les Beatles, Bowie, les Kinks l'ont fait bien avant nous -, mais notre rôle a été déterminant pour sensibiliser à nouveau l'oreille des gens à la musique britannique. » Il

prend aussi grand soin de se démarquer d'une filiation parfois encombrante. « Nous avons tenu à nous mettre à l'écart de cette mode. L'excitation passée, les gens se rendront vite compte du ridicule de beaucoup de ces groupes. Certains ont suivi notre chemin, mais personne ne nous a remplacés. » En effet, l'impressionnante réussite d'Oasis, de Blur ou de Cast, si elle

fait la part belle à l'anglocentrisme, a surtout imposé la culture des lads, ces histoires de mecs plus préoccupés par les pubs et les stades de football que par l'ambiguïté de leur sexualité. Pulp, le groupe de Jarvis Cocker, est l'un des seuls à avoir laissé parler une part de féminité.

**REACTION D'ORGUEIL**

Les doutes de la critique et cette concurrence acharnée auront provoqué, en tout cas chez Suede, une saine réaction d'orgueil : *Trash*, simple annonceur d'un troisième album intitulé *Coming Up*, attendu pour septembre, est déjà sur toutes les lèvres outre-Manche. Signe de ce retour en force, le *New Musical Express* et le *Melody Maker*, les deux bibles musicales locales, l'ont élu simultanément « single of the week », simple de la semaine. Rien dans la musique n'a changé fondamentalement. La guitare de Richard Oakes s'emballe avec la même ardeur que celle de Bernard Butler. Tous jours obsédés par la figure de David Bowie, la voix de Brett tutoie

un peu plus les aigus dans cette romance électrique où des amoureux, en souvenir d'Oscar Wilde, se roulent dans le caniveau et regardent les étoiles. Le reste de l'album partagera ce même souci d'efficacité. « Ce disque contient les chansons les plus directes que nous ayons jamais écrites, affirme Brett Anderson. Nous en tirons au moins cinq ou six singles, *The Beautiful Ones*, *Lazy*, *Saturday Night*, *Film Star*. Le précédent était très noir, celui-ci est tranchant comme une revanche. »

Stéphane Davet

\* La Route du rock, du 16 au 18 août. Le 16 : Suede, Sleepers, Compulsion, The Longpigs, The Wannadies, Octopus, Spring. Le 17 : The Divine Comedy, The Bluetones, The Frank and Walters, Sylvain Vannot, 60st Dolls, Jack Sparkeyhorse. Le 18 : Garbage, Fun Lovin' Criminals, Ruby, Weezer, Placebo, Diabolo Gun, Solar Race, 10 bis, boulevard de Sébastopol, 35000 Rennes. Tél. : (16) 99-31-23-23.

### Un festival désormais bien installé

Créé en 1991 par Rock Tympanis, association de jeunes amateurs de rock, La Route du rock a fait ses premiers pas de manière informelle en organisant des concerts « off » au cours du Festival de la maison des associations de Saint-Malo. Il s'agissait alors de faire entendre des groupes encore peu connus, notamment ceux qui constituaient la mode de la *touching pop*, aujourd'hui éteinte.

Depuis, La Route du rock, festival proche dans ses choix esthétiques de ceux de Bernard Lenoir, l'animateur de « L'Inrockuptible » sur France-Inter, s'est recentré sur la britpop, la pop anglaise. Durant trois jours, dix-huit groupes, dont le Français Sylvain Vannot, se succéderont sur une scène installée à l'intérieur d'un fort du XVIII<sup>e</sup> siècle construit sur les plans de Vanhan, à Saint-Père, sur l'axe Rennes-Saint-Malo. Un parc de 19 hectares a été aménagé pour permettre aux spectateurs de camper. En 1995, ils étaient environ quatre mille à applaudir les trouvailles de ce festival désormais bien installé dans le paysage rock.

## La course à la gloire d'Evgueni Kissine, virtuose créateur du piano

**RÉCITAL EVGUENI KISSINE.** *Chaconne*, de Johann Sebastian Bach, transcrite pour piano par Ferruccio Busoni ; *Rantaisie* op. 17, de Robert Schumann ; *Sonate* op. 27 n° 2 « Clair de lune », de Ludwig van Beethoven ; *Harmonies du soir*, *Chasse neige*, *Feux follets* et *Wilde Jagg*, de Franz Liszt. GROSSES FESTSPELHAUS, 13 août, 21 heures. Prochain récital, le 21, Maurizio Pollini (piano).

**SALZBOURG**  
de notre envoyé spécial

Tendu, peut-être même renfrogné, Evgueni Kissine se propulse vers le grand Steinway qui l'attend sur la scène de la Grande Maison du Festival. Il salue comme un militaire prussien ; ses cheveux frisés forment une crinière qui le fait étrangement ressembler à Anton Rubinstein (1829-1894), le Saint-Saëns russe, considéré en son temps comme l'égal de Franz Liszt. Invité de Salzbourg, où il triompha dans un récital Chopin en 1994, Kissine est un phénomène. Né en 1971, à Moscou, il entra dans la vie musicale par un coup d'éclat. En 1984, il enregistrait en public les deux concertos de Chopin, dans la grande salle du Conservatoire Tchaïkovski de la capitale soviétique. En quelques se-

maines, ce bambin était adoubé par ses collègues les plus illustres.

Cette admiration ne s'est pas démentie depuis. Lorsque deux pianistes se rencontrent aujourd'hui, ils parlent invariablement de Sviatoslav Richter (« *Refouera-t-il ?* »), de Martha Argerich (« *Donnera-t-elle à nouveau des réchats ?* ») et de Kissine (« *As-tu entendu son dernier disque ?* »). La mort de Vladimir Horowitz, de Rudolf Serkin, de Claudio Arrau, d'Arturo Benedetti Michelangeli, d'Emil Gilels, de Glenn Gould, de Guiomar Novaes, de Shura Cherkassky, de Wilhelm Kempff et d'Arthur Schnitzler a privé, en moins de vingt ans, la musique d'artistes qui manquent cruellement à notre époque et a laissé un trou dans la génération des 65-80 ans - Alfred Brendel et Alicia de Larrocha sont les seules célébrités en activité dans cette tranche d'âge.

**QUAND L'INTERPRÈTE DÉPASSE SON SUJET**

Le pas de course de Kissine pour arriver au piano n'est pas celui d'un conquérant, mais bien d'un jeune homme qui va devoir deux heures durant être à la hauteur de sa propre gloire et de ses investissements publicitaires de ses trois maisons de disques (à Deutsche Grammophon et RCA il faut ajouter Sony). Il ouvre son récital par la *Chaconne* pour violon seul transcrite pour piano par Ferruccio Busoni. La moins réussie des nombreuses transcriptions du pianiste compositeur : elle trahit totalement l'esprit

de l'original en niant le dessin des lignes et le défi lancé par Bach au violon, un instrument dont l'essence n'est pas polyphonique, mais mélodique. Même si l'on peut regretter que Kissine ne joue pas celle de Brahms pour la main gauche seule, son intelligence instrumentale éclaire les lignes (Busoni abuse des octaves et des grands accords) en les enregistrant comme si l'original était pour orgue. Il orchestre le piano et trouve dans une dynamique qui va du *piu mosso* impalpable mais toujours timbré au *fortissimo*, certes parfois un peu excessif, la manière d'un virtuose créateur. Pour une fois, un interprète dépasse son sujet.

L'œuvre qui suit est d'une tout autre stature. La *Rantaisie* op. 17 de Schumann est un pic dangereux de la littérature musicale. Très peu de pianistes en ont surmonté les difficultés. Récemment, une revue a comparé une trentaine de versions discographiques à l'aveugle : une hécatombe dont Nelson Freire (1 CD Alpha), Martha Argerich (1 CD EMI) et Claudio Arrau (1 CD Philips) sont sortis vainqueurs. Le disque de Kissine n'était pas encore sorti (RCA). Aurait-il fait partie des élus ? A Salzbourg, le pianiste est resté aux portes du paradis des schumanniens : sonorité magnifique, allure grandiose, doigts impeccables, il articule trop la ligne de chant et lui donne une couleur scintillante. Trop pianiste, pas assez poète, il se laisse submerger par une émotion qu'on peine à partager et ne projette

pas assez son interprétation ; elle reste prisonnière d'un piano qu'il ne réussit pas à nous faire oublier. Un piano somptueux, superbement maîtrisé - encore que l'on ne soit pas certain que Kissine n'ait pas arrangé les dernières lignes du second mouvement de façon à les jouer sans crainte de tomber à côté, mais il les a jouées si vite, trop vite, qu'on n'a pas entendu nettement ce qu'il faisait. Du coup, la tension accumulée durant tout le mouvement tombait à plat.

**VERS DES RÉGIONS DÉPEUPLÉES**

De la *Sonate* « Clair de lune », on n'aura retenu que la maîtrise absolue des résolutions du piano dans le premier mouvement. Le deuxième mouvement était maîtrisé et affecté, et le finale, joué beaucoup trop vite, négligeait la valeur harmonique des arpegges, brisés à force de les considérer comme des figures de rhétorique pianistique. En revanche, les quatre études de Liszt qui terminaient ce récital nous ont entraînés vers des régions dépeuplées. Quel pianiste peut aujourd'hui atteindre une telle immatérilité dans ce qui est si difficile à surmonter ? Argerich et Freire sans aucun doute, Ivo Pogorelich peut-être, quand il oublie de s'arrêter. Le piano de Kissine approche alors cette transcendence qui met en relation directe l'esprit de l'interprète avec la musique, qu'il ranime à la vie.

Alain Lompech

## Des rencontres philosophiques au cœur des Corbières

Les éditions Verdier organisent pour la deuxième année un « Banquet du livre » dans le village de Lagrasse (Aude)

**LAGRASSE**  
de notre envoyé spécial

Le village moyenâgeux de Lagrasse (Aude), au cœur des Corbières, organise pour la seconde fois son Banquet du livre, jusqu'au 18 août. Il place au centre de la table la philosophie, non pour céder à une mode récente, mais dans la logique de l'ancrage, doublement historique, des éditions Verdier dans la commune : par la participation de ses fondateurs aux luttes viticoles des années 70 et par ce qu'ils y ont publié depuis leur installation sur place il y a dix-sept ans. Les manifestations ont été rassemblées cette année sous l'intitulé « Des plaisirs ». Un pluriel de manquement délicat qui suggère une circulation entre l'idée d'une fête villageoise célébrant un terroir et ce qui est de l'ordre du territoire, celui de Platon (le *Phèdre*), Epicure et Lucrèce (Chant IV), ces derniers considérés à la fois comme opposants, et comme amuse-gueule.

Le point chargé d'assurer la circulation entre les deux pôles du dispositif existe depuis le XII<sup>e</sup> siècle. Il est piétonnier, et prête son dos d'âne à ce rôle pas seulement symbolique. Sur sa rive droite (celle du

village) des ateliers de philosophie, la rédaction d'un journal quotidien et les nombreuses tentatives qui résistent aux « plaisirs d'ici » (pétanque, rugby, chasse et vins), abordés au long de la rambade entre l'école du village et le stand de dégustation des corbières. Sur sa rive gauche (celle de l'abbaye), autour d'une librairie-café, se dispense la parole diurne de philosophes, de poètes, d'écrivains sous le pin centenaire d'un cloître. Une propédeutique à celle, nocturne et magistrale, de la cour d'honneur.

**SE METTRE EN APPÉTIT**

« Le Banquet du livre est vertébré à partir de la philosophie. Si la philosophie peut se résumer à l'idée d'enseignement, le village, par sa dimension, idéale, ressemble à une classe », dit Gérard Bobillier, qui dirige les éditions Verdier. Et il affiche la continuité entre son engagement politique au sein de la Gauche prolétarienne, après 1968, et la publication de textes fondateurs de la pensée hébraïque ou islamique dans le compagnonnage « vigilant » de philosophes contemporains. « On pense toujours soulever le pesant voile de nuit de la politique ordinaire,

s'arracher à l'opinion » et « examiner dans le paysage hexagonal, pour trier un, deux, trois Lagrasses ». Il entend préserver cet « esprit d'homme », dans lequel il verrait bien l'an prochain les « gars du Chirpas », parce qu'il s'agit de la « dernière grande lutte néoplatonicienne dans le monde, celle de gens qui ne veulent pas le pouvoir, seulement le soulèvement des consciences ».

Le renversement - philosophique - du monde nécessite quelques

points d'appui. Le premier passe par les ateliers de philosophie. Moins convenus que les cafés, les ateliers préparent aux concepts qui seront maniés sur l'autre rive. Plus risqué, un atelier pour enfants, partagé entre visiteurs et locaux, où les douze-treize ans font montre d'une vivacité et d'une maturité surprenantes. Ils en reviennent, mûmurent-on au village, porteurs de questions dérangeantes pour les parents à l'heure du journal télévisé. Autre

point d'appui : *Corbières matin*, magazine quotidien de haute tenue, qui balaie les genres journalistiques tout en accordant à la philosophie une place sans précédent. On comprendra que Lagrasse acquière une propension à philosopher de tout. De Fun des intervenants au débat sur le rugby, Pierre Villepreux (ancien capitaine de l'équipe de France), on entendra : « Il est platonicien : il essaie de faire rentrer dans le sensible quelque chose qu'il a conçu dans l'intelligible. » Car les « plaisirs d'ici » ne résistent pas toujours à la philosophie, même lorsque la table est offerte aux recettes d'un Manuel Vasquez Montalban.

L'idée du banquet n'est en rien de rassasier, mais bien de mettre en appétit pour le souper du soir, autour d'une table habillée de blanc sur une estrade, pour une mise en scène de la parole, dans les graves résonances que lui prête l'obscurité. Survolés par les chauve-souris en place de chouettes (un signe que les Grecs n'auraient pas manqué d'interroger), Jean-Claude Milner, Christian Jambet et Benzy Lévy, « compagnons de pensée et non pas de route » des éditions Verdier

(« On ne sait plus sur quelle route se diriger ») ne conviennent que d'une chose : vivre une époque platonicienne. Pour le reste, les voies divergent entre l'impossibilité du plaisir et la nécessité de faire la guerre (à Socrate).

Ne demeure alors aux festivières, repassant l'antique pont qui devrait les conduire vers la mise en œuvre de la pensée, que la dégustation d'un dernier alcool fort. La projection sur la rambade de la réalisation quotidienne de l'atelier vidéo (dirigé par Stéphane Gatti et Michel Séonnet) le propose distillé sur place et dans la journée.

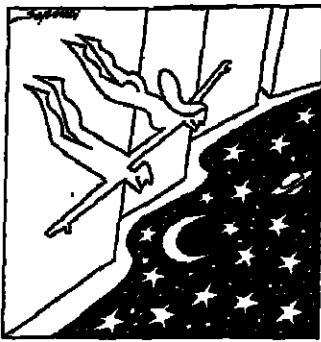
Sous le titre magistral « Ceci n'est pas de la philosophie », et dans la mouvance du Godard des années 70, leur exercice ne cherche rien d'autre qu'à vérifier les rapports contre nature de la philosophie et de l'image. C'est assez pour rejoindre le parti de l'insolence, celui sans lequel le jour ne saurait se lever une nouvelle fois sur le Banquet de Lagrasse.

Jean-Louis Perrier

\* Banquet du livre, rens. : 68-24-05-75.

## Chorégraphies urbaines

Un parcours musical inventé par Jean-François Duroure pour La Villette



LES PARCOURS réussissent à l'établissement public du parc de La Villette. Ses responsables en ont organisé un nouveau sur le site ce 15 août.

La soirée débutera à 20 heures par une parade d'ambulateurs, le « Tour de transe », première des trois séquences inventées par le chorégraphe Jean-François Duroure, chargé de la partie visuelle et des mouvements de ce projet. De la Prairie du cerle nord partent une soixantaine de danseurs issus de la culture hip-hop et une vingtaine de percussionnistes du groupe caribéen parisien Pan à Panama. A 22 heures, un dispositif scénique de l'École Alphabétique, groupe de graffiteurs urbains, accueillera « Hétérotopies », le livre des

villes, une chorégraphie pour vingt danseurs, résultat d'une collaboration entre Jean-François Duroure et le saxophoniste David Murray. L'argument est ainsi résumé : « C'est de la jungle dans les villes, parodie des rituels de la société moderne, déclinisme du bestiaire humain... » Dans le groupe de Murray, Craig Harris, Andrew Cyrille et James Spaulding devraient titiller les fous du jazz. A 23 h 30, « Zone Land » conclura cette soirée sous la forme d'une parade de nuit en partance vers la Fontaine aux lions, avec pyrotechniques diverses, danses et musiques improvisées.

\*Parc de La Villette, 211, avenue Jean-Jaures, Paris 19°. M° Porte-de-Pantin. Tél. : 40-03-75-03.

## UNE SOIRÉE À PARIS

Christian Vander Trio  
Le batteur Christian Vander y est le plus proche de ce jazz coltraneien qui a amené à la musique. Et les musiciens qui jouent avec lui partagent sa vision intérieure et profondément musicale : Philippe Dardelle à la contrebasse et Emmanuel Bonghi au piano. *Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 19°. M° Châtelet. 22 heures, les 15, 16 et 17. Tél. : 40-26-46-60. 78 F.*

Grupo Madera, La Familia Valera Miranda  
Les musiciens cubains font les belles heures de l'été français. Comme leurs confrères brésiliens, ces Afro-Américains de la zone sud peuvent offrir le pire (la contrebasse, comme le groupe Carapichico, lanterne rouge des tubes finis par la pub et les chaînes de télévision en 1996) et le meilleur (un concert mémorable de

Gilberto Gil au Hot Brass début août). La Familia Valera Miranda est à ranger au rayon des imperdables de l'été, le talent que ces enfants, parents, cousins, oncles, etc., mettent à chanter la trova, la romance cubaine, étant d'une délicatesse rare. Pour danser, on remettra son sort entre les mains des joyeux éternuements vénézuéliens de Madera, déjà habitués à Paris et à ses humeurs « latinos ».

— Grupo Madera, *de La Jota, 105, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 10°. M° République. 23 heures, les 15 et 16 août. Tél. : 42-02-20-52. 80 F et 100 F et au New Morning le 17 août. Tél. : 45-23-51-41.*  
— La Familia Valera Miranda, *de La pécunia Makara, quai Malaquais-Port des Arts, Paris 6°. 21 heures, les 15 et 16. Tél. : 44-07-35-26.*

## ART

Une sélection des expositions à Paris, en Ile-de-France et en province

### PARIS

Francis Bacon  
Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 5<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris 75°. M° Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 14 octobre. 45 F.

Jérôme Borel  
Carré des arts, parc floral de Paris, bois de Vincennes, esplanade du château, Paris 12°. M° Châteaude-Vincennes, bus 112 et 46. Tél. : 43-65-73-92. De 10 h 30 à 13 heures et de 14 heures à 18 heures, tous les jours sauf lundi et mardi. Jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre. 10 F (hors d'entrée du parc).

Damien Carasso  
Pavillon des Bercy, parc de Bercy, face au 34-35, rue Paul-Bernard, Paris 12°. M° Bercy. Tél. : 44-67-04-88. De 12 heures à 18 h 30. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre. Entrée libre.

Calder  
Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16°. M° Alma-Marceau. Tél. : 53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche de 10 heures à 18 h 45. Ouverture exceptionnelle le 15 août de 13 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 6 octobre. 40 F.

De Buys à Tröckel...  
dessins contemporains du Kunstverein de Biele Centre Georges-Pompidou, Musée national d'Art moderne, 4<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris 75°. M° Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 30 septembre. 35 F.

Global-Tekno 2  
Passage de Retz, 9, rue Charlot, entrée 5, rue Pastourelle, Paris 3°. M° Filles-du-Calvaire. Tél. : 48-04-37-99. De 12 heures à 21 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 15 septembre. 25 F.

L'informe : mode d'emploi  
Centre Georges-Pompidou, galerie Sud, mezzanine, place Georges-Pompidou, Paris 75°. M° Rambuteau. Tél. : 44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 26 août. 27 F.

Claude Lévêque, Beat Streuli, Georges Tzouli

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16°. M° Alma-Marceau. Tél. : 53-67-40-00. De 10 heures à

17 h 30 ; samedi et dimanche jusqu'à 18 h 45. Ouverture exceptionnelle le 15 août de 13 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 22 septembre. 27 F.

Masques  
Musée Dapper, 50, avenue Victor-Hugo, Paris 16°. M° Victor-Hugo. Tél. : 45-00-07-50. De 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 septembre. 20 F.

Matisses  
Fondation Mona Bismarck, 34, avenue de New-York, Paris 16°. M° Trocadéro. Alma-Marceau, bus 72, 94. Tél. : 47-23-38-88. De 10 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche ; lundi. Jusqu'au 7 septembre. Entrée libre.

Un siècle de sculpture anglaise  
Galerie nationale du Jeu-de-Paume, place de la Concorde, Paris 1<sup>re</sup>. M° Concorde. Tél. : 42-60-69-69. De 12 heures à 19 heures ; samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures ; mardi jusqu'à 21 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 15 septembre. 35 F.

### ILE-DE-FRANCE

Bruton, Masson, Tzara dans le Fonds Paul-Éluard  
Musée d'Art et d'Histoire, 22 bis, rue Gabriel-Péri, 93 Saint-Denis. Tél. : 42-43-05-10. De 10 heures à 17 h 30 ; dimanche de 12 heures à 14 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 16 septembre. 20 F.

Symbolistes et Nabis, Maurice Denis et son temps  
Musée départemental du Prieuré, 2 bis, rue Maurice-Denis, 78 Saint-Germain-Laye. Tél. : 39-73-77-07. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 18 h 30. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 29 septembre. 35 F.

### PROVINCE

Angers  
Anthony Caro  
Musée des Beaux-Arts, 10, rue du Musée, 49 Angers. Tél. : 41-88-64-63. De 9 heures à 18 h 30. Jusqu'au 26 octobre. 10 F.

Antibes  
1946, l'art de la reconstruction  
Musée Picasso, château Grimaldi, place Mariéjol, 06 Antibes. Tél. : 92-90-54-20. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 30 septembre. 20 F.

Beaumont-du-Lac  
Michel Paysant, Marie Sester  
Centre d'art contemporain de Vassivière, Ile de Vassivière, 87 Beaumont-du-Lac. Tél. : 55-69-27-27. De 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 septembre. 15 F.

Jacqueline Salmon  
Centre d'art contemporain de Vassivière, petit théâtre, Ile de Vassivière, 87 Beaumont-du-Lac. Tél. : 55-69-27-27. De 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 septembre. 15 F.

Philippe Cogné  
Musée des Beaux-Arts, salle blanche, 10, rue Georges-Clemenceau, 44

Nantes. Tél. : 40-41-65-65. De 10 heures à 18 heures ; vendredi jusqu'à 21 heures ; dimanche de 11 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 septembre. Entrée libre.

BNM  
Jean Fautrier  
Musée national Fernand-Léger, 15, chemin du Val-de-Pomme, 06 Biot. Tél. : 92-91-50-30. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 septembre. 36 F (donnant accès au musée).

Bordeaux  
La Grèce en révolte, Delacroix et les peintres français, 1815-1848  
Galerie des Beaux-Arts, place du Colonel-Raynal, 33 Bordeaux. Tél. : 56-10-16-33. De 10 heures à 12 h 30 et de 12 h 30 à 18 heures ; nocturnes mercredi de 21 heures à 23 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 8 septembre. 20 F.

Annette Messager  
CAPC-Musée d'Art contemporain-Entrepôt, 7, rue Ferrère, 33 Bordeaux. Tél. : 56-44-16-35. De 12 heures à 19 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 29 septembre. 30 F.

Issouire  
Yan Pei-Ming  
Centre culturel Pomel, place de Verdun, 60 Issouire. Tél. : 73-89-07-17. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 octobre. 10 F.

Limoges  
Michel François  
Espace FRAC Limousin, les Coopérateurs, Impasse des Chénas, 87 Limoges. Tél. : 55-77-08-98. De 12 heures à 19 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 18 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 28 septembre. 10 F.

Pierre Giliard et l'expérience de la modernité, 1900-1912  
Musée Cantini, 19, rue Grignan, 13 Marseille. Tél. : 91-54-77-75. De 11 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 29 septembre. 15 F.

Musée de la Mode, Espace mode Méditerranée, 11, la Canebière, 13 Marseille. Tél. : 91-56-59-57. De 12 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 15 octobre. 15 F.

HERMÈS  
L'art au corps  
Musée d'Art contemporain, galeries contemporaines, 69, avenue d'Italie, 13 Marseille. Tél. : 91-25-01-07. De 11 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 15 octobre. 15 F.

Garouste/Garouste et Bonetti  
Abbaye Saint-André, centre d'art contemporain, 19 Meymac. Tél. : 55-95-23-30. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 5 octobre. 25 F.

WATERS  
Philippe Cogné  
Musée des Beaux-Arts, salle blanche, 10, rue Georges-Clemenceau, 44

Nantes. Tél. : 40-41-65-65. De 10 heures à 18 heures ; vendredi jusqu'à 21 heures ; dimanche de 11 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 septembre. Entrée libre.

BNM  
Jean Fautrier  
Musée national Fernand-Léger, 15, chemin du Val-de-Pomme, 06 Biot. Tél. : 92-91-50-30. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 septembre. 36 F (donnant accès au musée).

Bordeaux  
La Grèce en révolte, Delacroix et les peintres français, 1815-1848  
Galerie des Beaux-Arts, place du Colonel-Raynal, 33 Bordeaux. Tél. : 56-10-16-33. De 10 heures à 12 h 30 et de 12 h 30 à 18 heures ; nocturnes mercredi de 21 heures à 23 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 8 septembre. 20 F.

Annette Messager  
CAPC-Musée d'Art contemporain-Entrepôt, 7, rue Ferrère, 33 Bordeaux. Tél. : 56-44-16-35. De 12 heures à 19 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 29 septembre. 30 F.

Issouire  
Yan Pei-Ming  
Centre culturel Pomel, place de Verdun, 60 Issouire. Tél. : 73-89-07-17. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 octobre. 10 F.

Limoges  
Michel François  
Espace FRAC Limousin, les Coopérateurs, Impasse des Chénas, 87 Limoges. Tél. : 55-77-08-98. De 12 heures à 19 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 18 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 28 septembre. 10 F.

Pierre Giliard et l'expérience de la modernité, 1900-1912  
Musée Cantini, 19, rue Grignan, 13 Marseille. Tél. : 91-54-77-75. De 11 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 29 septembre. 15 F.

Musée de la Mode, Espace mode Méditerranée, 11, la Canebière, 13 Marseille. Tél. : 91-56-59-57. De 12 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 15 octobre. 15 F.

HERMÈS  
L'art au corps  
Musée d'Art contemporain, galeries contemporaines, 69, avenue d'Italie, 13 Marseille. Tél. : 91-25-01-07. De 11 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 15 octobre. 15 F.

Garouste/Garouste et Bonetti  
Abbaye Saint-André, centre d'art contemporain, 19 Meymac. Tél. : 55-95-23-30. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 5 octobre. 25 F.

WATERS  
Philippe Cogné  
Musée des Beaux-Arts, salle blanche, 10, rue Georges-Clemenceau, 44

Nantes. Tél. : 40-41-65-65. De 10 heures à 18 heures ; vendredi jusqu'à 21 heures ; dimanche de 11 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 septembre. Entrée libre.

BNM  
Jean Fautrier  
Musée national Fernand-Léger, 15, chemin du Val-de-Pomme, 06 Biot. Tél. : 92-91-50-30. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 septembre. 36 F (donnant accès au musée).

Bordeaux  
La Grèce en révolte, Delacroix et les peintres français, 1815-1848  
Galerie des Beaux-Arts, place du Colonel-Raynal, 33 Bordeaux. Tél. : 56-10-16-33. De 10 heures à 12 h 30 et de 12 h 30 à 18 heures ; nocturnes mercredi de 21 heures à 23 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 8 septembre. 20 F.

Annette Messager  
CAPC-Musée d'Art contemporain-Entrepôt, 7, rue Ferrère, 33 Bordeaux. Tél. : 56-44-16-35. De 12 heures à 19 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 29 septembre. 30 F.

Issouire  
Yan Pei-Ming  
Centre culturel Pomel, place de Verdun, 60 Issouire. Tél. : 73-89-07-17. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 octobre. 10 F.

Limoges  
Michel François  
Espace FRAC Limousin, les Coopérateurs, Impasse des Chénas, 87 Limoges. Tél. : 55-77-08-98. De 12 heures à 19 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 18 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 28 septembre. 10 F.

Pierre Giliard et l'expérience de la modernité, 1900-1912  
Musée Cantini, 19, rue Grignan, 13 Marseille. Tél. : 91-54-77-75. De 11 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 29 septembre. 15 F.

Musée de la Mode, Espace mode Méditerranée, 11, la Canebière, 13 Marseille. Tél. : 91-56-59-57. De 12 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 15 octobre. 15 F.

Nantes. Tél. : 40-41-65-65. De 10 heures à 18 heures ; vendredi jusqu'à 21 heures ; dimanche de 11 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 septembre. Entrée libre.

BNM  
Jean Fautrier  
Musée national Fernand-Léger, 15, chemin du Val-de-Pomme, 06 Biot. Tél. : 92-91-50-30. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 septembre. 36 F (donnant accès au musée).

Bordeaux  
La Grèce en révolte, Delacroix et les peintres français, 1815-1848  
Galerie des Beaux-Arts, place du Colonel-Raynal, 33 Bordeaux. Tél. : 56-10-16-33. De 10 heures à 12 h 30 et de 12 h 30 à 18 heures ; nocturnes mercredi de 21 heures à 23 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 8 septembre. 20 F.

Annette Messager  
CAPC-Musée d'Art contemporain-Entrepôt, 7, rue Ferrère, 33 Bordeaux. Tél. : 56-44-16-35. De 12 heures à 19 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 29 septembre. 30 F.

Issouire  
Yan Pei-Ming  
Centre culturel Pomel, place de Verdun, 60 Issouire. Tél. : 73-89-07-17. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 octobre. 10 F.

Limoges  
Michel François  
Espace FRAC Limousin, les Coopérateurs, Impasse des Chénas, 87 Limoges. Tél. : 55-77-08-98. De 12 heures à 19 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 18 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 28 septembre. 10 F.

Pierre Giliard et l'expérience de la modernité, 1900-1912  
Musée Cantini, 19, rue Grignan, 13 Marseille. Tél. : 91-54-77-75. De 11 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 29 septembre. 15 F.

Musée de la Mode, Espace mode Méditerranée, 11, la Canebière, 13 Marseille. Tél. : 91-56-59-57. De 12 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 15 octobre. 15 F.

HERMÈS  
L'art au corps  
Musée d'Art contemporain, galeries contemporaines, 69, avenue d'Italie, 13 Marseille. Tél. : 91-25-01-07. De 11 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 15 octobre. 15 F.

Garouste/Garouste et Bonetti  
Abbaye Saint-André, centre d'art contemporain, 19 Meymac. Tél. : 55-95-23-30. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 5 octobre. 25 F.

WATERS  
Philippe Cogné  
Musée des Beaux-Arts, salle blanche, 10, rue Georges-Clemenceau, 44

Nantes. Tél. : 40-41-65-65. De 10 heures à 18 heures ; vendredi jusqu'à 21 heures ; dimanche de 11 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 septembre. Entrée libre.

BNM  
Jean Fautrier  
Musée national Fernand-Léger, 15, chemin du Val-de-Pomme, 06 Biot. Tél. : 92-91-50-30. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 septembre. 36 F (donnant accès au musée).

Bordeaux  
La Grèce en révolte, Delacroix et les peintres français, 1815-1848  
Galerie des Beaux-Arts, place du Colonel-Raynal, 33 Bordeaux. Tél. : 56-10-16-33. De 10 heures à 12 h 30 et de 12 h 30 à 18 heures ; nocturnes mercredi de 21 heures à 23 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 8 septembre. 20 F.

Annette Messager  
CAPC-Musée d'Art contemporain-Entrepôt, 7, rue Ferrère, 33 Bordeaux. Tél. : 56-44-16-35. De 12 heures à 19 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 29 septembre. 30 F.

Issouire  
Yan Pei-Ming  
Centre culturel Pomel, place de Verdun, 60 Issouire. Tél. : 73-89-07-17. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 octobre. 10 F.

Limoges  
Michel François  
Espace FRAC Limousin, les Coopérateurs, Impasse des Chénas, 87 Limoges. Tél. : 55-77-08-98. De 12 heures à 19 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 18 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 28 septembre. 10 F.

Pierre Giliard et l'expérience de la modernité, 1900-1912  
Musée Cantini, 19, rue Grignan, 13 Marseille. Tél. : 91-54-77-75. De 11 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 29 septembre. 15 F.

Musée de la Mode, Espace mode Méditerranée, 11, la Canebière, 13 Marseille. Tél. : 91-56-59-57. De 12 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 15 octobre. 15 F.

HERMÈS  
L'art au corps  
Musée d'Art contemporain, galeries contemporaines, 69, avenue d'Italie, 13 Marseille. Tél. : 91-25-01-07. De 11 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 15 octobre. 15 F.

Garouste/Garouste et Bonetti  
Abbaye Saint-André, centre d'art contemporain, 19 Meymac. Tél. : 55-95-23-30. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 5 octobre. 25 F.

WATERS  
Philippe Cogné  
Musée des Beaux-Arts, salle blanche, 10, rue Georges-Clemenceau, 44

Nantes. Tél. : 40-41-65-65. De 10 heures à 18 heures ; vendredi jusqu'à 21 heures ; dimanche de 11 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 septembre. Entrée libre.

BNM  
Jean Fautrier  
Musée national Fernand-Léger, 15, chemin du Val-de-Pomme, 06 Biot. Tél. : 92-91-50-30. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 septembre. 36 F (donnant accès au musée).

Bordeaux  
La Grèce en révolte, Delacroix et les peintres français, 1815-1848  
Galerie des Beaux-Arts, place du Colonel-Raynal, 33 Bordeaux. Tél. : 56-10-16-33. De 10 heures à 12 h 30 et de 12 h 30 à 18 heures ; nocturnes mercredi de 21 heures à 23 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 8 septembre. 20 F.

Annette Messager  
CAPC-Musée d'Art contemporain-Entrepôt, 7, rue Ferrère, 33 Bordeaux. Tél. : 56-44-16-35. De 12 heures à 19 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 29 septembre. 30 F.

Issouire  
Yan Pei-Ming  
Centre culturel Pomel, place de Verdun, 60 Issouire. Tél. : 73-89-07-17. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 octobre. 10 F.

Limoges  
Michel François  
Espace FRAC Limousin, les Coopérateurs, Impasse des Chénas, 87 Limoges. Tél. : 55-77-08-98. De 12 heures à 19 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 18 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 28 septembre. 10 F.

Pierre Giliard et l'expérience de la modernité, 1900-1912  
Musée Cantini, 19, rue Grignan, 13 Marseille. Tél. : 91-54-77-75. De 11 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 29 septembre. 15 F.

Musée de la Mode, Espace mode Méditerranée, 11, la Canebière, 13 Marseille. Tél. : 91-56-59-57. De 12 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 15 octobre. 15 F.

## CINÉMA

### NOUVEAUX FILMS

FAUX FRÈRES, VRAIS JUMEAUX  
Film américain d'Andrew Davis, avec Andy Garcia, Alan Arkin, Rachel Ticotin, Joe Pantoliano (1 h 52).  
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>re</sup> ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8<sup>e</sup> ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup>.

SÉLECTION  
VF : Paramount Opéra, dolby, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; Mistral, dolby, 14<sup>e</sup> (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14<sup>e</sup> (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27) ; réservation : 40-30-20-10 ; Pathé Wepler, dolby, 18<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, dolby, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10.

FREISCHUTZ  
Film franco-hongrois d'Ildiko Enyedi, avec Gary Kemp, Sadie Frost, Alexander Kaidanovsky, Peter Valli, Andor Lukats, Philippe Duclos (1 h 30).  
VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1<sup>re</sup>.  
INSTANT DE BONHEUR  
Film américain de James Foley, avec Al Pacino, Mary Elizabeth Mastrantonio, Jerry Barone, Patrick Borriello (1 h 30).

VO : Gaumont les Halles, dolby, 1<sup>re</sup> (40-39-99-40) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-59-83) ; Publicis Champs-Élysées, dolby, 8<sup>e</sup> (47-20-76-23) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81) ; Sept Parassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15<sup>e</sup> (45-75-78-79).





# Le Monde LIVRES

VENDREDI 16 AOÛT 1996

STEPHEN CRANE

Mort à vingt-neuf ans,  
ce jeune homme fiévreux  
a laissé des textes intenses  
et insurpassés.  
Avec lui, le témoignage  
devient œuvre d'art  
page 17

## Garbo, icône de nos désirs

Grâce  
à l'énorme  
et passionnante  
enquête  
de Barry Paris,  
déjà auteur  
d'une biographie  
de Louise Brooks, nous  
en savons à présent  
plus sur la Divine  
qu'elle n'en a jamais  
su elle-même

Hepburn, au visage de femme-enfant, de femme-chatte, et il concluait, avec les majuscules philosophiques de l'époque : « Le visage de Garbo est l'idée, celui de Hepburn est l'événement. »

Beauvoir et Barthes disent en fait la même chose, qui est psychologiquement complexe mais se dit couramment d'un mot simple : la sublimation. Le visage de Garbo serait une surface vierge sur laquelle les hommes et les femmes de ce siècle ont pu inscrire leurs désirs les plus archaïques, délivrés de leurs pulsions par le don que leur faisait l'écran d'une forme sublimée de l'amour.

Barry Paris, dans la première biographie sérieuse, intelligente et superbement informée consacrée à Garbo depuis sa mort en avril 1990, va beaucoup plus loin que cette idée, en bon historien du cinéma et

drogiste, depuis les Grecs anciens, a existé seulement dans l'esprit des humains. Il existait puissamment dans la tête de Greta Garbo, dès le temps où elle s'appelait encore Greta Jovisa Gustafsson et décida, à l'âge de sept ans, de devenir actrice, car jouer était sa passion : elle interpréterait tout à tour le chelk et la favorite et elle sauverait ainsi sa famille de l'humiliante misère d'un sombre quartier de Stockholm. Ni garçon manqué, ni fille-femme, elle était l'un et l'autre alternativement, simultanément, unique, le sachant, et perdue de solitude.

Ce fil tranchant de la solitude et de la singularité autant subies que décidées, Barry Paris le met au jour à chaque étape de sa vie. Il la raconte avec une minutie qui peut paraître maniaque, une abondance de détails qui ravissent les cinéphiles et les amateurs de « vérité biographique » quand il s'agit de stars. Garbo est la star des stars, le plus grand

mythe qu'il ait jamais fabriqué le septième art, Barry Paris la révèle en femme dévorée vive par son mythe, et qui, pour finir, en triomphe. Elle voulait jouer de grands rôles au cinéma, elle le fait. Elle voue quinze ans de sa vie à son image intangible sur celluloid, puis cinquante ans à préserver celle-ci en n'apparaissant plus jamais à l'écran. Elle abdique — à l'instar de la reine Christine de Suède qui ne voulait pas être mère — après l'échec de son film de 1941, *La Femme aux deux visages*, une banale comédie qui, semble-t-il, fut montée pour l'assassiner, car elle était trop indépendante pour les nababs de la Metro Goldwyn Mayer. Elle a gagné : génération après génération nous allons contempler son icône animée dans des films dont aucun n'est vraiment grand et beaucoup sont médiocres, et nous nous interrogeons sans fin sur le mystère en pleine lumière de son absolue photogénie, l'écoutant dire de sa grave voix à l'accent ensorcelant des phrases qui, pour la plupart, selon le mot de Kenneth Tynan, « étaient manifestement écrites pour précipiter la fin de la littérature ».



Garbo en 1932, au moment du tournage de « Mata-Hari »

Sur les tournages italiens, dans les années 70 encore, quand un machiniste, un technicien ou une vedette, homme ou femme, faisait des histoires, il y avait toujours quelqu'un pour lui dire : « Ma chi sei tu ? Greta Garbo ? Vaffanculo ! » Si fort était le mythe de la Divine — elle devait ce titre à son cinquième film muet américain, tourné par Victor Sjöström en 1928 —, que les hommes et les femmes avaient bien dû se défendre et laisser leur humeur terrestre la transformer en folle emmerdeuse, égocentrique, ermite mondain, phénix, inculte, un sphinx sans secret, sinon celui du vide. Ils la voulaient mystère, elle se fit mystérieuse. Actrice, androgyne fabuleux, elle disait à tous : « Comme tu me veux. » C'est le titre d'un de ses films, parading cette fois, de 1932, tiré de Pirandello, où elle joue le rôle d'une amnésique que deux hommes veulent remodeler à leur désir, et qui s'y prête : *As you desire me*, selon le titre américain.

Dans un article d'*Esquire*, en 1959, voulant expliquer au public américain la singularité et la nouveauté de Brigitte Bardot au cinéma, Simone de Beauvoir écrivait avec sa rudesse habituelle : « On appelle Garbo la Divine, Bardot est terre à terre. Le visage de Garbo avait une expression vague où l'on pouvait projeter n'importe quoi ; on ne peut rien projeter sur le visage de Bardot. [...] Elle les côtoie (les Français qui aiment alterner les envoies mystiques et la grivoiserie) et les oblige à être honnêtes avec eux-mêmes. Ils sont forcés d'admettre la grossièreté de leur désir, dont l'objet est très précis : ce corps, ces cuisses, ces fesses, ces seins. »

Au cinéma, Garbo n'a jamais montré son corps, elle le laissait deviner parfois, mais le plus souvent il était enfoui dans de lourds costumes. Elle doit sa gloire universelle à des gros plans où passent des frémissements légers sur son « visage de neige et de solitude ». Ainsi le voit Roland Barthes, qui est tout l'opposé de Beauvoir pour la délicatesse de sentiments. Dans l'une de ses *Mythologies* des années cinquante, après une nouvelle sortie de *La Reine Christine*, le film préféré de Garbo, tourné en 1932 alors qu'elle a vingt-sept ans pour l'éternité et qu'elle est au faite de sa beauté, il écrivait : « Le visage de Garbo représente ce moment fragile, où le cinéma va extraire une beauté existentielle d'une beauté essentielle, où l'archétype va s'effondrer vers la fascination de figures périssables, où la clarté des essences charnelles va faire place à une lyrique de la femme. » Barthes opposait, lui, les deux pôles de Garbo et d'André

## Un homme dans les ténèbres de l'Histoire

Kurt Vonnegut enferme un ancien agent double dans une cellule israélienne. Héros ou assassin ?

**NUIT NOIRE**  
(Mother Night)  
de Kurt Vonnegut  
Traduit de l'anglais - Etats-Unis -  
par Michel Pétris,  
10/18, « Domaine étranger »,  
286 p., 44 F.  
(Première parution,  
Le Sagittaire, 1976.)

On avait failli oublier Kurt Vonnegut junior. Ce qui aurait été plus que dommage, carément stupide. Mais avec le retour en fanfare de la mode des années 60 et 70, c'était la moindre des choses de retrouver aussi les artistes de l'époque, leur gentillesse pleine d'ironie, leur drôlerie sur fond de sagacité. Et Kurt Vonnegut, avec son allure d'Einstein géant, fait absolument partie de ceux-là. Voilà un style, une manière de raconter et de penser les choses qui, effectivement, appartenait à une époque où on aimait à la fois rire et réfléchir, refaire le monde et raconter des histoires, surprendre, étonner, déconnaître. On est plus glauque aujourd'hui.

Comme il le raconte souvent

dans les préfaces de ses livres — qu'il faut toujours lire —, sa vie personnelle n'a pas été très joyeuse. Sa mère se suicide en 1944, alors qu'il arrive en permission, pour la fête des mères justement. La nuit du 13 février 1945, il subit le bombardement de Dresde par les alliés alors qu'il fait partie de ces prisonniers de guerre anglais, américains et russes gardés par le dernier quartieron de soldats allemands, vieillards et adolescents sans espoir. Cent trente mille morts. Immédiatement oubliés et passés sous silence. Vingt ans plus tard, il fera de ce massacre des innocents un livre, *Abattoir 5*. Il s'élèvera toutefois contre ceux qui croient que cette expérience l'a marqué à jamais. Autres coups du sort, sa sœur aînée meurt d'un cancer foudroyant en ayant juste eu le temps d'apprendre, en lisant le journal, que son mari venait lui-même d'être tué dans un accident de train. Et Vonnegut aura toujours le sentiment lancinant de ne pas savoir ce qui serait advenu de cette

famille d'origine allemande si elle était restée à Francfort au temps d'Hitler, au lieu de s'installer à Indianapolis — et la vague crainte d'avoir pu être un nazi comme les autres...

*Nuit noire*, son troisième roman, écrit en 1966, est un peu le reflet de toutes ces absurdités, de toutes ces ambiguïtés. Un homme attend dans une cellule « le jugement — le jugement équitable — que rendra à [son] égard l'Etat d'Israël ». Un homme qui a « trop ou vertement servi le mal et trop clandestinement le bien, ce qui est le grand crime de son temps ». Howard Campbell Junior a été pendant la guerre un des plus grands propagandistes nazis. Un de ses garçons juifs est surpris : il est le seul qui ait mauvaise conscience. Howard va rencontrer Eichmann dans un couloir de leur prison commune, lui demandera s'il se sent responsable de la mort de six millions de juifs. « L'architecte d'Auschwitz » répondra : « Absolument pas », avant de s'enquérir de la nécessité

d'avoir ou pas un agent littéraire, et de lui confier qu'il lui aurait bien laissé quelques juifs morts s'il en avait besoin pour son livre à lui. Il n'est pas à un juif ou deux près.

Mais qu'est-ce qu'il fait dans cette cellule, Howard ? Alors qu'il a peut-être — sûrement même — été un agent double jouant gros et grave, grâce à celui qu'il appelle sa « bonne marraine la Fée », un de ces chefs mystérieux que l'on rencontre parfois dans les services secrets. Un agent double, un de ces héros de l'ombre qui ne seront jamais reconnus comme tels. Mais pourquoi ne dit-il rien ? Pourquoi surtout s'est-il rendu ? Et qu'écrit-il ? Son histoire, ce qu'il a cru, ce en quoi il a cru croire, ce qu'il a fait croire, ceux en qui il a cru. Et de quoi donc est-elle faite, son histoire ? D'amour, de trahison, de politique, de courage ? De tout cela, oui. Et d'une énorme dose d'absurdité teintée d'humour, une façon de rester froid devant la douleur. Et de la mort, forcément au bout. Et pour cela peu importe qu'il soit coupable ou pas. Pourtant, dit-il « Tout qu'il y a de la vie... il y a de la vie ». Alors ? Alors parfois, justement, la vie...  
Martine Silber

d'avoir besoin d'autrui, elle qui se serait bien passée de soi, si elle avait pu, car elle ne s'estimait guère et s'aimait moins encore. « Laisse-moi seule », répétait-elle aux uns et aux autres. Cette réplique la caractérisait pour des millions de gens dans le monde. On en plaisantait, autant que du fameux : « Je vais rentrer chez moi maintenant » qu'elle lançait laconiquement dans les négociations à Hollywood. C'était son arme absolue, car le studio savait qu'elle souhaitait et pouvait retourner en Suède quand elle le voulait, et qu'elle n'avait pas « besoin » de travailler, ce qui lui permettait aussi de refuser les offres de la télévision quand elle dut se rendre à l'évidence qu'elle ne tournerait plus jamais au cinéma. Tout le monde la voulait, mais plus un producteur ne mettrait l'argent qu'il fallait pour son retour dans un grand film, après la guerre. Les projets sur les amours de George Sand et d'Alfred de Musset (avec Montgomery Clift dans le rôle, et Sartre envisagé pour l'écriture du scénario), sur la vie de Sarah Bernhardt, l'adaptation de *La Duchesse de Langeais* de Balzac, en laquelle elle se reconnaissait, ces projets auxquels elle tenait tant avortèrent l'un après l'autre.

C'était l'époque, vers la fin des années 40, où un journaliste irlandais écrivait : « Si Mademoiselle Garbo désire réellement être seule, elle devrait assister à une projection de l'un de ses films à Dublin. » Quand sa gloire revint, il était trop tard pour le projet qui l'enchantait le plus, jouer le rôle de Dorian Gray avec Marilyn Monroe dans celui de la jeune fille dont il provoque le suicide. Dans la vie, elle disait : « Vous savez, au fond de moi, je suis un bon garçon. » Et elle l'était. La plus belle femme du monde et sans doute la plus grande actrice de cinéma.

**GRETA GARBO**  
Biographie  
de Barry Paris.  
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)  
par Georges Goldfayn, Seuil,  
559 p., 159 F.



« Livres de poche »

## Prévert dans le désordre des choses

Le deuxième tome des « Œuvres complètes » dans « La Pléiade », qui regroupe des textes allant de 1966 à 1977, permet de découvrir un poète plus âpre que dans ses écrits de jeunesse

### ŒUVRES COMPLÈTES

(tome 2)  
de Jacques Prévert.  
Édition présentée, établie  
et annotée  
par Danièle Gasiglia-Laster  
et Arnaud Laster.  
« Bibliothèque de La Pléiade »,  
Gallimard, 1 554 p., 450 F.

Le premier tome des Œuvres complètes de Jacques Prévert dans « La Pléiade » a connu un succès foudroyant et durable (1) : feu de joie qui n'a pas été feu de paille. Preuve est donc faite que le papier bible n'a pas plus mis l'auteur de *L'Inventaire* sous l'enseigne que sous l'éteignoir. Il est resté tel qu'en lui-même, joyeux, désinvolte, irrécusable, pas plus fier que ça, fraternel.

Avec le deuxième volume qui vient de paraître, et qui regroupe les écrits publiés de 1966 à 1977, l'enjeu se révèle sensiblement autre. Il ne s'agit pas ici de se remémorer des poèmes ou des répliques célèbres, de revisiter *Paroles* et *Spécialité*, de trouver avant tout plaisir à une relecture, mais, pour l'essentiel, de découvrir, d'explorer, d'approfondir une entreprise poétique et humaine qui était loin d'avoir dit son dernier mot.

Une chose est sûre en effet que les idées reçues : elles sont inévitables. Prévert leur avait mené une chasse folle et enjouée sans pour autant se mettre à l'abri. L'une d'entre elles, par exemple, sortie on ne sait d'où, assurait que les dernières recueils n'étaient pas dignes des précédents. Comme ceux qui propageaient cette rumeur n'avaient généralement pas les livres en question, l'affaire paraissait mal engagée et l'appréciation quasi définitive.

C'était peut-être en pensant à des critiques de cet acabit que Prévert avait noté : « Pourquoi écrivais-ils : "Pourquoi Rimbaud a-t-il cessé d'écrire ?", puisqu'ils ne

savent pas pourquoi il a commencé ? » Et peut-être aussi, visant les faiseurs d'opinion : « C'est toujours "de source bien informée" que nous apprenons que le fleuve qui vient de tarir n'est pas près de cesser de couler. »

« Ce qui tombe sous le sens rebondit ailleurs », dit-il.

Et c'est dans ce rebond, et c'est dans cet ailleurs, que Prévert vagabonde avec une allégresse tour à tour passionnée, tendre, féroce, farouche. « L'électrochoc ne peut rien contre le coup de foudre. » Le réflexe conditionné, l'habitude, la sagesse des nations, les tables de la loi, les usages, les convenances, ne peuvent rien contre les mots déboussolés de Jacques Prévert. « Le désordre des êtres est dans l'ordre des choses », annonce-t-il, donnant ainsi une fois pour toutes sa préférence au chaos vivant, bien vivant, bon vivant, plutôt qu'aux hiérarchies, constructions logiques, alignements raisonnables où ne se repèrent que comble d'illusion et vanité grotesque.

« Dans une clairière un homme tirait. D'autres l'applaudissaient et le proclamaient grand chasseur devant l'éternel. Mais derrière l'éternel un écureuil se frottait de sa queue. »

Prévert évidemment passe par là, du côté de l'éternel, derrière l'éternel, pour dire des poses et des poses, des pompes et des pompes, des mots et des moralités. Puis, sans crier au chef de gare, sans prévenir, sans insister, il change de registre, piège sa propre dévotion : « Comme cela nous semblerait flou / inconsistant et inquiet / une tête de vivant / s'il n'y avait pas une tête de mort dedans. »

Insensiblement, du « futur » débridé, des « graffiti » réjouissants, des dialogues décapants, montent des échos plus âpres et parfois vengeurs. Si les veines quasi originelles de l'anticléricalisme et de l'antimilitarisme ne s'épuisent jamais, elles s'inscrivent de plus en plus dans un mouvement de ré-

volte générale contre un système qui masque les horreurs qu'il engendre en programmant, en planifiant, en imposant un aveuglement universel.

Il n'aurait certainement pas apprécié de finir en prophète (de malheur de surcroît), alors n'évoquons à son sujet qu'une prescience, une prévoyance : le don d'être à ce point sensible à toutes les formes de vie, celle des hommes comme celle des bêtes, que la prémonition peut aller de soi. Un poème écrit en 1969, après lecture d'une chronique qui décrivait des navires chargés de carcasses et d'os destinés à l'industrie, suffit à mesurer ce qui s'appelle une longueur d'avance : « Bétail bovin bétail humain / On ne fait pas le détail / au charnier du Marché commun / La matière première est pour rien / Pas le temps de choisir / pas le temps de trier / seul celui de prioriser / Sur les veiserveux-fantômes prêts à appaître / la mort est entassée en pièces détachées / Femurs de morts de faim / tibias de vaches sacrées / A la bourse funèbre c'est la hausse des os / Le monde occidental / et un peu cannibale / achète le noir animal / Et en avant la musique des ordinateurs du profit / des importateurs d'abattoirs / Galatine pour la charcuterie / En avant la musique / A l'horizon une poule chante le dies irae / pour ses œufs à la gelée / Deuil utilitaire / deuil alimentaire / Gelatine pour la photographie / colle pour la philatélie / Colle colle ! colle pour coller le timbre des lettres de faire-part. »

Au chapitre de la bêtise, de la voracité, de la cupidité, Prévert n'a, selon sa formule, que « le débarras du choix ». Lui ne va pas claironnant que l'homme est un loup pour l'homme, il n'entend pas médire des loups. Il ne cesse en revanche de déboucher « l'irrespect humain », qui prétendait à la maîtrise du monde, ravage, torture, avilit autant les pontons en batterie que les arbres asphyxiés ou les ri-

vières empoisonnées pour un sinistre « retour à la mer » : « Usinées / tamisées / usées / rapiécées / égoutées / dégoûtées / les eaux se jettent à l'eau. »

Légers ou plus ou moins lourds, on sent bien qu'il n'a pas perdu la main et que l'œil comme l'oreille demeurent sur le qui-vive : « J'en ai vu, j'en ai entendu et puis j'en ai fait voir. »

De propos à la volée (« Les bombardiers fusillent les villes et les urbanistes leur donnent le coup de grâce »), en chansons qui, à l'occasion, savent déchanter, Prévert ajoute à son dynamisme permanent des engagements officiels, décorés, sanctifiés, pérorants, l'accent plus soutenu de la facétie grave. Ainsi dans *La Femme acéphale*, ainsi dans *Le Vin de mai*, admirable poème qui prend son élan dans les parages du *Dîner de têtes*, avant de célébrer Marianne Oswald et « cette voix de tour du monde cette voix d'émigrante cette voix de naufragée / cette voix de chaînes brisées de cadenas arrachés de palissades renversées / cette voix de barreaux sciés. »

Car Prévert n'a pas changé de camp, ni déserté sa désertion pour se tenir « au Kirkegaard à vous ». Il est de « la rue ouverte en pleine vie », il est de la gouaille reçue en plein cœur. Sans une once d'avertice avec ça, prêtant aux uns et aux autres des réparties qu'ils oublièrent de signer. A l'empereur : « Hélas, on ne peut être en même temps / aux pieds de sa femme et à la tête de ses hommes. » Et à saint Jean-Baptiste (sans doute un rien éberlué) : « Ah mes salauds, c'est Salomé ! »

André Velter

(1) « Le Monde des livres » du 15 mai 1992.

\* Signalons également la biographie d'Alain Rousset, Prévert inventaire, qui vient de paraître au Seuil (342 p., 130 F.).

## Un cœur simple

Didier Decoin met en scène avec lyrisme une héroïne romantique

LA PROMENEUSE D'OISEAUX  
de Didier Decoin.  
Seuil, 394 p., 139 F.

Didier Decoin aime le romanesque. Et il nous le fait particulièrement aimer dans *La Promeneuse d'oiseaux*. Grâce à son lyrisme exact, à la prodigalité des sentiments et des scènes, à l'ample humanité de son regard, on respire l'air du grand large. Tout concourt à une belle histoire, au souffle romantique : une île, Alderney – la plus septentrionale des îles anglo-normandes –, au XIX<sup>e</sup> siècle ; une héroïne, Sarah, qu'on aime d'emblée pour sa vulnérabilité, sa vaillance pudique. Depuis qu'un accident, à l'âge de cinq ans, lui a fait perdre presque totalement l'usage des cordes vocales, elle chuchote, à la limite du souffle, parvient à peine à appeler les scaphandriers du port auxquels elle vend du lait, attend dix-neuf ans pour avoir une chambre à elle dans la ferme de ses parents, et n'a pour tout soupirant que Hermès, le vacher, qui rêve de la tenir dans ses bras, un soir, au bord d'une falaise. Si le paysage romanesque nous envoûte autant, c'est grâce à la méticulosité sensuelle avec laquelle Decoin en transcrit les moindres sensations (surtout olfactives), ce sensualisme rural lui permettant de mieux lever l'ancre pour faire voguer son héroïne vers l'imaginaire.

Car Didier Decoin (et cette complicité avec son personnage, à la lisière de la compassion, donne au récit son frémissement tendu) se place au cœur de l'imaginaire de Sarah. Le goût de la fable – dans laquelle, habitée par un froid permanent et menacée par la « maladie du silence », elle se réfugie – l'amène à s'émerveiller devant l'histoire qu'elle découvre dans un journal : celle de Lady Jane qui, pendant dix ans, a organisé cinquante-deux expéditions,

jeté des fortunes dans les flots, pour tenter en vain de retrouver son mari, le capitaine John Franklin, disparu dans les mers boréales. Didier Decoin peint, avec une finesse émue, la progression de l'identification, de l'empathie de Sarah avec une inconnue dont elle décide, dans l'élan d'un mimétisme fervent et ébloui, de calquer le dévouement et la fidélité, voulant, à son tour, prouver « de quel amour elle est capable ». Son capitaine à elle, ce sera Gaudin, un marchand d'oiseaux de Roscoff, dont la goélette, en route vers l'Angleterre, est venue s'échouer sur les rochers d'Alderney. Un baiser gauche, au goût d'oiseau, suffit à Sarah pour l'aimer à vie. Il ne reviendra pas, comme il le lui avait promis : elle part à sa recherche.

Le roman prend alors l'allure d'un long périple halluciné, où les péripéties semblent être les déboires, de plus en plus vifs, exaltés ou douloureux, des ailes d'une chimère. Ce que traduit admirablement Decoin, grâce à la douceur implacable de la narration, c'est la candeur obstinée de Sarah, sa naïveté intraitable, cette crédulité intransigeante, et presque heureuse, avec laquelle elle poursuit sa quête amoureuse.

Didier Decoin donne le rythme d'un requiem pour un cœur simple à l'épisode normand où, sur fond de société luxueuse, festive et féroce, Sarah accomplit, de Trouville à Evreux, toutes les étapes d'un calvaire, sans révolte, ni plainte, ni soul de délivrance ou même espoir de rédemption. Elle porte son amour partout, même en enfer, et l'équilibre maintenu par le romancier entre rudesse, extériorité, et grâce, intérieure, est magnifique. Il n'y aura pas de halte chaude et voluptueuse pour la promeneuse d'oiseaux, à moins que ne se lève la brume du mystère amer des dernières pages...

Jean-Noël Pancrazi

## Humble Maghreb

Entre Jean Sénac et Jean-Marie Simon, une certaine filiation

JOURNAL D'ALGER  
janvier-février 1954  
suivi de LEÇONS D'EDGARD  
de Jean Sénac.  
Préface de Jean Pélegri,  
éd. Novet (2, rue  
Auguste-Poullain,  
93200 Saint-Denis),  
140 p., 90 F.

INSTANTANÉS MAROCAINS  
de Jean-Marie Simon.  
Préface de Patrick Drevet,  
éd. Voix d'encre (8, chemin  
Nitré, 26200 Montélimar),  
60 p., 90 F.

P led-noir postiféré sur son stal politique nationaliste algérien, Jean Sénac (1926-1973) fut tué à Alger, victime de ce qu'on appellerait en France « un crime raciste ». Frappé ensuite d'un « oubli d'Etat », ce gène sous tous les régimes est à présent l'objet d'un culte de la part des opposants à l'islamisme radical. Ses poèmes circulent, des journalistes lui tressent des couronnes. Il n'est pas dit que cet anticonformiste n'aurait actuellement soutenu des « démocrates » qui servent naguère un parti unique intolérant et inefficace. Les critiques de Sénac sur la concussion et l'hypocrisie des politiciens de l'ère Boumedienne rejoignent d'ailleurs étrangement celles des islamistes.

La poésie de Sénac, à part quelques errements dans l'euphorie de l'indépendance, « Tu es belle comme un comité de gestion », reste rafraîchissante et iconoclaste, sans parler de son harmonie sémantique. Actes-Sud en a republié des extraits exemplaires. Jeanne Lafitte, à Marseille, dès 1983, avait publié un texte inédit, *Heures de mon adolescence*, tandis que Charlot, l'éditeur algérois republié à Pézenas, y donnait un autre inédit vite épuisé, *Journal d'Alger*, suivi des *Leçons d'Edgard* (éd. du

Haut Quartier). Ces deux textes sont maintenant republiés, faisant ressortir, le premier, l'éclectisme des amitiés sénaciques (aussi bien le peintre et urbaniste libéral Jean de Maisonsel que le facteur communiste Amar Ouzegane), le second, une écriture robuste, lucide, compassionnelle et pas encore marquée par un excès de militantisme, mais déjà imprégnée d'un insupportable pessimisme intime, contrastant avec l'optimisme politique : « Au fond de chaque amour, des cancellets somment » (1954).

Jean-Marie Simon, lui, est inconnu de nous à ceci près qu'on sent qu'il a dû lire Sénac. Son recueil en forme de mini-album porte un titre banal : *Instantanés marocains*. On lit un, deux, dix, puis tous ces « clichés » qui ne sont justement pas des clichés et sont tous inspirés par le Maroc contemporain, en particulier ses paysans, ses Berbères, ses anonymes, ceux que le voyageur regarde sans voir. L'auteur a dû être enseignant au royaume alaouite, loin des grandes cités et des stations en vogue. Outre Sénac, il devait y bouquiner l'augustin du *Voyage des morts*, le Ben Jelloun d'*Hommes sous linceul de silence*, le Maroc à nu de Michel Van der Yeught. Fortifié par ces vitamines littéraires, Simon a laissé aller ses cinq sens dans jardins et déserts, les jours de noces ou d'école, en grangeant bribes coloniales et préjugés nouveaux. Chaque « instantané » est un lapidaire poème en prose, tour à tour poétique et prosaïque, parfois les deux ensemble. Chaque « cliché » libère sa charge politique, érotique ou tragique. Et, pour finir, ce trait à juste titre intitulé « Héroïsme » : « Un carré de mots au milieu du désert. A trois kilomètres : le puits. » En treize mots, tout le Maghreb des humbles, celui que Sénac aimait.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

## Pauvre Tibet

Michel Peissel raconte passionnément l'histoire du Toit du monde occupé

LA KHAMBA  
de Michel Peissel.  
Ed. Anne Carrière,  
360 p., 130 F.

Certains romans sont comme des torrents déferlant de la montagne. *La Khamba* de Michel Peissel appartient à ce genre. Explorateur, ethnologue et écrivain, l'auteur raconte une histoire d'amour, celle d'un peuple et de son pays, le Tibet.

« Je suis le meilleur ennemi du dalaï-lama », affirme Michel Peissel. Et, pour mieux justifier cette affirmation, il met dans la bouche de l'un de ses personnages cette explication : « Le dalaï-lama n'est pas mal... mais c'est un faible. Pour affronter les Chinois, les Tibétains avaient besoin d'un véritable chef, d'un combattant. Le dalaï-lama n'est qu'un saint homme, occupé par ses prières. » Le ton est donné. Michel Peissel considère que l'histoire du Tibet ne se limite pas à une sphère dont le centre est le dalaï-lama et la périphérie les membres de son gouvernement en exil qui l'entourent et le conseillent. Avant l'occupation chinoise, au début des années 50, le Tibet central ne représentait qu'un tiers de la surface totale du pays. Les deux principales régions tibétaines, l'Amdo et le Kham, annexées par l'armée populaire de libération, sont rayées des cartes : elles ont été intégrées aux provinces chinoises du Qinghai, du Sichuan et du Yunnan. Leurs populations, nomades, cultivateurs, guerriers, se sont rebellées dès les premiers assauts chinois, tandis que les dignitaires de Lhasa tentaient de négocier une paix – impossible – avec Pékin. Trois jours après le soulèvement de Lhasa, le 10 mars 1959, violemment réprimé par les Chinois, un groupe de Khampas, combattants des royaumes aux confins orientaux

du pays des Neiges, organise la fuite du dalaï-lama. « Ce sont toujours de grands soldats... La plupart des Tibétains, surtout ceux de l'Est, sont d'une bravoure extrême. C'est pourquoi un si grand nombre d'entre eux sont morts au combat ou en prison. »

### SOIF DE LIBERTÉ

Michel Peissel ne relate pas d'une manière détachée l'histoire du Tibet. Il la raconte passionnément. Le meurtre d'un journaliste constitue le canevas du récit. La CIA, les services secrets anglais, le gouvernement chinois, les Indiens et les Népalais ont tous de bonnes raisons de supprimer ce personnage gênant, dont le seul objectif est d'alerter les Occidentaux sur le massacre du peuple tibétain et de clamer la vérité. D'aéroports en pistes défoncées, du Toit du monde indépendant à la situation actuelle de pays occupé, le lecteur se retrouve propulsé dans l'espace et le temps.

Les nombreuses expéditions de Michel Peissel – plus de vingt – à travers le pays des Neiges, sa maîtrise de la langue tibétaine et de quelques dialectes, lui confèrent une autorité incontestable dans la compréhension et la connaissance de ces royaumes himalayens. *La Khamba* se fait l'écho de cette soif de liberté qui habite l'auteur et qu'il défend universellement. « Il faut clamer la vérité... Il faut publier des articles et des photos... Il est monstrueux de la part des Chinois d'oser exploiter les derniers débris d'une civilisation qu'ils ont eux-mêmes détruite. Le Tibet est un tas de ruines, mais les touristes ne s'en aperçoivent pas. »

Le livre de Michel Peissel est un roman d'amour et d'espoir. Écrit dans un style rythmé, ce récit apporte un éclairage utile à tous ceux qui veulent comprendre l'histoire du pays des Neiges.

Marie-Florence Bennes

### L i v r a i s o n s

#### HISTOIRE LITTÉRAIRE

● PUBLISHED IN PARIS, l'édition américaine et anglaise à Paris 1920-1939, de Hugh Ford, et PARIS ÉTAIT UNE FEMME, d'Andrea Weiss

Ils étaient presque tous là. Entre les deux guerres, un nombre impressionnant d'écrivains anglo-saxons mettaient Paris en effervescence : Joyce, Miller ou D. H. Lawrence, Hemingway, Bellow, Auden, ou encore Gertrude Stein dont c'était, le 27 juillet, le cinquantième anniversaire de la mort. Cette période exceptionnelle, où la littérature prenait vie par ce milieu d'expatriés concentré autour de Montparnasse, l'universitaire Hugh Ford l'évoque méticuleusement dans un ouvrage de référence, à partir des éditeurs, mécènes, imprimeurs, libraires, patrons de revue ou de journaux qui ont accueilli et promu, dans ce Paris plein de liberté, des écrivains parfois censurés dans leur pays (traduit de l'anglais – États-Unis – par Anne-Dominique Balmès, éd. IMEC, 412 p., 230 F.). Ce sont les femmes, surtout, qui ont donné toute son énergie à cette époque. C'est donc autour d'elles – écrivains, peintres, éditeurs, photographes, journalistes ou libraires, de Djuna Barnes à Adrienne Monnier – qu'Andrea Weiss retrace la même période dans Paris était une femme (traduit de l'anglais – États-Unis – par Jean-Baptiste Médina, Anatolia, 256 p., 139 F.).

● CHARENTES... ÉCRIS TON NOM, anthologie de poèmes et textes poétiques recueillis par André Marik  
Ce volume est « beaucoup plus qu'une édition de poèmes : c'est l'esprit d'un pays, d'une terre qui respire dans ces pages », selon Claude Roy, préfacier de l'ouvrage. De Marguerite d'Angoulême à Hölderlin, de Barthes à Mitterrand, de Chardonne à Ronsard, André Marik, mémoire littéraire du Sud-Ouest, a réuni quelque deux cents textes de Charentais ou inspirés par les Charentes. Une sorte de carte poétique d'une des régions les plus méconnues de France mais non les moins fécondes en littérature (Ed. Le Croix vif, 83, rue Michel-Ange, 75016 Paris, 380 p., 130 F.).

#### LITTÉRATURE FRANÇAISE

● LE PETIT TAILLEUR DE SHORTS, d'Yvon Le Men  
Selon Yvon Le Men, l'enfant qu'on a été à « des contes à (...) rendre » à l'adulte qu'on est devenu. Ainsi, en dix-sept tableaux, le poète retrace avec tendresse et drôlerie des moments de la « vie quotidienne au temps de Bambi » : de l'adieu au Père Noël aux amours débutantes, c'est un délicieux recueil de dernières et de premières fois, de confidences et de mensonges. Mais un mensonge ne serait-il pas, tout simplement, une histoire qui a mal tourné ? (Illustrations de William Wilson, Flammarion, 120 p., 70 F.).

● LA TRESSE D'AMINATA, d'Alison Bernard  
Aminata a treize ans. En Bretagne, près de sa mère adoptive, elle ne pense qu'à retrouver son autre mère (« celle qui m'a faite ») et son Afrique originelle. Abandonnée ? Arrachée ? Quel mot pour la définir tout au long de son récit ? Avec ce premier roman, Alison Bernard, sans pathos ni misérabilisme, traduit avec talent le besoin d'amour, aussi difficile à donner qu'à recevoir, et les actuels drames de ceux qui vivent dans un ailleurs qui n'est pas celui dont ils rêvent (Bouchet-Chastel, 235 p., 110 F.).

مكتبة من الأصل



## Histoires de fantômes japonais

L'imaginaire nippon est peuplé de toutes sortes de revenants : une tradition fantastique qui a inspiré beaucoup de conteurs et d'illustrateurs

## Le spectre de l'inconscient collectif

LES SPECTRES DE YOTSUYA de Tsuruya Namboku. Traduit du japonais par Jeanne Sigée, éd. Mollat, 118 p., 118 F.

C'est l'été, et ils sont revenus. La torpeur estivale est la saison privilégiée des spectres, ou du moins des histoires que se racontent les japonais pour se donner un rafraîchissant frisson de frayeur le long de l'échine. Fantômes, monstres et démons peuplent l'imaginaire populaire nippon, et, depuis les temps les plus anciens, rapportent les premières chroniques, ils bourdonnent comme des mouches pendant l'été. Les japonais croient-ils aux fantômes ? Des hôteliers racontent que des clients refusent telle chambre parce qu'ils « sentent une présence ». Beaucoup parlent sérieusement des revenants et les évoquer ne suscite pas le scepticisme goguenard qui a généralement cours en Occident. Même un grand esprit comme le critique Hideo Kobayashi (1902-1983) s'étend sur les rencontres avec des revenants de l'un des pères de la littérature populaire moderne, Kan Kikuchi (1888-1948).

Demandez à un chauffeur de taxi si dans le quartier il y a un lieu hanté : il rira, mais, probablement, en mentionnera un. Il est vrai que les chauffeurs de taxi sont réputés pour être la profession la plus exposée aux revenants, qui, dit-on, les utilisent pour leurs déplacements... Il y en a des lieux hantés célèbres dans Tokyo ! Par exemple, le petit temple Daikyoji, dans le quartier de Shinjuku, où autrefois se trouvait un champ d'exécution. Dans le quartier des affaires de Otemachi, le temple dédié à Taira no Masakado, guerrier qui vécut au milieu du X<sup>e</sup> siècle et se proclama « nouvel empereur », en est un autre. Taira fut tué, mais la légende veut que son âme vengeresse rôde par là. Le plus connu des lieux hantés de la capitale est le sanctuaire de Yotsuya, dédié à Olwa, le spectre de l'héroïne défigurée d'une pièce de

kabuki au succès jamais démenti (lire ci-contre). L'âme d'Olwa est objet de vénération au monastère bouddhique de Sugamo (nord de Tokyo), où repose le corps de la jeune femme dont la tragique destinée servit de modèle à l'auteur, et les acteurs ne manquent pas de s'y rendre avant toute représentation de la pièce pour ne pas essayer son courroux.

Ces lieux et bien d'autres ne sont pas difficiles à trouver : *Annuaire des lieux hantés*, *Adresses de fantômes* et autres ouvrages de la même veine figurent chaque année parmi les best-sellers de l'été. Cette année, un jeune auteur, Takahiro Naito, décrit dans *Tokyo Ghost Story* une soixantaine de lieux hantés modernes : le lieu d'exécution des criminels de guerre, l'université où ont été perpétrés des lynchages entre étudiants dans les années 1970, etc. Quant aux émissions, elles diffusent des émissions consacrées aux revenants sous forme de jeux : des jeunes femmes effarouchées doivent, par exemple, traverser un cimetière la nuit. Une débâcle de trucs mettra leurs nerfs à rude épreuve. *Mokuyō no kaidan* (« Histoires fantastiques du jeudi »), de Fuji TV, est une autre émission prise. Chaque année, la « grande peur » de l'été se répète.

Toutes les cultures ont leur fantastique. Dans le cas du Japon, le corpus est particulièrement riche. Les fantômes (*yurei*) sont différents des monstres et démons, autre « communauté » fort bien représentée dans le folklore local et dont témoigne la fascinante peinture sur rouleau *La Parade nocturne des cent démons* (*Hyakki yaku*) du XVI<sup>e</sup> siècle.

Comme ailleurs, les spectres sont l'apparition effrayante d'un mort. Au Japon, les âmes des défunts sont censées voyager : après avoir gagné le royaume des morts, elles reviennent, lors de leur fête, *O-bon* (à la mi-août). Puis ces visi-



L'esprit de la servante Okiku, par Hokusai, vers 1830

teurs invisibles repartent vers l'autre monde, symbolisés par des bougies allumées dans un lanterne posé sur un minuscule radeau entraîné par le flot des rivières. Certains trépassés n'ont cependant pas une destinée aussi paisible. En cas de mort violente ou en état de rage ou de passion, l'âme insaisissable du défunt devient un « esprit errant ». Ces morts tourmentés n'appartiennent plus au monde des vivants, mais ne parviennent

pas à s'en détacher, dans leur quête pathétique d'un ancrage ou d'une vengeance.

Sous l'influence conjuguée du folklore et de la démonologie chinoise, les spectres et démons, qui peuplent par exemple *Histoires qui sont maintenant du passé* (Gallimard), recueils d'anecdotes bouddhiques de la fin du XI<sup>e</sup> siècle, commentent leur grand essor trois siècles plus tard. Conteurs et illustrateurs vont donner à l'univers

démoniaque des expressions libérées du contexte religieux. Après le nô, qui emprunte au fantastique la majorité de son répertoire, l'un des plus grands écrivains de son époque, Akimaru Ueda (1734-1809), donna ses lettres de noblesse au fantastique dans *Contes de pluie et de lune* (Gallimard), qui contient une impressionnante galerie de fantômes. Par la suite, Kyoka Inami (1873-1939), dont s'inspire Mishima, ou, plus proche de nous, Seishi Yokomizo (*La Ritournelle des démons*, Picquier), le peintre Okyo Maruyama (1733-1795), auteur d'un fascinant fantôme féminin, ou encore Hokusai et bien d'autres maîtres de l'estampe : tous, ils furent friands de surnaturel.

Cette tradition fantastique qui donna naissance à une forme de récit unique, visant à la fois à surprendre et à effrayer, mais aussi à édifier et à faire rire, connaît un regain de faveur au XIX<sup>e</sup> siècle. L'Américain Lafcadio Hearn (1850-1904), l'un des premiers Occidentaux à avoir cherché à comprendre l'« âme » japonaise, fut fasciné par cet univers.

L'une des grandes figures de spectre est la femme jalouse, dont Olwa est un exemple. Lafcadio Hearn raconte dans *Inga bonashi* l'histoire de cette autre femme jalouse qui s'agrippa si violemment en mourant à la poitrine de sa rivale qu'on dut lui couper les bras sans pour autant empêcher que chaque nuit ses mains s'écrasent encore les seins de son ennemie... Le kabuki suit cette terreur sacrée des revenants, qui sord des croyances les plus archaïques, au rang d'une dramaturgie toute shakespearienne. Et, aujourd'hui, les fantômes appartiennent à l'univers familier et enchanté d'autrefois, mais ils ne sont pas bannis : ils répondent à un goût pour l'insolite, le grotesque et le surnaturel qui imprègne l'imaginaire nippon. Philippe Pons

Ph. P.

## Peinture Tibet

## Traversée de la nuit

Avec Stephen Crane, le témoignage devient œuvre d'art. Mort à vingt-neuf ans, ce jeune homme fiévreux a laissé des textes intenses et insurpassés

L'ARPEUT DU DIABLE ET AUTRES CHOSSES VUES de Stephen Crane. Précédée de « Quand j'ai connu Stephen Crane », par Willa Cather. Textes choisis, traduits et présentés par Pierre Leyris, Mercure de France, 167 p., 85 F.

Stephen Crane, qui fut le fils d'un obscur pasteur du New Jersey à la fin du siècle dernier, avait choisi d'être journaliste. Un journaliste chez qui dominerait, reste de son éducation première, un souci sans faille de la vérité et, poussé jusqu'au sens du devoir, le désir de témoigner, de dénoncer crûment ces misères, ces injustices et ces bizarreries que la société préférerait ne pas examiner de trop près. « Un homme vient au monde avec ses propres yeux et il n'est pas responsable de sa vision, il n'est responsable que de la qualité de son honnêteté personnelle. » Rien, jusque-là, qui eût suffi à immortaliser Stephen Crane. Ce qui est plus remarquable, cependant, c'est que, décrite par Crane, une simple scène de rue, par exemple, prend une ampleur, un sens, une intensité sans égale. La faculté de percevoir et de transmettre rapidement, superficiellement, lui faisait défaut : le détail d'une chose devait « filtrer à travers (son) sang », il venait ensuite « comme un produit inné », processus qui prenait « des siècles ». Le témoignage devenait œuvre d'art, nouvelles et reportages se confondaient, la fiction et la non-fiction se rejoignant par la puissance de la vision et par une certaine qualité de poésie.

Dépourvu de diplômes (il avait passé quelques mois distraits à l'université, lui préférant le spectacle des cafés et des gares), il ne connaissait apparemment ni l'orthographe ni la grammaire et remettait à la rédaction des textes émaillés de fautes. La romancière Willa Cather, qui révisa sa copie,

avait pourtant, « à travers l'ordonnance négligée des phrases », « perçu le prodige de cette œuvre remarquable ». Dans un portrait placé en tête des textes de Crane, elle décrit ce jeune homme de vingt-quatre ans, désargenté et famélique, portant avec indifférence des vêtements en loques, morose et caustique tout à tour, et brillant d'une intensité qui alourdissait son regard. Il avait des yeux très beaux, « des yeux qui semblaient se consumer d'eux-mêmes », des yeux où se lisait la hâte. A la hâte il vivait, sachant que le temps lui était compté et qu'il ne pouvait en disposer pour apprendre. « Je me rappelle également la mélancolie de Crane, poursuit Willa Cather, et sa façon de passer sur les choses de peu d'importance comme quelque chose d'autre, le temps est bref. » Cette façon d'aller droit à l'essentiel en écartant le superflu est peut-être le trait qui caractérise le mieux son œuvre. « Le Bateau ouvert », son chef-d'œuvre le plus achevé, selon Pierre Leyris, commence, sans autre indication, par cette phrase qui nous met d'emblée devant la condition humaine : « Aucun d'eux ne savait la couleur du ciel. »

On le vit sur la ligne de feu pendant deux guerres, envoyé successivement au Far West et à Mexico (1895), puis en Grèce, deux ans plus tard, à l'annonce du conflit gréco-turc (sur lequel portent trois de ces textes). « Il ne tenait plus en place l'idée de voir enfin le feu, le place de l'idée de voir enfin le feu, le juste en esprit quand il avait vu la guerre civile dans l'insigne rouge du courage », écrit Pierre Leyris. On le vit aimer sans gêne de cœur, épouser et ainsi sauver Cora Taylor (alias Lady Stewart), ex-femme d'un officier distingué et pour lors tenancière d'une maison de jeu. On le vit à bord d'un flibustier qui apportait des armes aux rebelles à Cuba. Puis il dévina pendant trente heures dans un ca-

not sur une mer déchaînée (expérience dont il tira « Le Bateau ouvert »). Stephen Crane mourut en 1900. Il n'avait pas vingt-neuf ans.

Attiré toujours par la misère et par la déchéance, il pénétra ici dans un bouge-dortoir pour miséreux, à Manhattan, et il y observa la traversée de la nuit ; il descend au fond d'une mine de charbon où triment des gamins « à l'âge des fesses », contemplant à Sing Sing la chaise encaustiquée où va s'asseoir le condamné à mort, s'alignant dans une fumée d'opium, ou regarde une petite vieille dame ballottée par la foule semblable à un torrent... Il ne s'agit pas de simples descriptions réalistes, si précises soient les indications données, mais d'une reconstruction par l'imaginaire qui porte le regard au-delà de l'apparence, jusqu'à dégager le sens ultime de la scène contemplée. Ainsi cette vision de la mine, « cité des nuits sans fin » où peignent les hommes, séparés des splendeurs de la lumière du jour qui, si on pouvait la voir, apparaîtrait « comme un cercle minuscule, comme une étoile d'argent étincelant dans un ciel de ténèbres » (« Dans les profondeurs d'une mine de charbon »). Ainsi cette description de la lutte ancestrale d'un homme et d'un serpent, qui prend un caractère non plus anecdotique mais impersonnel, et tout le sens que lui confère un antagonisme aussi ancien que l'origine des temps (« Le Serpent »). Ainsi la curiosité morbide de la foule se repaissant du spectacle d'un homme qui se débat au seuil de la mort (« Un homme tombe »). Il faut lire ces textes courts — magnifiquement traduits par Pierre Leyris — d'un écrivain qui, d'emblée, trouva son expression et qu'aimait à citer Hemingway, aux côtés de James et de Twain : pour l'humilité, l'intensité et la puissance d'évocation, ils restent insurpassés.

Christine Jordis

## Dans leurs réserves d'ombre

Scott Momaday et James Welch explorent, chacun à sa façon, les chemins d'une « indianité » à redéfinir

LE CHEMIN DE LA MONTAGNE DE PLUIE (The Way to Rainy Mountain) de Scott Momaday. Traduit de l'anglais (États-Unis) par Philippe Galliard, Éditions du Rocher, 108 p., 85 F.

L'AVOCAT INDIEN (The Indian Lawyer) de James Welch. Traduit de l'anglais (États-Unis) par Michel Lederer, Albin Michel, 318 p., 130 F.

SCOTT MOMADAY, qui impose la plume indienne dans le roman contemporain, écrit *Le Chemin de la montagne de pluie* dans la suite immédiate de *La Maison du matin* (prix Pulitzer en 1969) (1). La montagne de pluie est un territoire solitaire situé en Oklahoma, point de repère découvert au cours de leur migration par les Kiowas (l'une des ethnies de l'auteur) il y a deux siècles, devenue une éminence sacrée. A la mort de sa grand-mère, l'écrivain y effectue un pèlerinage dédié à celle-ci. Elle a transmis à son petit-fils des mythes et des légendes dont elle était dépositaire, mais pas la langue.

En multipliant les sources, en articulant ce qui est de l'ordre du récit collectif, de la relation « scientifique », du témoignage et des impressions individuelles, il pense cependant pouvoir assurer le relais de l'oral à l'écrit. « Écrire met en relief les souvenirs, dit Scott Momaday. Cela permet de creuser un peu plus profond dans la signification de chaque récit. L'écriture soutient la mémoire, donne du poids à l'histoire, intensifie l'expérience. Mais la tradition orale est aussi une manière de penser le langage. Si je

n'avais pas eu la tradition orale, j'aurais écrit différemment. »

Mythe, histoire et biographie forment un triptyque morcelé jusqu'à la typographie. Les textes s'appellent, se répondent et parfois s'entremêlent, sans jamais parvenir à la fusion qui serait celle d'une temporalité indienne, cyclique, impossible à reconstituer. De la montagne de pluie, où « tout est unique », on peut seulement songer embrasser, par l'écriture, un imaginaire éclaté. S'y rejoignent deux cultures, de langues différentes, indiennes toutes deux. Au terme d'un « chemin » en vingt-quatre chants (vingt-quatre heures), le soleil vient s'éteindre significativement sur une pierre tombale, dans un poème-épigramme au monde disparu. Les Kiowas entendent transporter leurs noms avec eux dans la mort. Scott Momaday, visiblement, estime qu'il est temps de leur restituer, si l'on veut qu'autour de la littérature se constitue le renouveau indien.

James Welch laisse rarement transparaître ces espoirs — dans ses romans du moins. Il ne se tourne guère vers le passé tant que le présent ne l'y a pas forcé. Ses récits sont noirs parce qu'ils empruntent les couleurs hivernales de la vie quotidienne dans son cher Montana. Il parcourt la liste qui sépare les réserves indiennes des bas-fonds de la société, où l'alcool, la drogue, la misère, sont le lot commun. Sa manière fielle le meilleur ethno-roman lorsqu'il pénétré avec *L'Avocat indien* dans l'univers de la prison, où les rapports du dehors s'inversent, force revenant aux détenus indiens.

L'association d'apparence banale de ces deux mots : avocat et indien, révèle une contradiction plus forte qu'il n'y paraît, une liberté avec la norme qui frôle l'infraction avec la loi. Leur rapprochement suscite l'émotion et le feu (image récurrente du roman) que

vont tenter d'attiser aussi bien de méchants truands (blancs) pour leur bénéfice personnel, que l'appareil du Parti démocrate, pour s'assurer d'un vote indien à la chambre des représentants. L'intrigue, avec ce qu'il faut de jolies femmes, tendrait du politico-polar, si ne planait en permanence cette atmosphère de soupçon et d'étrangeté.

Cat le comportement du héros, Sylvester Yellow Calf, pour le moins troublant, n'appartient en rien à la psychologie de feuilleton. Il cultive ses réserves d'ombre où l'on notera, là encore, l'existence d'un grand-mère rédemptrice, dont la seule présence est un rappel aux vraies valeurs.

C'est un véritable examen de conscience qui le conduit à abandonner les affaires pour devenir avocat du monde indien, conscient que la reconquête des terres et des eaux ne peut plus passer que par le droit. L'auteur de *L'Hiver dans le sang* se veut le témoin de l'extinction de l'indianité. Il décrit précisément le racisme ordinaire, celui qui surgit dès que l'on sort des sentiers balisés des rencontres impossibles, comment l'avocat redevient indien dans un certain regard du Blanc.

James Welch est aussi un poète avec lequel il faut compter. *L'Album des fleurs* en donne un exemple où semble réapparaitre la haute silhouette de M<sup>lle</sup> Yellow Calf : « J'ai pour plan de brûler mon tambour, de partir, / de civiliser ces chevreux. Voyez mon nez ? Pour vous, d'un coup / je le redresse. Ces dents ? Je les frotte, les use / avec des pierres. Je sais que vous m'aidez maintenant que je compte. / Et je viendrai vers vous, tête courbée, le sang coulant de mon sourire, / heureux, mes amis, de ces mains pures comme neige qui sont vôtres. » Jean-Louis Perrier

(1) Gallimard, « Folio », n° 2814, 300 p., 32,50 F.

# Daeninckx, un gars d'Aubervilliers

C'est un enfant de la banlieue rouge, élevé dans une culture de la résistance. Il a découvert la littérature à l'âge de treize ans, grâce à un voisin ouvrier qui faisait la collection complète du Livre de poche. Départ immédiat pour Aubervilliers, par l'autobus 65

L'autobus 65 part de la gare d'Austerlitz, passe la Seine pour gagner la Bastille, traverse le nord de Paris, République, Jaurès, franchit les boulevards extérieurs : terminus de la ligne, Aubervilliers. Pas beaucoup plus d'une demi-heure de trajet. Devant la mairie, une banderole déployée : « Aubervilliers sur la route du Tour de France. Tous avec les petits gars d'Auber. » C'est dans une chambre donnant sur cette place que, dans *Le Facteur fatal*, Didier Daeninckx a fait se suicider de désespoir l'inspecteur Cadin, le personnage de ses premiers livres, le 31 décembre 1989, au moment exact où sa montre arrivait au chiffre zéro.

A quelques pas, dans une rue calme, une maison d'un étage : pas un pavillon, pas non plus un logement ouvrier, plutôt une

partout, avec quelque chose de précis dans la tête. » Parmi les premiers arrivés, il y eut, en 1871, les Alsaciens : ils ne quittaient pas seulement leur pays pour des raisons économiques, mais sur la base d'un refus. De même, après 1936, les milliers de républicains espagnols. « En 1919, ce fut la première ville d'extrême gauche. En 1943, Fabien, évadé de Rommainville, a pu y vivre des mois dans la clandestinité, protégé par la population. Pendant la guerre d'Algérie, sur la base de l'antifascisme, s'est constituée partout une culture de la résistance. » Une culture dans laquelle a baigné son enfance.

La mère, femme de cantine au foyer des anciens Ambroise-Croizat, vivait avec ses trois enfants dans les deux pièces de ce qu'on appelait un « immeuble Staviskey », souvenir des spéculations immobilières d'avant-guerre. Le père, auquel il a dédié l'un des livres (« A un homme en marge, mon père »), ne pardonnait pas à la société d'avoir envoyé au bagne le grand-père anarchiste qui avait refusé de faire la guerre après la mort de son frère dans la boucherie du front (thème de *La Der des der*). L'autre grand-père, conducteur de locomotives, un vrai bolchevik celui-là, fut un temps maire de Stains, et habitait sur l'un des cinq cents lopins lotis par un marchand de biens nommé Grindel, lequel n'était autre que le père de Paul Eluard : « Dans les années 30, il avait demandé à son fils de lui trouver des noms de rues : voilà pourquoi mon grand-père habitait rue Verlaine, à côté des rues Lauréatmont et Jarry... »

« Ce n'étaient pas des gens défaits, au contraire. Ils me parlaient du Front populaire, de la Résistance et, surtout, il y avait une multitude de gens qui passaient, des réseaux d'amitié et de solidarité très forts. »

Il y eut, à l'âge de treize ans, la découverte de la littérature, grâce à un voisin ouvrier qui faisait la collection complète du Livre de poche. Il y eut le théâtre de la Commune : « Tout d'un coup, un oncle débarquait à Aubervilliers », et Gabriel Garin apportait, en même temps que Brecht et Goldoni, que Renoir, Godard et Losey, une conception nou-

veauté d'une vie où rien n'était plus cloisonné, tout était lié, travail, art, musique, politique : une exigence de culture venant se greffer sur celle des luttes ouvrières.

Puis les années de travail dans l'imprimerie, suivies, en 1978, d'un dur apprentissage du journalisme comme « localier », à quelques kilomètres plus au nord, autour d'Aulnay-sous-bois : « l'usine à écriture », dit-il. Mais il ajoute qu'il tient de là son extrême attention aux détails, aux personnages apparemment infimes, aux arrière-plans, au fourmillement d'histoires secondaires dans l'histoire principale, à l'apparition d'un passé englouti sous la couche du présent.

Et enfin est venue la lente construction d'une œuvre, à partir de 1983, date à laquelle paraît au « Masque » *Mort au premier tour*, que son auteur juge aujourd'hui raté mais dont il publiera bientôt une nouvelle version. Il est des œuvres qui s'ancrent dans le terroir de leurs auteurs ; celle-là plonge profondément ses racines dans le tissu social et se nourrit autant de la mémoire que des moindres détails de la vie présente. Et qu'est-ce qui permet d'approcher la réalité au plus près, d'en rendre l'épaisseur et en même temps de « contourner l'interdiction du roman qui planait comme une loi depuis que Tel Quel l'avait proclamée » ? Le roman policier, celui des grands de la « Série noire ».

On peut dire qu'une grande part de l'œuvre de Didier Da-

nenckx se nourrit de la banlieue nord comme toute celle de Leonardo Sciascia s'est nourrie de la Sicile : travail d'enquête patiente, mise au jour de galeries souterraines, parole donnée à ceux qui, d'ordinaire, n'ont d'autre rôle que de se taire.

Ainsi *Meurtre pour mémoire* s'ouvre-t-il sur le quartier du Landy et ses cafés algériens, à cheval sur Aubervilliers et Saint-Denis, pris entre le canal et les anciens gazomètres, là où, en ce moment, on s'affaire à la construction du Très Grand Stade : quartier d'immigration où sont venus cohabiter Bretons, Auvergnats, Italiens, puis Africains et Turcs... tous voués désormais à un nouvel exil. C'est aussi dans un café du Landy que débute *Les Figurants*. Un château



JACQUES GRAFFIÉDIT

en Bohême s'inscrit dans la cité des Huit Cents. Dans *La Der des der*, le détective, quand il va à Roissy, passe devant les abattoirs et y retrouve le souvenir de la manifestation pour la libération de Charles Tillon, le mutin de la mer Noire, en 1919. En marge

montre les métallos qui manifestent contre « Ridgway-la peste », en ce jour de 1953 où les affrontements au métro Stalingrad firent un tué, Hocine Belhaid, que le maire communiste d'Aubervilliers, André Karman, tenta de sauver en l'emportant dans sa voiture. Dans *Lumière noire*, c'est encore Aubervilliers que l'on traverse, avec l'évocation des premiers « charters » pour le Mali.

Et c'est à Aubervilliers toujours, dans la cité de la Maladrerie, que Didier Daeninckx situe le scénario du téléfilm qui vient de tourner Maurice Filleul : *Le Premier qui dit non*. Cette Maladrerie qui fut l'une des plus belles tentatives d'urbanisme réédifiées des dernières décennies et que le chômage voue aujourd'hui à l'abandon et au repli sur soi-même, il l'avait déjà évoquée en faisant le Courvilliers du *Bourreau et son double*. Depuis que l'Aubervilliers industriel s'est disloqué, rien ne vient remplacer les usines disparues, les emplois perdus. La cité qui était conçue comme un espace convivial devient un lieu d'enfermement : le contraire de la vie sociale.

« Le héros a vingt-cinq ans, il est une vedette du foot, et il est loin d'Aubervilliers quand il apprend que son petit frère vient de mourir d'une overdose. Il retourne dans la cité, il est happé par elle, toutes les solidarités ont disparu. Le film suit l'apprentissage qu'il doit faire de ces disparitions : il veut comprendre, jusqu'au moment où, dans sa quête, il est agressé et se retrouve avec les deux jambes cassées. C'est à partir de là, de ce sacrifice, que va se renouer une nouvelle solidarité : comme dans le mouvement des mères de Marseille, les femmes sortent et s'épaulent contre la présence de la mort dans la cité. »

Je demande à Didier Da-

nenckx s'il croit encore possible un tel happy end. Plus optimiste que son ex-alter ego, l'inspecteur Cadin, il sourit et me répond que oui.

Didier Daeninckx

inédit

L'écriture des abattoirs...

Si j'ai commencé par écrire des polars, c'est sûrement à cause de la proximité des abattoirs. Dans nos têtes albertvillariennes, il n'existait que deux usines vouées à la mort animale : Aubervilliers-La Villette, décrite par Léon Bonnet, et Chicago, la « jungle » d'Upton Sinclair, l'ami de Jack London. Promis aux chaînes des usines, nous nous retrouvions dans ce que Léon Bonnet disait de notre ville :

« Dans la banlieue nord de Paris, il y a une ville terrible et charmante. En elle, confluent les déchets, les résidus, les immondices sans noms que produit la vie d'une capitale. Là vont les bêtes crevées, les animaux de boucherie que les vétérinaires refusent à la consommation, les chevaux qui meurent à la peine sur la voie publique ; là, par barriques chaudes et fumantes, va le sang des abattoirs, vont les vidanges. »

Il mourut avant que son roman voie le jour, vidé de son sang dans le premier grand abattoir à humains du siècle, le 28 décembre 1914.

Au cours de mon enfance, la ville était encore parsemée d'usines de bouillon en cubes, de conserves, de peausseries, de boucheries industrielles, d'ateliers de noir animal, de cuves de polyphosphates, de montagnes d'engrais. L'étré, lorsque le soleil décourageait jusqu'au vent, une odeur lourde de chairs surchauffées, d'exploitation de cadavres, venait se bloquer sur le bitume. On se croisait dans les rues en faisant semblant de respirer normalement pour ne pas rajouter au malheur d'avoir son nez là, à Aubervilliers.

Quand, grâce aux colonies de vacances, on

parvenait à s'échapper des frontières prolétaires, c'est comme si l'odeur des eaux grasses vous avait suivi à la trace. La réputation d'Aubervilliers égalait celle de Chicago jusqu'au plus profond des campagnes bretonnes, jusqu'au plus haut des pics savoyards. Les boulangères se plantaient devant leurs étalages de bonbons, les mercières bigoudens, vendeuses de dentelle-souvenir, appelaient l'époux à la rescousse. C'était comme si un traître infiltré dans nos rangs prévenait la population autochtone du moindre de nos mouvements. « Aubervilliers » sonnait comme une menace. Nous n'étions pas redoutés comme des barbares, des « classes dangereuses », des « rouges » mais plutôt comme des pauvres, des déshérités. Et je crois bien que c'est ce poids du regard, ce soupçon insupportable que nous lions sur les visages, qui a précipité plusieurs de mes amis d'enfance vers la délinquance : ils voulaient leur donner raison, être à la hauteur de la réputation qu'on leur faisait au « mec d'Auber ». D'autres n'ont pas eu le temps de savoir ce qu'ils voulaient. (...)

La majorité des mêmes n'a pas mordu la ligne. L'efficacité des solidarités ouvrières y est pour beaucoup. Les luttes des parents contre les guerres coloniales, pour les indépendances, le refus du fascisme OAS, la défense des emplois, poste par poste, les convergences recherchées avec les Albertvillariens ne possédant pas la carte nationale d'identité, tout cela nous a permis de sentir une épaulée à gauche, une épaulée à droite au moment où ça vacillait. Il y a cela dans la ville ouvrière, et peut-être plus en-

core dans celle-ci : une conscience qu'on y arrivera tous ensemble, et que le ciment de cette échappée vers le haut s'appelle la dignité.

Bien sûr, il n'y avait pas que les usines et les luttes. Deux fêtes rythmaient nos vies d'enfant : Noël et le Festival d'Aubervilliers, une sorte de foire commerciale qui, un jour, a accueilli un spectacle de théâtre. Cela devait être *La Tragédie optimiste* ou *L'étoile devient rouge*. Plus tard la salle des fêtes s'est transformée en Théâtre de la Commune. Nous étions une vingtaine de jeunes adolescents qui traînions notre ennui autour des camions de déchets. En ces temps sans télé, nous découvrions un autre monde. « une Amérique à nous... ». Nous étions fascinés par ces gens, les acteurs, qui parlaient fort, non pour s'engouffrer, mais pour se faire comprendre, nous tombions amoureux de toutes ces actrices et de leurs parfums, éblouis par les costumes, émerveillés de voir que l'on pouvait repenser le monde à l'aide d'un simple gélant de couleur, devant un projecteur. A quelques-uns nous avons formé le projet de passer de l'autre côté du miroir. Nous avons commencé par distribuer des prospectus, vendre des billets d'abonnement, déchirer les tickets, à l'entrée. D'autres plus manuels sont devenus électros, machinos. Je me souviens de la rage qui nous animait. Nous ne voulions pas manger le monde, ni échapper à Aubervilliers. Nous voulions simplement notre part de rêve, notre part d'humanité. Certains l'ont eue. D'autres, plus nombreux, non, et c'est ce qui nous pousse à continuer.

Didier Daeninckx

TF1

NAVARRO

STARS EN FOLIE

TV5

TF1

France 2

TF1

France 2

TF1

France 2

TF1

France 2

TF1

France 2





## Le gouvernement peine à réduire le déficit budgétaire de 1996

EN CES TEMPS de conjoncture morose, les statistiques budgétaires, publiées à la fin de chaque trimestre par le ministère de l'économie et des finances, revêtent une particulière importance : elles permettent de mesurer non seulement l'état des finances publiques, mais aussi le niveau des rentrées fiscales - et donc celui de l'activité économique. A cet égard, le dernier état des comptes, arrêté au 30 juin et publié mercredi 14 août, est doublement préoccupant. D'abord, il fait apparaître que le gouvernement n'a pas réussi à réduire le déficit budgétaire de 1996. Le déficit budgétaire s'élevait à 226,3 milliards de francs à la fin juin, contre 227,8 milliards en juin 1995. Cette diminution de 1,5 milliard est faible, puisque sur l'ensemble de l'année, le déficit doit être ramené de 323 milliards en 1995 à 287,8 milliards en 1996, soit une contraction de 35,2 milliards.

Il faut toutefois relever qu'un jeu d'écriture fausse partiellement la comparaison. Les dépenses de fonctionnement progressent ainsi fortement du fait de la prise en compte, à hauteur de 4,2 milliards, de subventions aux organismes de recherche qui, en 1995, n'avaient été débloquées qu'en juillet.

Deuxième déception, les rentrées fiscales ne témoignent pas d'une amélioration de la conjoncture. Certes, les recettes nettes sont en progression sensible. A la fin juin, elles étaient en hausse de 41,9 milliards de francs sur l'exécution en juin 1995. Mais cette progression provient sans doute beaucoup plus des majorations fiscales décidées en 1995 par le gouvernement que d'un redressement de la conjoncture. Les hausses les plus spectaculaires constatées à la fin du mois de juin, touchent en effet l'impôt sur les sociétés (+19,4 %) et la TVA (+10,3 %), dont les taux ont été relevés courant 1995.

Laurent Mauduit

## Les équarisseurs reprennent la collecte des cadavres d'animaux

LES SERVICES de collecte chez les éleveurs et les abatteurs de cadavres d'animaux qui ne peuvent plus être utilisés dans la fabrication de farines animales reprendront le vendredi 16 août, a indiqué le cabinet de Philippe Vasseur, ministre de l'Agriculture, après une table ronde qui a réuni mercredi les représentants des professions touchées par le problème de la transformation des cadavres d'animaux en farines destinées à l'alimentation des porcs, des volailles et poissons d'élevage (Le Monde du 15 août). L'Etat, jusqu'au 15 septembre, « prendra en charge sa part de 50 % et fera l'avance des autres 50 %, qui seront à valoir sur sa contribution financière globale, en d'autres termes, nous allons payer plus dans le mois qui vient et nous déléguons ces sommes d'ici à la fin de l'année », a expliqué au Monde Georges Durac-Rosset, directeur de cabinet de M. Vasseur. Ce délai d'un mois nous permettra de régler les différents problèmes de la destruction, par incinération, des farines ne pouvant plus être utilisées dans la chaîne animale. Durant cette période, les différents responsables concernés devront trouver une solution.

■ CORSE : l'explosion d'une charge a provoqué d'importants dégâts matériels, mercredi 14 août vers 4 heures, au palais de justice d'Alajaccio. Jacques Toubon, le ministre de la justice, a envoyé une lettre au premier président de la cour d'appel de Bastia et au procureur général, où il exprime son « indignation ».

## Le général Lebed retourne en Tchétchénie pour tenter de consolider la trêve

De larges pouvoirs lui ont été accordés par Boris Eltsine

MOSCOU

Fort des larges pouvoirs qui lui avaient été accordés la veille par Boris Eltsine, Alexandre Lebed est arrivé jeudi 15 août au matin pour une « courte visite » à Grozny, où forces fédérales et indépendantistes observent depuis mercredi midi une trêve toute relative. Selon les termes du document signé par le président russe, le Conseil de sécurité, dirigé par Alexandre Lebed, est chargé de la « direction stratégique de tous les aspects du conflit tchétchène ». Ce document prévoit la création d'un « état-major opérationnel », où les diverses forces présentes sur le terrain - ministère de la défense, ministère de l'Intérieur et services de sécurité - seront représentées. Cette disposition devrait permettre une « meilleure coordination » des forces fédérales, à l'heure où chacun à Moscou s'accorde à reconnaître leur totale désorganisation. C'est désormais au général Lebed qu'émaneront tous les ordres, puisque l'état-major des armées lui est soumis.

L'oukaze présidentiel prévoit également la dissolution de la commission gouvernementale chargée du règlement du conflit, conduite par le premier ministre Viktor Tchernomyrdine et au sein de laquelle siégeaient les principaux partisans de la manière forte. Désormais subordonnée au Conseil de sécurité, l'équipe du premier ministre, rebaptisée, se voit chargée

de la « reconstruction » de la République caucasienne dévastée. « Ceux qui prônent la poursuite de la guerre devront être isolés du reste de la société », a résumé l'ancien parachutiste avant son départ pour Grozny, où il doit rencontrer les divers commandants russes, dont Konstantin Poulikovski. Ce dernier avait semé la confusion, mercredi matin, en déclarant avoir conclu un cessez-le-feu avec Aslan Maskhadov, le chef d'état-major des forces indépendantistes. Une information pourtant largement diffusée par les médias russes, après que les deux hommes s'étaient entretenus pendant plus de trois heures à Novye Atagi, un fief indépendantiste à 25 kilomètres au sud de Grozny. Konstantin Poulikovski a toutefois reconnu, peu après, avoir donné à ses hommes l'ordre non formel « de ne ouvrir le feu qu'en cas d'absolue nécessité ».

RAID SUR DES RÉFUGIÉS

Négociée à l'initiative du général Lebed, une trêve fragile s'est donc instaurée mercredi à Grozny, permettant aux deux parties de ramasser leurs morts et à quel- que 2 000 civils de fuir le centre, tandis que des milliers de réfugiés (entre 13 000 et 40 000) sont toujours bloqués par l'armée russe à la périphérie de la capitale tchétchène. Si la trêve, ponctuée d'accusations mutuelles de non-respect, a tout de même permis un échange de prisonniers entre Russes et

Tchétchènes, les civils restent les principales victimes du conflit. Dix-sept personnes ont été tuées et vingt-cinq blessées lors d'un raid aérien russe sur une colonne de réfugiés, mercredi soir, non loin du village d'Alkhazourvo, au sud de Grozny. Des avions ont également attaqué plusieurs villages - Rochni Tchou, Guikhalov - selon différentes sources sur place, dont le gouvernement tchétchène pro-russe. Enfin, selon le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Grozny, les colportages humanitaires « sont loin de fonctionner ».

« Nous redoutons que les deux côtés ne mettent à profit la trêve pour se réorganiser et, dans le pire des cas, reprendre les combats », a déclaré mercredi le responsable local du CICR, Manuel Bessier. Tout semble donc se préparer pour une mission de paix du général Lebed. Le plus important, a-t-il reconnu dans un entretien accordé à la chaîne américaine de télévision CNN avant de quitter Moscou jeudi matin, est de permettre aux deux parties de « sauver la face » et de trouver une solution où il n'y ait « ni vainqueur ni vaincu ». « Nous sommes dans un cercle vicieux, a-t-il expliqué. Après tous les morts et les blessés, pouvez-vous imaginer les Tchétchènes disant d'eux-mêmes qu'ils restent au sein de la Russie ? Ce serait un suicide pour eux et, en même temps, ils n'ont pas le choix ».

Marie Jégo

## Le pape a subi de nouveaux examens à l'hôpital

Les rumeurs sur un cancer se développent

LE PAPE a dû être transporté d'urgence, mercredi 14 août, à la clinique Regina Apostolorum d'Albano, près de sa résidence d'été de Castelgandolfo, au sud de Rome, où il se reposait après un séjour dans la vallée de Cadore (Dolomites italiennes) en juillet. Pendant une heure, il a subi divers examens cliniques et radiographiques - que la direction de l'hôpital a présenté comme un « contrôle de routine » - avant de rentrer à Castelgandolfo. Mais, au matin du jeudi 15 août, un porte-parole du Saint-Siège, le père Ciro Benedettini, a confirmé que cette hospitalisation subite était consécutive à des « troubles de santé ». Jean Paul II est âgé de 76 ans depuis le 18 mai.

Mardi 13 août déjà, le pape avait dû renoncer à sa messe matinale à Castelgandolfo. Le lendemain, il n'était pas rentré comme prévu à Rome pour l'audience générale du mercredi sur la place Saint-Pierre. Il avait toutefois reçu quelque 4 000 fidèles dans la cour de sa résidence d'été. Le 15 août, enfin, il ne devait célébrer la messe de l'Assomption que dans sa chapelle privée. Selon la presse romaine, le pape se plaignait, depuis plusieurs jours, de douleurs à l'estomac. Le 17 juillet 1992, à la clinique Gemelli de Rome, il avait subi l'ablation d'une tumeur au côlon, qui avait alors été présentée comme « bénigne ».

Les rumeurs sur le cancer du pape à l'intestin risquent donc de reprendre. Elles ne sont pas nou-

velles, mais deviennent sérieuses. Le 13 mars, il avait dû annuler une audience générale en raison d'une « indisposition fébrile », selon son porte-parole. De même, à la suite d'un malaise, le 25 décembre 1995, au balcon de ses appartements privés, il avait interrompu brutalement la lecture de son message de Noël. Même volonté de dédramatiser : ce malaise avait été attribué à un « refroidissement ».

Son porte-parole, Joaquín Navarro-Valls, lui-même médecin, et le médecin personnel du pape, Renato Buzzonetti, qui ne l'ont pas quitté de l'été, avaient fermement démenti, le 25 mars, l'existence d'un cancer à l'intestin. Ils avaient ajouté que les contrôles cliniques auxquels le pape était régulièrement soumis « ne présentaient aucune manifestation de tissu ou de tumeur cancéreuse ». Ils entendaient ainsi répondre à un commentateur espagnol, Le Père Pedro Miguel Lamet, jésuite, qui venait d'écrire, dans *Diaro 16* : « Ce n'est un secret pour personne à la Curie romaine que Jean Paul II souffre d'un cancer, probablement au côlon, avec des métastases et des complications issues de la maladie de Parkinson ».

UN EMPLOI DU TEMPS CHARGÉ

Régulièrement invoquée, la maladie de Parkinson a également toujours fait l'objet de démentis officiels. Les fréquents tremblements de la main gauche du pape sont attribués aux conséquences de l'opération du 13 mai 1981 sur la place Saint-Pierre. La balle avait sectionné des ligaments nerveux de la main gauche.

Sera-t-il possible de garder encore longtemps un tel flou dans les informations concernant la santé de Jean Paul II ? Son hospitalisation du 14 août à Albano et la confirmation, par le Vatican, de « troubles de santé » ne pourront pas être sans conséquences sur son emploi du temps des prochaines semaines, qui est extrêmement chargé. Il doit visiter la Hongrie les 6 et 7 septembre, pour le millénaire de l'abbaye bénédictine de Pannonhalma. Et surtout, il doit accomplir son sixième voyage en France, prévu du 19 au 22 septembre, qui devrait le conduire à Tours (où il résidera), à Saint-Laurent-sur-Sèvre (Vendée), à Sainte-Anne d'Auray (Morbihan) et à Reims. Ce voyage s'annonçait déjà difficile en raison des polémiques autour de la célébration, à Reims, du 1500<sup>e</sup> anniversaire du baptême de Clovis. Les organisateurs s'inquiétaient régulièrement de la perspective d'une amputation, voire d'une annulation de ce voyage et ils vont être très attentifs, dans les prochains jours, aux nouvelles venant de Rome. L'hypothèse d'un ajournement de la visite en France n'est désormais plus à exclure.

Henri Tincq

## La « reine du punk » chez Monsieur Dior ?

LONDRES

de notre correspondant

La mode anglaise pour hommes est connue dans le monde entier et fait autorité. La mode pour femmes va-t-elle traverser le Channel ? Après l'arrivée de John Galiano chez Givenchy l'an dernier, Vivienne Westwood la « Reine du punk », va-t-elle débarquer chez Dior pour succéder à Gianfranco Ferré ? La rumeur court de manière persistante à Londres, où deux grands quotidiens viennent de lui consacrer d'importants articles. Mais rumeur n'est pas certitude, d'autant que, chez l'intéressée elle-même comme chez LVMH, groupe dont Dior est l'un des fleurons, on se refuse à tout commentaire. Il faudra sans doute attendre jusqu'au départ du talentueux Milanais, cet automne, pour le savoir. Mais certains, dans le monde de la mode, se demandent si Vivienne Westwood n'aurait pas relancé la rumeur à un moment où sa candidature battrait de l'aile, concurrencée par d'autres noms, de Christian Lacroix ou Jean-Paul Gaultier à John Galiano lui-même (Givenchy fait partie du groupe). Voire à des personnalités moins connues comme le Britannique Alexander McQueen ou l'Américain Marc Jacobs...

Évoquant la succession de Gianfranco Ferré dans le *Figaro Magazine* le mois dernier, Bernard Arnault, le patron de LVMH, le numéro un mondial du luxe, déclarait : « Ce qui me tient le plus à cœur, c'est d'assurer, là aussi, la modernité de la création dans l'esprit de Chris-

tian Dior lui-même. » Moderne dans la création, Vivienne Westwood l'est assurément, peut-être même beaucoup, quant à retrouver l'esprit Dior, c'est une question de goût. La grande dame de la couture anglaise est pour le moins une excentrique ; cette quinquagénaire s'est fait connaître en ouvrant sa boutique Sex and Seditionaries, qui devint le quartier général du mouvement punk. C'est elle qui, selon Susannah Frankel, du *Guardian*, serait à l'origine de la couverture d'un disque des Sex Pistols représentant la Reine, une épingle à nourrice dans le nez. C'est aussi elle qui, à Buckingham Palace, aurait fait en sorte que l'on remarque qu'elle ne portait pas de culotte sous sa robe. Ce qui ne l'empêche pas d'avoir pour emblème la couronne et le sceptre.

Susannah Frankel explique que Vivienne Westwood combine l'héritage historique avec l'influence de la rue d'une manière encore plus extrême que ses confrères anglais, par exemple en mettant une crinoline sous une mini-jupe ou en réhabilitant le bustier, les tissus aux couleurs éclatantes et les chaussures à semelles très compensées. « Ses vêtements sont extrêmement difficiles à porter, ils ne font pas de grosses ventes, mais les Anglais l'adorent », en particulier parmi l'élite. Tous ses vêtements ne sont pas si immatériaux, et sa boutique de prêt-à-porter de Kings Road est plus abordable. « La plus anglaise des couturiers anglais », cette Anglaise du Yorkshire cultive l'excentricité, n'hésitant pas à franchir les bornes

de ce que l'on considérerait de l'autre côté de la Manche comme l'élégance ou la vulgarité. Mais Galiano ne s'est-il pas déjà installé à Paris ? Et Vivienne Westwood néglige la London Fashion Week - qui a lieu fin septembre au Musée des sciences naturelles - pour présenter ses modèles à Paris.

Le quotidien *The Independent* estime que ce qui compte pour LVMH, c'est d'abord la publicité qui fait vendre tous les produits annexes, ceux qui rapportent beaucoup plus que la haute couture (parfums, accessoires, etc.), et que Vivienne Westwood peut faire beaucoup dans ce domaine. En tout cas, les Anglais sont fiers de leur mode. Une mode qui décoiffe, surprend beaucoup, choque souvent, parfois déconstruit, mais qui prend de l'ampleur en Angleterre comme à l'étranger.

Couturiers sortis des multiples instituts de mode, mannequins, photographes, journalistes, témoignent de la vitalité de ce secteur de l'économie et de la culture britanniques qui veut partir à la conquête du marché mondial. Et qui change de l'insaisissable et triste complet sombre qui est devenu l'uniforme international de l'homme moderne. Hier, c'étaient les vieilles Anglaises qui nous faisaient sourire avec leurs bibis et leurs robes aux couleurs acidulées ; aujourd'hui, Londres nous envoie une mode hyper-moderne, au style incisif et provocant qui, même si elle peut paraître outrancière, apporte quelque chose de neuf.

Patrice de Beer

## L'attaque de l'Airbus à Perpignan a duré moins de trois minutes

Le commando, qui a emporté pour 4 millions de francs, a failli être intercepté

PERPIGNAN

de notre correspondant

Le préfet des Pyrénées-Orientales, Bernard Bonnet, a fourni des précisions, mercredi 14 août, sur les circonstances de l'attaque d'un Airbus d'Air Inter Europe, la veille, sur la piste de l'aéroport de Perpignan-Rivesaltes (Le Monde du 15 août). Selon lui, le commando, qui s'est emparé de 4 millions de francs, « aurait pu être arrêté » à « quelque vingt secondes près ». M. Bonnet a en effet précisé que les services de sécurité avaient été alertés par un gendarme en patrouille au moment de l'atterrissage de l'avion. Ce gendarme a surpris les malfaiteurs alors qu'ils s'apprêtaient à passer à l'acte. Après avoir fait évacuer les bagages amassés pour assister aux mouvements d'avions, il a déclenché la sirène de son véhicule.

De son côté, le commandant de bord a alerté la tour de contrôle à 18 heures 18 minutes et 16 secondes - en déclarant : « Je crois

qu'on va avoir une attaque. », soit 28 secondes avant que la gendarmerie ne soit prévenue à son tour. A 18 heures 20 minutes et 58 secondes, le hold-up était déjà terminé. En moins de trois minutes, le commando de cinq personnes a raflé deux sacs de toile remplis de pesetas. L'argent devait être convoyé vers une banque privée par la Brink's, société de transport de fonds. Une fois prévenue, la brigade de gendarmerie s'est dirigée vers l'aéroport. Toujours d'après le préfet, elle aurait même croisé les malfaiteurs.

« COMME DANS UN FILM »

M. Bonnet a diligenté une enquête administrative sur « les conditions d'alerte et de réaction des forces de sécurité de l'aéroport ». Le procureur de la République adjoint de Perpignan, Robert Chelle, a lancé un appel à témoins et la Brink's offre une prime de 500 000 francs à laquelle s'ajoutera 10 % de la valeur de

l'argent retrouvé pour tout renseignement permettant de récupérer les billets volés.

L'attaque a eu lieu en bout de piste, à 1,8 kilomètre de l'aérogare, « assez loin des caméras de surveillance », explique Guy Collignon, directeur de l'aéroport. A cet endroit, l'avion ralentit avant d'effectuer un demi-tour pour rejoindre l'aérogare. Arrivées par un chemin de terre, deux camionnettes avec au moins deux hommes à leurs bords franchissent alors le portail d'accès à la piste et viennent barrer la route de l'Airbus, qui transporte 167 passagers et 6 membres d'équipage. Deux braqueurs, cagoulés et armés de pistolets-mitrailleurs et d'armes de poing, sortent d'une fourgonnette. Ils déploient une banderole ordonnant au commandant « de couper les moteurs et d'ouvrir la soute ». Trois coups de feu sont tirés sans toucher l'avion, comme on l'avait cru dans un premier temps. S'aidant d'une échelle appuyée sur le toit

d'un des véhicules, un malfaiteur actionne l'ouverture de la soute et étale le filet de protection avant de s'emparer des sacs qui se trouvent avec d'autres valeurs déclarées. Le commando prend ensuite la fuite en direction de Rivesaltes, dans une troisième fourgonnette.

A l'intérieur de l'appareil, les passagers n'ont vu que le début de l'action, « comme dans un film », racontera une hôtesse. Le plan Epervier, aussitôt mis en place dans le département, n'a pas permis d'intercepter les fuyards. Dans l'une des fourgonnettes abandonnées sur place, les enquêteurs du service régional de police judiciaire ont trouvé un revolver Smith & Wesson 357 approvisionné. L'un des sacs véhicules avait été volé le 12 août à Argelès-sur-Mer.

Jean-Claude Marre

Tirage du Monde daté jeudi 15 août 1996 : 424 242 exemplaires

## Stabilité du franc

EN RAISON de la fête de l'Assomption, les marchés financiers français, autrichiens, belges, luxembourgeois, portugais, espagnols et grecs étaient fermés jeudi 15 août.

Sur le marché des changes de Londres, le dollar était orienté à la hausse, jeudi matin, lors des premières transactions entre banques. Il s'échangeait à 1,4886 mark, 5,0858 francs et 108,01 yens.

La devise française était stable face à la monnaie allemande. Elle s'inscrivait à 3,4180 francs pour 1 deutschemark.

La Bourse de Tokyo a terminé la séance de jeudi sur une note stable. L'indice Nikkei des valeurs vedettes s'est inscrit en clôture en très légère baisse (-0,06 %), à 20 968,25 points. La veille, Wall Street avait progressé. L'indice Dow Jones avait gagné 0,35 %, profitant d'un rebond des valeurs informatiques.

مكتبة من الأصل